







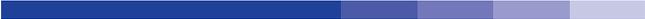
TABLEAU DE BORD DE L'ECONOMIE



SITUATION 2009

PERSPECTIVES 2010-2011

Tableau de bord de l'économie



DIRECTION DE PUBLICATION

Ministre de l'Économie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme

M. Magloire NGAMBIA

Ministres délégués

M. Paul BUNDUKU-LATHA

Mme. Françoise ASSENGONE OBAME

Directeur Général

M. Hamidou OKABA

Directeurs Généraux adjoints

Mme. Rose Christiane OSSOUKA RAPONDA

M. Modeste MFA OBIANG

Assistants du Directeur Général

Mme. Arlette ANTIOPE NGOUA

Mme. Amélie ANGUE MINKO

M. Jean Louis MIHINDOU

M. Marcel IBINGA

M. Guy Didier ABESSOLO

Tableau de bord de l'économie

Placée sous l'autorité du Ministre chargé de l'économie, la Direction Générale de l'Economie devenue **Direction Générale de l'Economie et de la Législation Fiscale (DGELF)**, a été créée par le décret N° 1207/PR du 17 novembre 1977. Elle a pour missions :

- d'analyser, d'orienter et de promouvoir l'économie nationale
- de déterminer la stratégie économique de l'Etat
- de contrôler et d'orienter les secteurs clés de l'économie nationale
- d'élaborer des prévisions à court terme.

La DGELF est organisée en cinq directions :

Direction des Institutions Financières (DIF)

Missions :

- étudier les principales grandeurs monétaires et financières
- analyser régulièrement les flux économiques et financiers avec l'extérieur
- participer aux travaux du Conseil National du Crédit, du Comité Monétaire et des Commissions de Contrôle des Banques.

Direction des Programmes Sectoriels (DPS)

Missions :

- étudier les grands secteurs de l'économie nationale
- suivre les dossiers de tutelle et de contrôle des entreprises du secteur parapublic.

Direction des Etudes Macroéconomiques (DEM)

Missions :

- étudier les principales grandeurs économiques
- étudier les outils de la puissance publique
- analyser l'impact économique du budget de l'Etat.

Direction des Synthèses Economiques et de la Recherche (DSER)

Missions :

- assurer la synthèse de l'ensemble des informations économiques et financières
- analyser la conjoncture internationale
- préparer et présenter à la Direction Générale tous les dossiers de politique économique.

Direction des Personnels et des Moyens (DPM)

Missions :

- Gérer le budget, le matériel et les fournitures
- Gérer le personnel.

SOMMAIRE

INTRODUCTION	15
1ère Partie : L'environnement International	17
I.1 L'économie mondiale en 2009	18
I.1.1 L'activité	18
I.1.2 L'emploi	20
I.1.3 L'inflation	20
I.1.4 Le commerce extérieur	21
I.1.5 Les finances publiques	21
I.1.6 Les taux d'intérêt	22
I.2 L'évolution des cours de produits de base	22
I.2.1 Le pétrole	22
I.2.2 Le sucre	23
I.2.3 Le cacao	24
I.2.4 Le café	25
I.2.5 L'huile de palme	26
I.2.6 Le caoutchouc naturel	26
I.2.7 Le minerai de manganèse	27
I.2.8 Le minerai de fer	28
I.2.9 L'or	25
2ème Partie : L'activité Nationale	31
II.1 Les grands produits d'exportation	32
II.1.1 Le pétrole	32
II.1.2 Le manganèse	33
II.1.3 Le bois	35
II.2 L'agriculture, l'élevage et la pêche	36

Sommaire

II.2.1 L'agriculture	37
II.2.2 L'élevage	40
II.2.3 La pêche	41
■ II.3 Les industries	42
II.3.1 Le secteur agro-alimentaire	42
II.3.1.1 La production meunière et avicole	42
II.3.1.2 Les huiles et corps gras	43
II.3.1.3 La production sucrière	44
II.3.1.4 Les boissons et le tabac	45
II.3.1.4.1 Les bières et les boissons gazeuses	45
II.3.1.4.2 L'eau minérale	46
II.3.1.4.3 L'industrie du tabac	46
II.3.2 Les industries du bois	47
II.3.3 Le raffinage	50
II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité	52
II.3.4.1 L'électricité	53
II.3.4.2 L'eau	53
II.3.5 Les autres industries de transformation	53
II.3.5.1 La chimie	54
II.3.5.2 Les matériaux de construction	55
II.3.5.3 La seconde transformation des métaux	56
II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse	57
II.3.6.1 L'imprimerie	57
II.3.6.2 Edition et Presse	58
■ II.4 Le bâtiment et les travaux publics	58
■ II.5 Le secteur des transports	60
II.5.1 Le transport terrestre	60
II.5.2 Le transport ferroviaire	60
II.5.3 Le transport aérien	62
II.5.3.1 Le trafic aérien national	63
II.5.3.2 Le trafic aérien international	63
II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes	63
II.5.4 Le transport maritime	64
II.5.5 Les activités portuaires	65
II.5.6 Les auxiliaires de transport	66

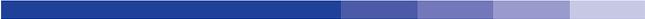
■ II.6 Les télécommunications	67
<hr/>	
■ II.7 Le commerce	69
<hr/>	
II.7.1 Le commerce général structuré	70
II.7.3 Le commerce des véhicules	71
II.7.2 Le commerce des produits pétroliers	71
II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques	72
II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques	73
■ II.8 L'hôtellerie, la restauration et le tourisme	73
<hr/>	
II.8.1 L'hôtellerie	73
II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale	74
II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité	75
II.8.2 La restauration	75
II.8.3 Le tourisme	75
■ II.9 Les autres services	75
<hr/>	
II.9.1 Les services rendus aux particuliers	76
II.9.2 Les services immobiliers	77
II.9.3 Les services rendus aux entreprises	77
II.9.4 Les services de réparation automobile	78
II.9.5 Les services parapétroliers	78
■ II.10 Les institutions financières	79
<hr/>	
II.10.1 Les banques commerciales et de développement	79
II.10.2 Les établissements financiers	83
II.10.3 Les compagnies d'assurances	84
3ème Partie : Les grandeurs macroéconomiques	87
<hr/>	
■ III.1 Le produit intérieur brut	89
<hr/>	
III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité	82
III. 1.2 Le PIB par la demande	91

Sommaire

III.2 Le budget de l'Etat	92
III.2.1 L'équilibre budgétaire	92
III.2.1.1 Les ressources	93
III.2.1.2 Les emplois	93
III.2.2 L'exécution du budget	94
III.2.2.1 Les recettes budgétaires	94
III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières	95
III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole	95
III.2.2.2 Les dépenses publiques	96
III.3 La monnaie et le crédit	99
III.3.1 Les ressources du système monétaire	100
III.3.1.1 La masse monétaire (M2)	100
III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires	101
III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire	101
III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.)	102
III.3.2.2 Le crédit intérieur	102
III.3.2.3 Le financement de l'économie	102
III.4 La balance des paiements	104
III. 4. 1 La balance des transactions courantes	104
III. 4. 1.1 La balance commerciale	104
III.4.1.2 La balance des services	105
III.4.1.3 La balance des revenus	105
III.4.2 La balance des capitaux	105
III.4.3 La balance globale	106
III.5 L'emploi, les salaires et les prix	106
III.5.1 L'emploi	106
III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public	107
III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés	108
III.5.2 Les salaires	109
III.5.2.1 La masse salariale du secteur public	110
III.5.2.2 La masse salariale des sociétés	110
III.5.3 Les prix	111

4ème Partie : La politique économique du gouvernement en 2009	113
IV.1 La politique budgétaire	114
IV.2 Les mesures structurelles	116
IV.3 La politique sociale	116
IV.4 Les politiques sectorielles	118
IV.5 La politique monétaire	121
5ème Partie : Les perspectives 2010 - 2011	125
■ V.1 La conjoncture mondiale en 2010 - 2011	126
V.1.1 La situation internationale	126
V.1.1.1 L'activité économique	126
V.1.1.2 L'inflation	126
V.1.1.3 L'emploi	126
V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base	127
■ V.2 Le contexte national	128
V.2.1 L'activité sectorielle	128
V.2.1.1 Le pétrole	128
V.2.1.2 Le manganèse	129
V.2.1.3 Les industries du bois	129
V.2.1.4 Le raffinage	129
V.2.1.5 La seconde transformation des métaux	130
V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2010	130
V.2.2.1 Les principales hypothèses	130
V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2010	131
V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2010	132
V.2.2.4 Les prévisions du budget	133
V.2.2.4.1 Les recettes	133
V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)	133
V.2.2.4.3 La dette publique	134
V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle	135
V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes	135
V.2.2.5.2 La balance des capitaux	136
V.2.2.5.3 La balance globale	136
V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix	136

Sommaire



■ V.3 Les perspectives de la politique économique, financière et sociale du gouvernement	137
V.3.1 La politique budgétaire	137
V.3.2 Les réformes structurelles	138
V.3.3 Les politiques sectorielles	139
V.3.4 La politique sociale	142
■ CONCLUSION	145
■ ANNEXES	147

Sommaire



La Direction générale de l'Economie et de la Législation Fiscale renouvelle ses remerciements aux entreprises, aux administrations et aux opinions informées qui ont permis la réalisation de ce document.

L'ensemble des informations de ce tableau de bord résulte d'un effort de synthèse d'une enquête de conjoncture réalisée en 2009, complétée par de nombreux entretiens auprès des opinions informées et par des prévisions bâties à partir du modèle MEGA.

L'enquête annuelle a porté sur un échantillon de plus de deux cents entreprises représentant tous les secteurs d'activité et sur l'ensemble des centres de décisions économiques gabonaises.



INTRODUCTION

L'économie mondiale est entrée dans une phase de récession en 2009. Celle-ci a d'abord touché les économies avancées (-3,2%), Etats-Unis en tête, suivis du Japon et des pays de l'Union Européenne. Elle s'est par la suite propagée à l'ensemble des zones économiques.

La baisse de la demande globale dans les pays riches, le déclin du commerce des biens et services (-10,7%) et les dysfonctionnements de la sphère financière ont fortement pesé sur la croissance mondiale. Ceci, en dépit des résultats économiques relativement satisfaisants des pays émergents et en développement (2,4%) portés par les performances économiques de la Chine.

Les marchés des matières premières ont eu des comportements divergents. Ainsi, en moyenne annuelle, les cours de pétrole, de manganèse et de fer ont baissé du fait de la contraction de la demande. A contrario, les difficultés de l'offre ont eu tendance à renchérir les cours de la plupart des produits agricoles. Dans ce contexte, le PIB mondiale a chuté à -0,6% en 2009 contre 3,2% en 2008, traduisant ainsi une crise majeure de l'économie mondiale.

Cet environnement extérieur peu favorable n'a pas épargné l'économie gabonaise qui a enregistré une baisse de ses exportations en valeur et de ses recettes pétrolières. Seule la consommation totale (7,1%) est demeurée soutenue, mais elle n'a pas permis d'éviter le déclin de la production nationale à -1,4% en 2009, contre 2,3% l'année précédente.

Les contributions des secteurs primaire, secondaire et tertiaire à la croissance ont été négatives du fait de la contraction des mines, des industries du bois, des transports et télécommunications.

Le solde primaire des finances publiques est demeuré excédentaire, malgré le recul des exportations en valeur. Par ailleurs, la balance globale des paiements s'est inscrite en baisse avec un solde déficitaire provenant de la dégradation de la balance des transactions courantes.

La politique monétaire menée par la BEAC s'est traduite par : le maintien de l'objectif de refinancement des banques, la reconduction des taux directeurs opérés au troisième trimestre et par la stabilité de la politique d'assouplissement des réserves obligatoires.



L'Environnement International



Tableau de bord de l'économie

1.1 L'ÉCONOMIE MONDIALE EN 2009

Marquée par la crise financière survenue en 2008, l'économie mondiale a traversé une période de profonde récession en 2009. Celle-ci s'est distinguée par une forte hausse du taux de chômage, une importante contraction des flux commerciaux et une baisse des investissements directs étrangers.

L'ampleur de la crise a conduit la majorité des gouvernements des pays développés à adopter des mesures de stimulation monétaire et budgétaire (renflouement des banques, baisse des taux directeurs des banques centrales, soutien à la consommation). Celles-ci, combinées au dynamisme des pays émergents, ont protégé l'économie mondiale d'une grande dépression et ont permis une reprise relative de la croissance vers le milieu de l'année. Néanmoins, compte tenu du fort ralentissement observé en début d'année, la croissance mondiale s'est chiffrée à -0,6% en moyenne annuelle contre 3% l'année précédente.

Par ailleurs, les difficultés d'accès au financement et le recul des importations mondiales ont entraîné une contraction notable des échanges mondiaux de biens et services, dont le volume a reculé de 10,7% en une année.

1.1.1 L'activité

L'économie américaine s'est contractée à -2,4% en 2009 contre 0,4% un an plus tôt en liaison avec l'atonie de la demande interne.

Malgré l'injection d'importantes liquidités pour soutenir la croissance, l'économie japonaise s'est enlisée. En effet pour la deuxième année consécutive, l'évolution de son PIB a fléchi pour atteindre -5,2% contre -1,2% l'année précédente.

L'activité a souffert d'une appréciation du yen qui a influé négativement sur les exportations et la demande intérieure.

Pénalisée par le soutien limité du commerce extérieur et le recul de la consommation, la croissance de la zone euro a décliné à -4,1% en 2009 contre une croissance modérée de 0,6% en 2008. Au sein de ce bloc économique, l'économie allemande, avec -5% de croissance, s'est contractée en raison d'une chute des exportations et des investissements.

La croissance française s'est rétractée de façon moins importante que ses voisins, avec un taux de -2,3%, obtenu grâce à une consommation soutenue.

L'environnement International

L'Italie et l'Espagne ont enregistré des baisses d'activité respectives de -5% et -3,6%.

Hors de la zone euro, la croissance en Grande-Bretagne s'est repliée à -4,9% contre 0,5% un an auparavant.

Les pays en transition d'Europe de l'Est ont autant pâti du ralentissement de l'économie mondiale que les pays développés. Au sein de ce groupe, les pays exportateurs de pétrole ont particulièrement subi la baisse des cours des matières premières. Ainsi, le PIB russe a reculé de 7,9%.

En 2009, les pays émergents et en développement ont enregistré une croissance de 2,4% contre 6,1% en 2008, même si au sein de l'ensemble, les évolutions ont été diverses.

Les pays émergents d'Asie ont ainsi maintenu un taux de croissance supérieur à 6,5% sous l'impulsion des économies chinoise et indienne. Le desserrement du crédit afin de stimuler la croissance, la vigueur de la demande intérieure et de la production industrielle ont expliqué cette vitalité. Le PIB chinois, tiré par l'investissement et la consommation, s'est accru de 8,7% et celui de l'Inde de 5,7%.

À l'opposé, en liaison avec la crise mexicaine et la baisse des prix des produits de base sur les marchés mondiaux, l'activité en Amérique Latine a chuté de 1,8% en 2009.

Par pays, les taux de croissance se présentent comme suit : Brésil 0,2% ; Mexique 6,5% ; Argentine 0,9%.

Après plusieurs années de forte croissance, l'économie de l'Afrique subsaharienne a ralenti à 2,1% en 2009 contre 5,5% en 2008. La crise financière mondiale a eu des conséquences très contrastées sur les économies de la région. Dans la majorité des pays à revenus intermédiaires, la production a diminué sous l'effet de la chute brutale des exportations en volume en début d'année, en raison de l'effondrement de la demande mondiale.

La zone UEMOA a mieux résisté aux effets de la crise économique mondiale et a enregistré une décélération de son PIB à 3,2% en moyenne en 2009. Les résultats économiques par pays se présentent ainsi: Côte d'Ivoire (3,8%) ; Mali (4,1%) ; Sénégal (1,5%) ; Burkina Faso (3,5%).

Tableau de bord de l'économie

Dans la zone CEMAC, les pays producteurs de pétrole ont enregistré des contreperformances, à l'exception du Congo dont le taux de croissance est le plus élevé (7,4%). Les résultats économiques des autres pays de la zone économique sont : Cameroun (2%), Gabon (-1,4%), Guinée-Équatoriale (5,3%), Tchad (-1,6%) et Centrafrique (2,4%).

1.1.2 L'emploi

L'atonie de l'activité mondiale s'est traduite par une détérioration du marché de l'emploi avec des niveaux de chômage élevés.

Ainsi aux Etats-Unis, la crise économique a entraîné la destruction de milliers d'emplois au cours de l'année 2009. Le taux de chômage s'est établi à 9,2% contre 5,4% en 2008.

Le taux de chômage au Japon, considéré comme l'un des plus faibles des pays industrialisés, est passé de 3,9% à 5,3% en 2009.

A l'exception de la Grande Bretagne dont le taux de chômage a stagné à 5%, l'Europe occidentale a connu une augmentation du nombre de chômeurs. En effet, en France, celui-ci a cru à 9,6% en 2009 contre 7,8% en 2008. En Allemagne, il s'est établi à 8,4% et en Italie, à 8,1%. L'Espagne, a quant à elle, enregistré un taux de chômage record de l'ordre de 18%.

1.1.3 L'inflation

La baisse des prix des produits de base consécutive à la récession de l'économie mondiale a entraîné un ralentissement significatif de l'inflation globale. Au cours de la période, les économies industrialisées ont enregistré une inflation quasi nulle (0,1% contre une hausse de 3,4% l'année précédente).

Aux Etats-Unis, le taux d'inflation a régressé à -0,5% en 2009, après s'être établi à 4,3% en 2008. Dans la zone euro, la baisse des prix des produits alimentaires ainsi que le recul de la facture énergétique a induit une diminution du taux d'inflation à 0,6%. La Grande Bretagne a affiché un taux d'inflation de 2,2% en 2009, contre 3,6% en 2008.

Les pays émergents d'Asie ont connu une inflation de 5,6% en 2009 en raison d'une demande intérieure soutenue notamment en Chine. En Afrique subsaharienne, le taux d'inflation a décéléré à 2,1%, contre 5,5% enregistré l'année

précédente, du fait du ralentissement des prix au niveau mondial.

1.1.4 Le commerce extérieur

La crise économique mondiale a largement affecté le commerce des biens et services en 2009. En effet, celui-ci a régressé de 10,7%. Par pays, la tendance a été de réduire les importations, notamment celles liées à la consommation énergétique. Ceci a entraîné une contraction du déficit commercial dans de nombreux pays riches. Toutefois, les pays ayant par tradition un commerce extérieur excédentaire ont enregistré une diminution du solde de la balance des biens et services.

Le déficit commercial américain s'est chiffré à 380,6 milliards de dollars, en baisse de 45% par rapport à 2008, du fait d'une diminution plus prononcée des importations comparativement aux exportations.

Bénéficiant d'une dépréciation de sa monnaie, la zone euro a dégagé un excédent commercial de 22,3 milliards d'euros. Premier pays exportateur mondial de biens depuis 2003, l'Allemagne a perdu son rang au profit de la Chine. Son excédent commercial a fléchi de 29% à 136 milliards d'euros en 2009 contre 178 milliards un an plus tôt.

Après un résultat négatif en 2008 (-55,4 milliards d'euros), le déficit commercial de la France s'est considérablement réduit pour s'établir à 43 milliards d'euros en 2009. Ce reflux a résulté principalement du repli de la facture énergétique lié à la baisse du prix du baril de pétrole.

Sur l'ensemble de l'année 2009, le déficit commercial espagnol s'est amélioré du fait du ralentissement des importations en lien avec la récession. Le déficit a chuté de 46,7% à 50 milliards d'euros contre 84 milliards en 2008.

Touché également par le ralentissement des échanges, l'excédent commercial chinois a enregistré une baisse de 34% pour s'établir à 196 milliards de dollars en 2009.

1.1.5 Les finances publiques

L'année 2009 s'est caractérisée par une détérioration des finances publiques pour l'ensemble des pays industrialisés en raison de la baisse des recettes fiscales, de l'effritement des revenus de ménages et de l'augmentation des

Tableau de bord de l'économie

dépenses publiques. Cette situation a induit, en définitive, un alourdissement de la dette publique des principaux pays riches.

Ainsi, le déficit budgétaire des États-Unis s'est établi à 10% de son PIB, soit 1409 milliards de dollars. Ceux de la Grande Bretagne et de la France se sont élevés respectivement à 12% et 7,9% du PIB.

1.1.6 Les taux d'intérêt

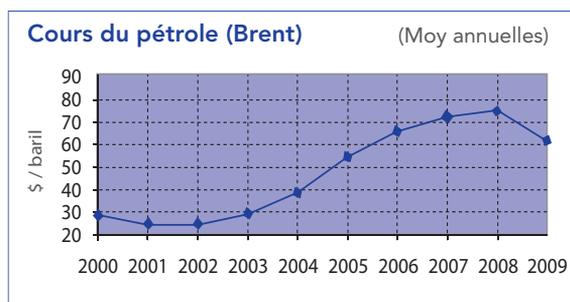
Dans l'objectif d'accompagner la fragile reprise de l'économie mondiale, les principales banques centrales ont maintenu leurs taux directeurs à des niveaux relativement bas.

Dans cette optique, la Réserve fédérale américaine (FED) a laissé son taux directeur entre 0% et 0,25% depuis 2008. Face à la persistance de la psychose de la déflation, la banque du Japon (BOJ) a décidé de maintenir son principal taux directeur à 0,1% depuis octobre 2009. Enfin, la Banque Centrale Européenne a abaissé son taux à de nombreuses reprises pour le situer à 1%.

1.2 L'EVOLUTION DES COURS DES PRODUITS DE BASE

1.2.1 Le pétrole

Après des hausses exponentielles (144,22 dollars le baril au mois de juillet 2008), les cours du baril de pétrole ont fléchi de 18,62% en moyenne annuelle, passant de 75,5 dollars le baril en 2008, à 61,5 dollars le baril en 2009.





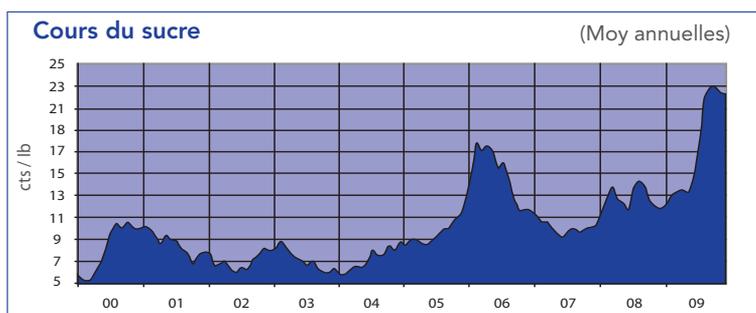
Source : marchés tropicaux

Cette contraction des cours s'explique par la baisse de la demande mondiale de pétrole, le respect des quotas de production de l'OPEP et la constitution des stocks aux Etats-Unis.

1.2.2 Le sucre

L'année 2009 s'est caractérisée par l'effondrement de l'offre, toute chose renforçant le déficit mondial en sucre à 13,5 Mt cette saison. En effet, la demande mondiale s'est établie à 165 millions de tonnes, en hausse de 2,3%.

Ce recul de l'offre s'explique par les ravages du courant El Nino (élévation anormale de la température de l'océan Pacifique sud) sur la production sucrière des deux plus gros producteurs mondiaux : l'Inde (44 Mt) et le Brésil (34,6Mt). La production mondiale de sucre s'est, de ce fait, effondrée de 44% à 14,7 millions de tonnes. Ainsi d'exportateur net, l'Inde est passé au rang d'importateur net.



Source : marchés tropicaux

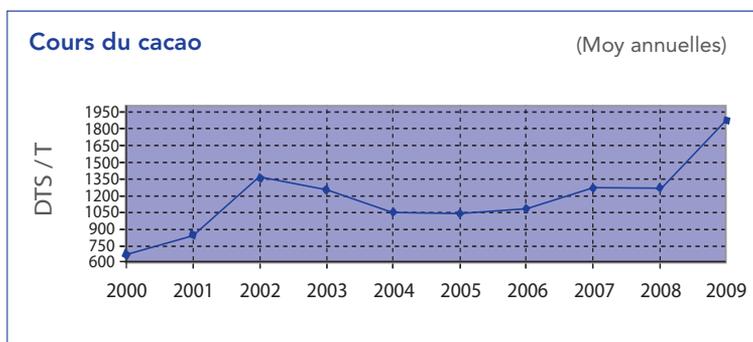
Tableau de bord de l'économie

Dans ce contexte, le cours du sucre a bondi de 73,8%, à 17,6 cts/lb en en moyenne annuelle.

1.2.3 Le cacao

La production mondiale de cacao pour 2009 s'est établie à 5,3 millions de tonnes contre 3,7 millions de tonnes en 2008.

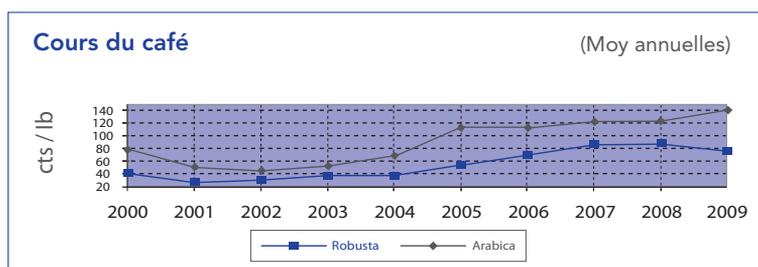
La Côte d'Ivoire, premier producteur mondial (17%), a connu une baisse importante de sa production avec un recul de 14,6% dû au déficit de l'investissement, au morcellement des cultures et aux maladies touchant les cacaoyers.



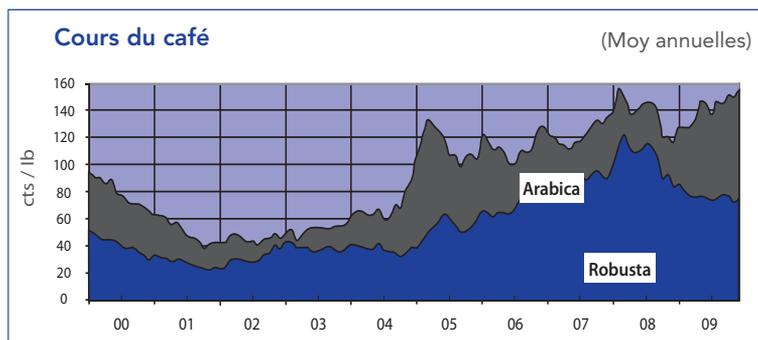
Sur les marchés à terme, l'offre de cacao a été insuffisante. Celui-ci s'est échangé à 1876,2 US dollars la tonne contre 1272,2 US dollars en 2008.

1.2.4 Le café

La consommation de café a augmenté de 2 millions de sacs par rapport à l'année 2008 pour atteindre 132 millions de sacs, alors que l'offre n'a été que de 123,7 millions de sacs.



Source : marchés tropicaux



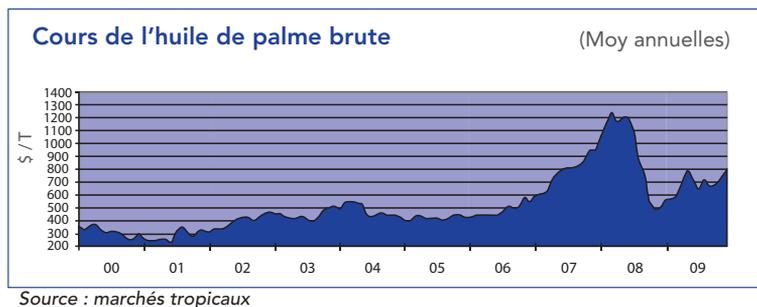
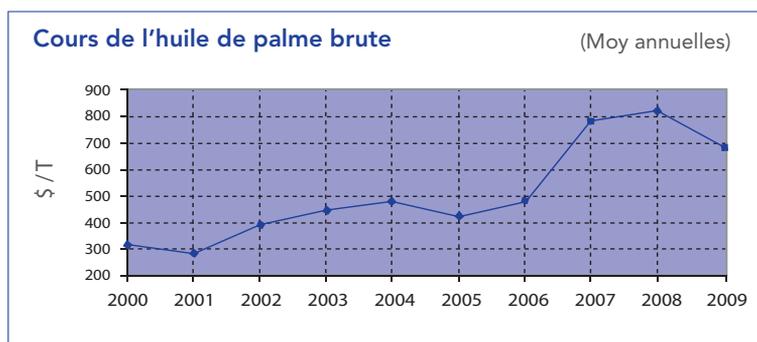
Source : marchés tropicaux

Par ailleurs, l'évolution des cours du café a été mitigée. En effet, si l'arabica s'est plutôt bien porté, le robusta a connu une baisse de ses cours de près de 15%. Ainsi, l'arabica s'est échangé à 141,6 cents la livre en 2009 contre 124,2 cents une année plus tôt. A contrario, le robusta, a connu une diminution de ses cours, pour atteindre 77,1 cents soit un repli de 11,5%. Ceci s'explique par une demande plus forte des variétés de fèves à forte valeur ajoutée.

Tableau de bord de l'économie

1.2.5 L'huile de palme

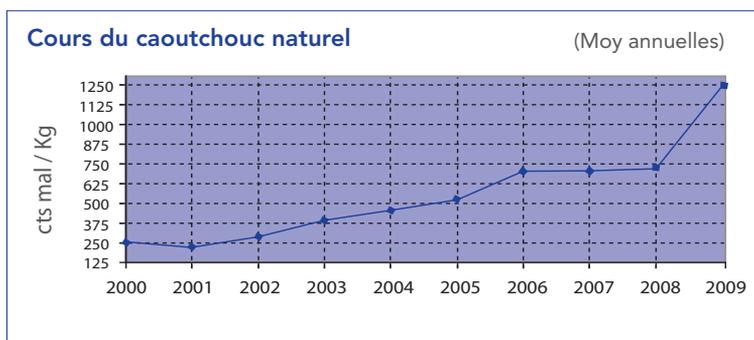
La production d'huile de palme a connu une augmentation au cours de la période 2009. Elle s'est fixée à 46 millions de tonnes contre 44 millions de tonnes la saison précédente.



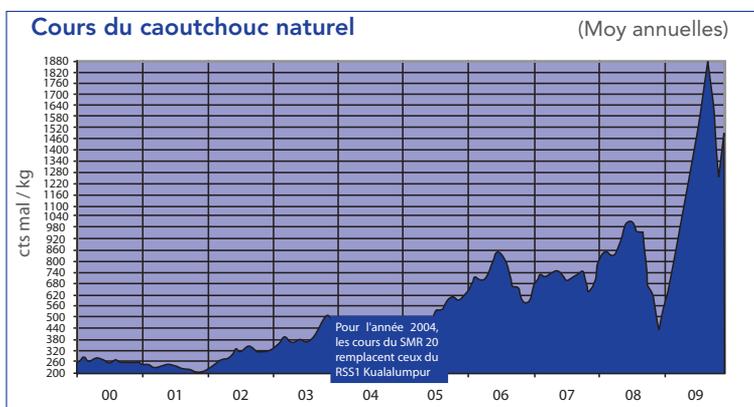
La demande de l'huile de palme a progressé faiblement du fait de l'importance des stocks chez les principaux pays importateurs, induisant un fléchissement de 16,6% des cours pour se fixer à 682,8 dollars américain la tonne.

1.2.6 Le caoutchouc naturel

Le cours du caoutchouc a connu une progression de 73% à 1272,7 cents malais le kilo contre 724 cts malais le kilo en 2008. Cette envolée des cours est imputable au recul de 11% de la production de caoutchouc naturel (9 millions de tonnes en 2009 contre 10,1 Mt en 2008), et à l'absence de stocks.



Source : marchés tropicaux



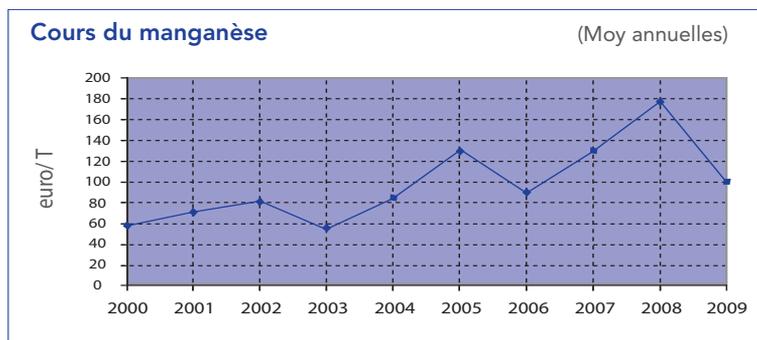
Source : marchés tropicaux

Ainsi, l'offre étant tendue et les stocks inexistants, le marché du caoutchouc est devenu de plus en plus spéculatif.

1.2.7 Le minerai de manganèse

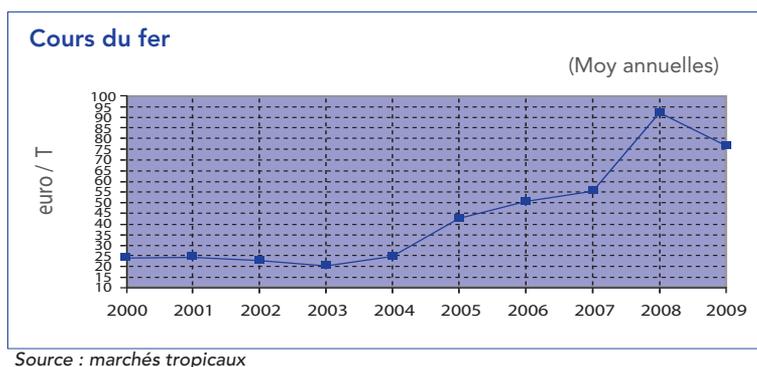
La faiblesse de la demande mondiale de minerai de manganèse s'est traduite par une chute brutale des cours consécutive à la morosité de l'activité économique internationale. Ainsi, les cours du manganèse ont reculé de 60% et se sont négociés à 176 dollars la tonne en moyenne annuelle contre 440,9 dollars la tonne un an plus tôt.

Tableau de bord de l'économie



1.2.8 Le minerai de fer

La hausse du cours de minerai de fer constatée en 2008 ne s'est pas poursuivie en 2009. En effet, les prix du minerai de fer sont passés de 92,3 euros la tonne en 2008 à 77 euros la tonne en 2009.

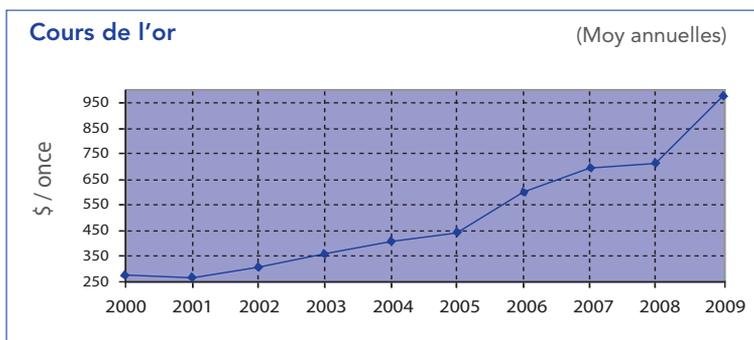


Ce recul des cours procède de la perte du monopole des grands groupes miniers consécutive à la baisse de la demande mondiale de minerais.

1.2.9 L'or

Après avoir franchi la barre des 1000 dollars en octobre 2009, les cours de l'or ont poursuivi leur ascension jusqu'à 1246 dollars l'once sur le marché spot début décembre et ont fini la période à 1106 dollars américain.

L'environnement International



Source : marchés tropicaux



Source : marchés tropicaux

En moyenne annuelle, l'or s'est apprécié de 35,7% pour se situer à 974,3 dollars l'once contre 717,9 dollars l'once en 2008. L'or, toujours considéré par de nombreux investisseurs comme la valeur refuge, a bénéficié de la faiblesse persistante du dollar américain.



L'activité nationale

2

Tableau de bord de l'économie

II.1 LES GRANDS PRODUITS D'EXPORTATION

II.1.1 Le pétrole

Globalement, le secteur pétrolier s'est caractérisé par le maintien des activités en 2009, sous l'effet du redressement des cours du baril de pétrole vers le second semestre et de l'appréciation sensible du taux de change du dollar américain.

La production

En 2009, le Gabon compte huit (8) producteurs, dont les principaux sont Total Gabon et Shell Gabon qui produisent un peu plus de 50% du pétrole gabonais. Ils sont suivis par Perenco, Marathon Oil, Vaalco, Addax, Maurel & Prom et enfin Canadian National Ressources depuis le mois d'avril 2009.

Le maintien de la production nationale (11,82 millions de tonnes) a été consécutif aux efforts d'investissement pour améliorer le rendement des vieux champs, à la mise en production des nouveaux champs (Onal, Omko, Ebouri et Olowi), et aux bons résultats enregistrés dans les champs opérés par Perenco et Addax (Obangué et Tsiengui).

Evolution de la production et des exportations

	2007	2008	2009	09/08
Production (en millions de tonnes)	12,13	11,81	11,82	0,1%
Exportations (en millions de tonnes)	11,31	10,90	11,12	2,05%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures

Les exportations

Le volume total des exportations s'est élevé à 11,12 millions de tonnes, soit une hausse de 2% par rapport à 2008. Cette variation résulte spécialement de la très forte progression de la demande de brut Olende Fuel. Par ordre d'importance, les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et la France ont été les principaux clients du pétrole brut gabonais en 2009.

Les prix

Après une forte progression en 2008, les prix du brut ont chuté de 36,4% en

L'activité nationale

2009, pour s'établir en moyenne annuelle à 61,51 dollars le baril de Brent et 58,76 dollars le baril du brut gabonais. Cette dégringolade s'explique principalement par la baisse de la demande mondiale de pétrole.

Contrairement au ralentissement constaté dans l'évolution des prix, le taux de change moyen du dollar par rapport au Fcfa a cru de 5,3% à 472,13 Fcfa contre 448,41 Fcfa en 2008. Cette appréciation est consécutive à la reprise de l'économie américaine.

Evolution des prix et des taux de change

	2007	2008	2009	09/08
Prix moyen annuel de Brent (USD/baril)	72,52	96,99	61,51	-36,6%
Prix moyen du brut gabonais (USD/baril)	68,87	92,33	58,76	-36,4%
Taux de change moyen (Fcfa/USD)	479,42	448,41	472,13	5,3%

Source : Direction Générale des Hydrocarbures

Les investissements

Compte tenu de l'effondrement des cours du baril, les investissements ont été revus à la baisse, passant de 464,4 milliards de Fcfa en 2008 à 417,9 milliards de Fcfa en 2009, soit un recul de 8,4%.

II.1.2 Le manganèse

Filiale du groupe Eramet, Comilog est une société dont l'activité est axée sur l'extraction du minerai de manganèse, la production d'alliage pour la sidérurgie et de dérivés chimiques à haute valeur ajoutée.

La déprime du marché du manganèse observée au cours du 4ème trimestre 2008 s'est sévèrement étendue au premier trimestre 2009, en raison des stocks constitués par les principaux clients, (essentiellement la Chine), et de la chute de plus de 50% du prix du minerai de manganèse. Toutefois, une timide reprise de la demande des alliages et de minerais de manganèse au troisième trimestre 2009 a été observée, à la faveur des plans de relance initiés dans les principales économies, notamment en Chine.

La production

Dans ce contexte difficile, Comilog qui offre sur le marché international des

Tableau de bord de l'économie

minerais métallurgiques et chimiques, du bioxyde et des agglomérés, a mis en oeuvre, une politique de production réactive en fonction de l'évolution de la demande. Ainsi, la production a atteint 1,99 million de tonnes à fin décembre 2009, en retrait de 38,7% par rapport à 2008.

Les exportations et les ventes

Les exportations et les ventes se sont situées à 2,1 millions de tonnes en 2009, en baisse de 32,9% par rapport à 2008, en corrélation avec la conjoncture défavorable du marché de l'acier à l'échelle internationale. Il faut relever que les ventes de Comilog sont destinées principalement à la Chine (40%), aux pays d'Europe (9%) et aux Etats-Unis (13%).

Le chiffre d'affaires a ainsi chuté de 71,8%, suite à la faiblesse des prix du manganèse (83 096 Fcfa/tonne contre 197 725 Fcfa/tonne en 2008).

Evolution de l'activité minière

	2007	2008	2009	09/08
Production (milliers de tonnes)	3 333,83	3247,80	1 992,06	-38,7%
Exportations (milliers de tonnes)	3 292,79	3199,10	2 146,94	-32,9%
Ventes (milliers de tonnes)	3 301,50	3200,16	2 147,31	-32,9%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	272 483	632 751	178 433	-71,8%
P.V. moyen (en Fcfa/tonnes)	82 532	197 725	83 096	-58,0%
Investissements (millions de Fcfa)	26 288	31 376	32 330	3,0%
Masse salariale (millions de Fcfa)	16 927	18 524	17 095	-7,7%
Effectifs (nombre d'agents)	1 498	1 484	1 473	-0,7%

Source : Comilog

Les investissements

Les investissements réalisés se sont élevés à 32,3 milliards de Fcfa et ont concerné essentiellement le renouvellement des équipements, la construction d'un aéroport, la réhabilitation du mess et la poursuite des études pour les projets de développement de la société.

Les effectifs et la masse salariale

Les 1473 agents de Comilog sont repartis entre le site de production de Moanda et ses installations portuaires d'Owendo. Les effectifs ont légèrement

reculé en raison des départs à la retraite de plusieurs agents et du non renouvellement de certains contrats expatriés. De même, la masse salariale a régressé de 8% du fait notamment de la baisse des heures supplémentaires.

II.1.3 Le bois

La forêt gabonaise reste un atout économique indéniable avec ses 22 millions d'hectares dont 40% à l'état primaire, soit près de 85% du territoire national. Le potentiel forestier est estimé à 8.000 essences dont seulement 60 sont exploitées avec une prédominance de l'okoumé.

Les performances de cette filière ont été affaiblies par la crise financière internationale et les mesures gouvernementales portant sur l'arrêt de l'exploitation de certaines essences telles que le moabi, l'ozigo, l'afo et le padouk.

Les exportations

Les exportations de grumes (toutes essences confondues) se sont caractérisées par une légère baisse de 1,1%, soit un volume total de 1,631 million de m³. Ce repli des exportations est lié à la contraction de la demande de bois tropicaux des principaux clients du bois gabonais, notamment la Chine.

Les ventes de l'okoumé et de l'Ozigo par la Société Nationale des Bois du Gabon (SNBG) ont chuté de 52,1% du fait d'une concurrence accrue des pays producteurs du bassin du Congo, tandis que les ventes libres ont progressé de 15%.

Evolution des exportations de bois

en mètres cubes	2007	2008	2009	09/08
Okoumé & Ozigo (Snbg)	427 213	408 547	195 519	-52,1%
Ventes libres (Ok+Oz)	637 370	428 597	495 346	15,6%
Bois divers	873 495	812 940	940 509	15,7%
Total	1 938 078	1 650 084	1 631 374	-1,1%

Sources : SEPBG, SNBG

L'Asie et l'Europe restent les plus importants clients du bois gabonais. Ils ont conforté leur prédominance en absorbant respectivement 82,3% et 15,3% des exportations totales en volume. La Chine et la France demeurent les deux

Tableau de bord de l'économie

principaux pays importateurs des grumes du Gabon avec respectivement 72,8% et 8,3% des volumes exportés.

Evolution des exportations par continent

Continent	2007	%	2008	%	2009	%
Asie	1 325 111	68,4%	1 191 664	72,2%	1 342 998	82,3%
Europe	472 332	24,4%	383 419	23,2%	248 727	15,3%
Amérique	0	0,0%	0	0,0%	507	0,0%
Afrique	140 635	7,3%	74 847	4,5%	39 001	2,4%
Total	1 938 078		1 650 084		1 631 400	

Sources : SEPBG, SNBG

Les prix

Malgré la baisse en volume de ses ventes, les prix de l'Okoumé sur le marché international se sont bien comportés. Ils ont progressé de 3,3%, tandis que ceux de l'Ozigo et des bois divers ont enregistré un repli de leurs prix respectivement de 4,5% et 13%.

Evolution des prix de ventes

en Fcfa/m ³	2007	2008	2009	09/08
Prix plage (achats)				
- Okoumé	61 600	55 014	66 425	20,74%
- Ozigo	46 600	-	41 710	-
- Bois divers	112 800	101 505	99 559	-1,92%
Prix Fas (exportation)				
- Okoumé	97 900	82 511	85 201	3,26%
- Ozigo	81 561	80 770	77 119	-4,52%
- Bois divers	157 867	161 217	140 321	-12,96%

Source : SNBG

II.2 L'AGRICULTURE, L'ELEVAGE ET LA PECHE

II.2.1 L'agriculture

L'activité agricole nationale s'articule autour des cultures maraichères périurbaines pratiquées par l'Institut Gabonais d'Appui au Développement, et des cultures vivrières et de rente.

L'Institut Gabonais d'Appui au Développement (IGAD)

L'IGAD est l'un des instruments sur lequel s'appuie l'Etat pour animer sa politique agricole. Elle apporte un encadrement technique aux créateurs de petites et moyennes entreprises (PME) du secteur agricole et para-agricole. Ses interventions s'articulent autour du projet d'appui au développement de l'agriculture périurbain (PADAP) et de l'extension du maraîchage. L'institut est également impliqué dans la formation des agriculteurs en matière de maraîchage, de cultures vivrières, d'élevage porcin et avicole.

Evolution de l'activité agricole et d'élevage de l'IGAD

	2007	2008	2009	09/08
Productions				
Produits maraichers (en tonnes)	3 312	3 613	3 857	6,8%
Produits viviers (en tonnes)	1 064	1 885	2 066	9,6%
Porcs (nombre de porcs vendus)	2 750	8 320	5 400	-35%
Œufs (nombre d'œufs en millions)	32,0	23,2	34,1	47%
Pâte de manioc (en tonnes)	68	480	520	8,3%
Surface cultivée (en ha)				
Maraîchage	18	16	40	150%
Cultures vivrières	113	113	363	221,2%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	5 208	5 517	6 166	11,8%
Produits maraichers	1 490	1 626	1 736	6,8%
Produits viviers	324	414	454	9,7%
Œufs	2 981	2 133	3 135	47,0%
Porcs	397	1 248	737	-40,9%
Pâte de manioc	16	96	104	8,3%
Formation (nombre de stagiaires)	567	894		

Source : IGAD

Tableau de bord de l'économie

Le maraîchage

Concernant les cultures maraichères, 335 nouvelles exploitations, d'une superficie de 40 hectares, ont été créées en 2009. Globalement, l'activité de maraîchage a généré une production de 3 857 tonnes, en hausse de 6,8%. De même, le chiffre d'affaires a cru de 6,8%, à 1,7 milliard de Fcfa.

Les cultures vivrières

Les surfaces cultivées en produits vivriers ont triplé en 2009 pour s'étendre sur 363 hectares. La production de l'ensemble du territoire a fortement augmenté en raison d'un accroissement du nombre de stagiaires, d'où une progression substantielle du chiffre d'affaires qui passe à 454 millions de Fcfa contre 414 millions en 2008.

La pâte de manioc

Au cours de l'année 2009, le nombre d'ateliers de production de pâte de manioc a totalisé 25 unités. Leur impact sur la production de pâte de manioc est importante avec une progression de 8,3%, soit 520 tonnes contre 480 tonnes en 2008. Le chiffre d'affaires suit cette tendance haussière s'établissant à 104 millions de Fcfa contre 96 millions de Fcfa en 2008.

La production avicole

La production d'œufs est de 34,1 millions contre 23,2 millions en 2008 en hausse de 47% du fait de la multiplication des petits producteurs. De même, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 47%, à 3,13 milliards de Fcfa en rapport avec l'augmentation de 5% du prix de l'œuf par les producteurs.

Les cultures de rente

- Le caoutchouc

Après l'embellie observée en 2008, le marché mondial du caoutchouc s'est caractérisé en 2009 par des indicateurs de production et de commercialisation en baisse. En conséquence sur le plan national, les productions de caoutchouc humide et de granulés ont régressé respectivement de 10,5% et de 5,8%.

Ces contractions de la production et du cours du caoutchouc ont entraîné un effondrement du chiffre d'affaires de 40,5%, à 13,1 milliards de Fcfa contre 21,9 milliards en 2008.

L'activité nationale

Evolution de l'activité de caoutchouc

	2007	2008	2009	09/08
Production industrielle (en tonnes)				
Caoutchouc humide	31 464	37 333	33 429	-10,5%
Caoutchouc usiné	13 742	18 950	17 852	-5,8%
Exports (en millions de Fcfa)				
Caoutchouc usiné	13 215	21 903	13 039	-40,5%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	12 705	21 903	13 039	-40,5%
Investissements (en millions de Fcfa)		1866	1591	-14,74%
Effectifs	171	145	134	-7,6%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	1 094	843	750	-11,0%

Source : SIAT

La même tendance est observée au niveau des effectifs et de la masse salariale qui ont reculé de 7,6% et de 11%, du fait de l'arrêt des prestations de certains saigneurs.

Les investissements d'une valeur de 1,6 milliard de Fcfa ont été principalement orientés à l'extension des plantations d'hévéa de Bitam et de Kango.

- Le café et le cacao

Les activités de café et cacao sont en phase de relance depuis 2006. A ce jour, 114 exploitations de cacao sur une superficie de 175,6 ha et 19 plantations de café sur une superficie de 41,2 ha ont été créées.

Afin d'améliorer la production et la qualité des produits, la caisse café-cacao assure la fourniture gratuite des pépinières ainsi que la formation des planteurs depuis la mise en place des plantations jusqu'aux opérations post-récoltes. Ces derniers bénéficient également de l'expertise technique des ingénieurs agronomes de la caisse café-cacao qui leur apportent le soutien nécessaire dans le traitement phytosanitaire contre les maladies du caféier et du cacaoyer. Des engrais chimiques sont fournis gratuitement aux planteurs pour la fertilisation des sols.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité du café-cacao

	2006/07	2007/08	2008/09	Var 09/08/en %
Superficie des plantations de café (en Ha)				
Superficie des plantations de cacao (en Ha)				
Achats de café aux planteurs (en tonnes)	83,3	90,7	153,4	69,13%
Achats de cacao aux planteurs (en tonnes)	109,0	167,0	136,0	-18,56%
Exports de café (en tonnes)	66,3	25,9	40,7	57,14%
Exports de cacao (en tonnes)	93,5	160,0	70,5	-55,94%
Chiffre d'affaires cacao				
Chiffre d'affaires café				
Chiffre d'affaires total				
Subvention (en millions de francs cfa)	752	1 258	1 308	3,9%

Source : Caisse café-cacao

Les achats de café aux planteurs sont en hausse de 69,13% et se situent à 153,4 tonnes pour la campagne 2008/2009. Par contre, ceux de cacao sont en régression de 18,56% en raison de la présence des acheteurs camerounais à la frontière du Woleu N'tem.

L'ensemble des opérations agricoles en 2008-2009 a généré un chiffre d'affaires de 1,308 milliard de francs cfa.

II.2.2 L'élevage

L'élevage bovin

L'élevage bovin de la Nyanga est toujours en phase de reconstitution du cheptel. L'effectif total a enregistré une hausse de 74% suite à l'accroissement naturel du cheptel et à l'importation de 1500 bêtes.

La commercialisation à proprement dit n'a pas démarré. On enregistre toutefois, quelques cessions de vieilles bêtes. Ainsi, le chiffre d'affaires reste peu significatif.

Les investissements d'un montant de 2,5 milliards de Fcfa ont principalement servi à l'achat des bêtes importées.

L'élevage porcin

La production des porcs a baissé de 35,1%, à 5400 porcs en 2009 contre 8320 en 2008. Le chiffre d'affaires suit la même tendance, en s'établissant à 737 millions de Fcfa en 2009 contre 1,248 milliard.

II.2.3 La pêche

La pêche reste une activité peu développée au Gabon. Elle comprend la pêche industrielle, la pêche artisanale maritime, la pêche continentale et l'aquaculture. La pêche industrielle est pratiquée dans la zone comprise entre 3 miles et 6 miles marins, pour les navires battant pavillon gabonais et entre 6 miles et 200 miles marins pour les navires battant pavillon étranger.

La pêche artisanale maritime est pratiquée dans la zone limitée par la salure des eaux intérieures, jusqu'à 3 miles marins. La pêche continentale est exclusivement réservée aux gabonais et se pratique dans les eaux intérieures notamment dans le moyen-Ogooué et l'Ogooué-Ivindo. La production totale a connu un accroissement de 9,2% pour se situer à 30 096 tonnes. La non-déclaration des captures par les armateurs explique la baisse de la production de la pêche industrielle de 36,9%, bien que ce segment représente 8,1% des captures totales.

La pêche artisanale maritime et la pêche continentale sont en hausse respectivement de 0,8%, et 77,3%. A ce niveau, l'effort déployé par la Direction Générale de la Pêche pour une collecte efficace des données sur les sites explique ces tendances. La production piscicole a progressé aussi de 7,6% pour se situer à 125,5 tonnes. Les exportations décroissent de 65,9 %.

La valeur totale de la production halieutique a évolué de 2,2% à 32,2 milliards de Fcfa. La pêche industrielle a généré 9,2 milliards de francs cfa en régression de 31,8%. La valeur de la pêche artisanale maritime évaluée à 10,1 milliards de Fcfa recule de 0,81%.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de la production halieutique

	2007	2008	2009	Var 09/08
Production halieutique totale (tonnes)	38091,4	27553,9	30095,7	9,22%
Pêche industrielle	7015,7	5860,2	3696,2	-36,93 %
Pêche artisanale maritime	21298,7	15665,7	15793,2	0,81 %
Pêche continentale	9653,0	5911,4	10480,8	77,30 %
Aquaculture	124	116,6	125,5	7,63 %
Exportations	1491,7	1118,5	381,4	-65,90 %
Chiffre d'affaires (milliards de francs CFA)	42,0	31,5	32,2	2,22 %

Source : DGP

La valeur totale de la production halieutique progresse de 2,2% et se situe à 32,2 milliards de Fcfa, la pêche industrielle a généré 9,2 milliards de Fcfa en régression de 31,8%. Tandis que la valeur de la pêche artisanale maritime est évaluée à 10,1 milliards de Fcfa et recule de 0,98%.

II.3 LES INDUSTRIES

II.3.1 Le secteur agro-alimentaire

Le secteur agro-alimentaire comprend :

- la production meunière et avicole
- les huiles et les corps gras
- la production sucrière
- les produits laitiers et les glaces
- les boissons et les tabacs.

II.3.1.1 La production meunière et avicole

L'activité meunière et avicole, essentiellement orientée vers la satisfaction du marché national, s'est raffermie au regard des performances enregistrées sur le plan industriel et commercial. En effet, la production de farine a augmenté de 2,9% pour se situer à 61 877 tonnes en raison de la fermeté de la demande des boulangeries. De même, la production des aliments pour bétail a

L'activité nationale

progressé de 21,9% à la faveur du dynamisme des petits éleveurs indépendants. Parallèlement, la production des œufs est passée de 47,3 millions d'unités à 49,3 en 2009, soit un accroissement de 4,3%.

Evolution de l'activité meunière et avicole

	2007	2008	2009	09/08
Productions				
Farine (en tonnes)	55 918	60 139	61 877	2,9%
Issues (en tonnes)	14 164	16 437	16 896	2,8%
Aliments pour bétail (en tonnes)	14 909	15 769	19 225	21,9%
Œufs (en milliers d'unités)	38 858	47 296	49 336	4,3%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	22 945	25 917	26 494	2,2%
Effectifs (nombre d'agents)	252	328	268	-18,3%
Masse salariale (en million de Fcfa)	2 002	2 303	2 240	-2,7%

Sources : Smag, Favom

En raison de cette embellie, le chiffre d'affaires s'est établi à 26,5 milliards de Fcfa, soit une hausse de 2,2%. Plusieurs contrats à durée déterminée n'ayant pas été reconduits, les effectifs ont reculé de 18,3% entraînant ainsi un retrait de 2,7% de la masse salariale

II.3.1.2 Les huiles et corps gras

La filière des huiles et corps gras a terminé l'exercice par des résultats mitigés en termes de production et de commercialisation. En effet, la production de l'huile brute a régressé de 4,8%, du fait de la grève des cueilleurs de régimes de palmes et du mauvais état de la voie d'accès aux plantations. De même, la fabrication de savons a reculé de 30,7%, à 2 207 tonnes. A l'inverse, la production de l'huile raffinée (oléine) a enregistré une hausse de 16,7% suite à la modernisation de la raffinerie.

Les ventes des produits de la société ont généré un chiffre d'affaires de 9,1 milliards de Fcfa, en hausse de 53,2% en raison du bon comportement de l'oléine et de l'huile rouge sur le marché local.

Tableau de bord de l'économie

La baisse des effectifs a été consécutive au départ de certains cueilleurs de régimes de palme. Ceci a entraîné un recul de la masse salariale de 22,1%.

Les investissements, d'une valeur de 4,4 milliards de Fcfa, ont servi à l'extension des palmeraies et à la réhabilitation des voies d'accès.

Evolution de l'activité des huiles et corps gras

	2007	2008	2009	09/08
Production (en tonnes)				
Huile rouge	6 660	8 813	8 393	- 4,8%
Huile raffinée (oléine)	3 608	4 100	4 786	16,7%
Savons	1 773	3 183	2 207	-30,7%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	4 388	5 941	9 104	53,2%
Investissements		3 820	4 375	14,5%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	228	226	176	-22,1%
Effectifs (nombre d'agents)	1 031	1 147	1 112	-3%

Source : SIAT

II.3.1.3 La production sucrière

La campagne sucrière a été particulièrement longue, suite aux événements sociopolitiques et aux arrêts de la production occasionnés par des difficultés techniques. Malgré ces aléas, l'entreprise a réalisé une production de 26 239 tonnes de sucre contre 25 000 tonnes lors de la campagne 2008. Parallèlement, la transformation de sucre en morceaux et autres qualités a progressé de 11,5% pour atteindre 15 232 tonnes.

Les ventes de sucre se sont établies à 26 080 tonnes, en hausse de 2,1%, en liaison avec l'évolution du marché local. Celle-ci a été favorisée par de meilleures conditions de distribution, par de nouvelles habitudes de consommation des populations et par la bonne tenue des commandes des brasseries (entre 9 000 et 10 000 tonnes). Cette activité a généré un chiffre d'affaires de 15,6 milliards de Fcfa. La société a exporté près de 3 000 tonnes de sucre vers Sao-Tomé.

L'activité nationale

Evolution de l'activité sucrière

	2007	2008	2009	09/08
Production (en tonnes)	25 932	25 000	26 239	5,0%
Total sucre transformé	14 080	13 660	15 232	11,5%
Sucre (en morceaux)	10 245	8 813	10 245	16,2%
Autres (dose, granulé 1kg)	3 835	4 847	4 987	2,9%
Ventes (en tonnes)	25 000	25 544	26 080	2,1%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	14 863	15 133	15 600	3,1%
Investissements (en millions de Fcfa)	1 900	2 311	2 400	3,9%
Effectifs (nombre d'agents)	470	468	456	-2,6%
Masse salariale (en million de Fcfa)	3 000	3 107	3 200	3,0%

Source : Sucraf

Les investissements se sont élevés à 2,4 milliards de Fcfa. Ils ont servi à l'entretien des parcelles plantées et à la réhabilitation de l'outil de production. Pour la deuxième année consécutive, les effectifs ont fléchi de 2,6% à 456 agents en raison du non - remplacement des décès et départs à la retraite.

II.3.1.4 Les boissons et le tabac

II.3.1.4.1 Les bières et les boissons gazeuses

Les activités de la branche des boissons gazeuses et alcoolisées se sont raffermies en 2009, sous l'impulsion de la demande soutenue du marché local dans un contexte de campagne électorale et d'actions promotionnelles.

Les productions des bières (5,3%), des boissons gazeuses (12,9%) et dans une moindre mesure, des produits divers (6,8%) ont été les principales bénéficiaires de cette conjoncture favorable. Le chiffre d'affaires s'est élevé à 104,473 milliards de Fcfa, soit un accroissement de 9,9% par rapport à l'année précédente.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité des boissons gazeuses et alcoolisées

	2007	2008	2009	09/08
Productions (en hectolitres)				
Bières	1 000 032	1 069 799	1 126 239	5,3%
Boissons gazeuses	807 780	812 738	917 416	12,9%
Vins	40 380	43 288	38 250	-11,6%
Divers	24 436	19 852	21 199	6,8%
Chiffre d'affaires (en millions de Fcfa)	83 747	95 084	104 473	9,9%

Sources : Sobraga, Sovingab, Soboleco.

II.3.1.4.2 L'eau minérale

La production de l'eau minérale s'est établie à 222 359 hectolitres, soit une hausse de 29,4%, tirée par la demande soutenue du marché domestique. Corrélativement, le chiffre d'affaires a évolué positivement (21,6%) pour se situer à 5,3 milliards de Fcfa. Les effectifs et la masse salariale se sont accrus respectivement de 2,8% et 1,9%.

Evolution de l'activité de l'eau minérale

	2007	2008	2009	09/08
Production d'eau (en hectolitres)	143 558	171 807	222 359	29,4%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	3 619	4 335	5 269	21,6%
Effectifs	36	36	37	2,8%
Masse salariale (en millions de Fcfa)	263	257	262	1,9%

Source : Soboléo

II.3.1.4.3 L'industrie du tabac

La vigueur de la demande locale a consolidé les performances de l'industrie du tabac. Ainsi, les productions de scaferlatis et des cigarettes ont enregistré des hausses respectives de 12,7% et 14,7%. En revanche, la production de tabac en feuilles a régressé de 11,7%. Le chiffre d'affaires s'est amélioré de 16,5% pour se situer à 16,3 milliards de Fcfa.

L'activité nationale

Evolution de l'activité de Tabac

	2007	2008	2009	09/08
Productions				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 589,0	1 635,1	1 842,0	12,7%
- Cigarettes (millions d'unités)	710	747	857	14,7%
- Tabac en feuilles (caisses)	2 163	1 609	1 420	-11,7%
Ventes locales				
- Cigarettes (millions d'unités)	182,7	207,3	228,2	10,1%
- Tabac en feuilles (caisses)	1 949	1 772	1 410	-20,4%
Exportations				
- Scaferlatis (en tonnes)	1 089,9	1 027,6	1 175,1	14,4%
- Cigarettes (millions d'unités)	522	532	636	19,5%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	13 496	14 034	16 350	16,5%
Effectifs (nombre d'agents)	93	71	85	19,7%
Masse salariale (millions de Fcfa)	974	910	980	7,7%

Source : Sociga

Les investissements, d'une valeur de 292 millions de Fcfa, ont concerné le renouvellement du matériel. Les effectifs ont été en hausse de 19,7% et la masse salariale de 7,7%.

II.3.2 Les industries du bois

Le tissu industriel de la filière bois ouvrés est doté d'environ 80 usines recensées, toutes activités confondues, avec un taux de transformation de près de 45% en 2009. L'industrie du bois regroupe deux segments comprenant trois niveaux de transformation :

- 1^{er} niveau de transformation : sciage et déroulage
- 2^{eme} niveau de transformation : moulures, profilés, parquet et contre-plaqués
- 3^{eme} niveau de transformation : menuiserie et ébénisterie

Les unités de sciage

Ce segment représente 81% des unités de transformation de la filière soit 64 usines disséminées à travers tout le pays, avec une forte concentration dans les provinces de l'Estuaire et de l'Ogooué-Maritime. Elles produisent princi-

Tableau de bord de l'économie

palement des chevrons, des lattes et des planches.

L'activité de ce segment a été pénalisée par les effets de la crise immobilière dans les principaux pays importateurs de bois sciés du Gabon. Ainsi, la production de bois sciés s'est située à 116 183 m³, soit une chute annuelle de 58,6%. Celle-ci a été exacerbée par les difficultés d'approvisionnement des usines en grumes, du fait de la préférence des exploitants pour les ventes à l'extérieur, plus rémunératrices.

Sur le plan commercial, la baisse des exportations de 43,2% s'explique par l'arrêt momentané des activités des entreprises de ce segment, suite à la réduction des commandes liée à la crise immobilière internationale. Le fléchissement des ventes locales découle de la faiblesse de la consommation des ménages et des BTP.

Evolution de l'activité des unités de sciage

en mètres cubes	2007	2008	2009	09/08
Production	299 409	280 379	116 183	-58,6%
Ventes locales	53 614	40 546	26 813	-33,9%
Exportations	253 227	222 739	126 548	-43,2%

Source : Direction du Commerce et des Industries du Bois (DCIB)

Les unités de déroulage

Ce segment dispose d'une dizaine d'unités de transformation qui produisent essentiellement des placages et des contreplaqués à base d'Okoumé.

- Le placage

La production de placage a chuté de 41,1% à 119 226 m³, à cause de l'atonie de la demande, de l'annulation de plusieurs commandes extérieures et des difficultés d'approvisionnement en grumes. Les exportations ont régressé de 37,4%, sous l'effet conjugué de la déprime du marché européen et de la perte de certains clients aux Etats-Unis.

L'activité nationale

Evolution de l'activité des unités de placage

en mètres cubes	2007	2008	2009	09/08
Production	255 030	202 282	119 226	-41,1%
Ventes locales	10 600	12 496	7 566	-39,5%
Exportations	220 758	176 591	110 462	-37,4%

Source : Direction du Commerce et de l'Industrie du Bois (DCIB)

- Le contreplaqué

Le contreplaqué est fabriqué par trois usines à savoir Corawood, Rougier Gabon et Get. La production de contreplaqué s'est effondrée de 67,4% passant de 140 931 m³ en 2008 à 45 922 m³ en 2009.

Les ventes locales et les exportations ont suivi la même évolution baissière et se sont situées respectivement à 10 526 m³ et 32 267 m³. Les difficultés rencontrées par les principaux fabricants de contreplaqués à l'export et les exigences environnementales, notamment sur la traçabilité des bois débités, ainsi que la morosité du marché local, sont autant d'éléments qui expliquent cette contre-performance.

Evolution de la production et des ventes de contreplaqué

en mètres cubes	2007	2008	2009	09/08
Production	53 783	140 931	45 922	-67,4%
Ventes locales	12 669	17 025	10 526	-38,2%
Exportations	41 423	67 677	32 267	-52,3%

Source: Cora Wood, Rougier, Get

Les unités de menuiserie et d'ébénisterie et les dépôts de vente de bois

Ce sont des structures de troisième transformation. Elles sont spécialisées dans la fabrication des meubles et la décoration, destinées essentiellement au marché local. Ces unités ont généralement une faible capacité de production et sont approvisionnées par des scieurs artisanaux. On les retrouve principalement dans les grands centres urbains du pays.

Tableau de bord de l'économie

II.3.3 Le raffinage

Depuis 1957, la Société Gabonaise de Raffinage (Sogara) élabore des produits pétroliers finis distribués sur le territoire national et international. Pour ce faire, la société est dotée d'une distillerie primaire ayant une capacité potentielle de 1,2 million de tonnes par an.

Les difficultés techniques liées à la vétusté de l'outil de production et la grève du personnel observée en mars et avril 2009, ont affecté les résultats industriels et commerciaux de la Sogara.

Le brut traité

Le volume du brut traité a chuté de 30,5% en 2009, soit 580 851 tonnes métriques contre 835 403 tonnes en 2008. Afin de compenser les déficits de production en vue de satisfaire la demande du marché local, la société a eu recours aux importations de produits pétroliers raffinés pour un volume de 281 191 tonnes métriques en hausse de 51,5% par rapport à 2008.

Evolution de l'activité de la production de Sogara

en tonnes métriques	2007	2008	2009	09/08
Total brut traité	821 011	835 403	580 851	-30,5%
Total Importations	197 755	185 630	281 191	51,5%

Source : Sogara

La commercialisation

Le volume des produits raffinés commercialisés par la Sogara s'est replié tant au niveau local qu'à l'extérieur.

En effet, sur le marché local, hormis le butane et le super dont les quantités vendues ont progressé (1% et 11%), le pétrole lampant, le turbine fuel, le gas-oil moteur, le fuel-oil et le bitume ont fléchi, en raison de la contraction de la demande liée à la morosité de l'activité dans les autres branches consommatrices (Bois, Mines, Energie et Btp).

L'effet conjugué de la chute de la production et de l'impact de la crise financière a contribué à la diminution des volumes exportés à l'exception du fuel-oil 380.

Evolution des ventes de produits pétroliers

	2007	2008	2009	09/08
Vente des produits pétroliers en volume				
Butane (TM)	24 488	25 982	26 275	1,1%
Super (m ³)	64 009	64 414	71 758	11,4%
Fuel-oil 380 (TM)	38 236	36 239	32 468	-10,4%
Pétrole lampant (m ³)	61 170	66 363	63 369	-4,5%
Turbine fuel (m ³)	498 568	458 594	441 434	-3,7%
Gas-oil Moteur (m ³)	48 734	48 022	31 048	-35,3%
Bitume (TM)	719	288	73	-74,7%
Super export (TM)	20 793	30 188	18 926	-37,3%
Gas-oil export (m ³)	0	2 717	0	-100,0%
Turbine fuel export (m ³)	4 993	9 131	5 892	-35,5%
Fuel-oil 380 export (TM)	307 514	304 705	323 555	6,2%
Bitume export (TM)	2 858	1 155	227	-80,3%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	243 898	269 542	218 446	-19%
Ventes locales	179 488	187 859	155 940	-17%
Exportations	64 410	74 461	62 506	-16 %

Source : Sogara

Corrélativement, le chiffre d'affaires consolidé a régressé de 19% à 218,446 milliards de Fcfa en 2009, malgré les différents ajustements des prix opérés grâce au mécanisme d'indexation des prix des produits pétroliers.

Les investissements

Les investissements ont porté essentiellement sur le maintien de l'outil de production et se sont chiffrés à 1,185 milliard de Fcfa, en baisse de 48% par rapport à 2008.

Les effectifs et la masse salariale

Les effectifs de la Société Gabonaise de Raffinage se sont élevés à 433 agents, du fait de l'obligation légale d'embaucher le personnel en prestation présent depuis plus de deux ans. De ce fait, la masse salariale a augmenté de 6% pour

Tableau de bord de l'économie

atteindre 11,499 milliards de Fcfa.

II.3.4 La production et la distribution d'eau et d'électricité

La Société d'Énergie et d'Eau du Gabon détient le monopole de la production et de la distribution de l'eau et de l'électricité sur l'ensemble du territoire national. En 2009, les deux produits ont évolué de manière ascendante.

Evolution de l'activité de la SEEG

	2007	2008	2009	09/08
Abonnements (nombre)				
Electricité	189 804	202 963	216 320	6,6%
Eau	64 009	121 852	130 149	6,8%
Production en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 525	1 640	1 652	0,7%
Eau (en millions de m3)	74,1	77	81	5,2%
Ventes en volume				
Electricité (en millions de kwh)	1 277,8	1 339,0	1 321,0	-1,3%
Moyenne tension	544,6	562,0	518,0	-7,8%
Basse tension	733,2	776,0	802,0	3,4%
Eau (en millions de m3)	60,3	61,2	62,3	1,8%
Chiffre d'affaires total (milliards de Fcfa)	114,1	125,0	132,0	5,6%
Electricité	91,1	101,0	108,0	6,9%
Eau	18,0	19,0	20,0	5,3%
Valeur ajoutée	5,0	5,0	4,0	-20%
Investissements	36,02	45,24	49,90	10,3%
Investissements	20,34	15,91	18,15	14,1%
Masse salariale	20,53	21,10	22,20	5,2%
Effectifs	1 486	1 506	1 530	1,6%

Source : SEEG

II.3.4.1 L'électricité

L'activité de la branche électricité a enregistré une quasi-stagnation en 2009. Ainsi, la production nette d'électricité s'est établie à 1 652 millions de kwh, soit une hausse légère de 0,7% par rapport à 2008. Cette situation s'explique par les difficultés techniques de l'outil de production et du réseau de desserte.

A l'inverse, le volume des ventes hors cession a baissé de 1,3%, passant à 1 321 millions de kwh, en raison de la faible consommation des industries. Celle-ci est inhérente à la conjoncture défavorable qui a prévalu, notamment, dans les branches des mines et des industries du bois.

II.3.4.2 L'eau

La branche eau a enregistré de meilleures performances avec une hausse de la production nette de 5,2% en 2009, soit 81 millions de m³. Parallèlement, les volumes facturés hors cession se sont appréciés de 1,8%, du fait de la vigueur de la consommation des ménages.

Globalement, les indicateurs financiers se sont raffermis en 2009. Ainsi, le chiffre d'affaires a progressé de 5,6% pour s'établir à 132 milliards de Fcfa, sous l'impulsion du relèvement des tarifs moyens de l'électricité de 10,5% à 77,9 Fcfa le kWh et de l'eau de 5,4% à 324,7 Fcfa le m³.

Parallèlement, la valeur ajoutée s'est consolidée depuis l'abaissement des coûts de fonctionnement de la centrale par gaz d'Owendo. En progression de 10,3%, elle a été de 49,911 milliards de Fcfa en 2009. Les investissements, orientés essentiellement vers le développement de l'outil de production, ont atteint un montant de 18,152 milliards de Fcfa.

II.3.5 Les autres industries de transformation

Les autres industries de transformation sont constituées des branches chimie, matériaux de construction et seconde transformation des métaux. Cette activité est fortement tributaire des secteurs BTP, commerce, forestier et pétrolier.

Une activité morose a été observée au niveau des autres industries de transformation. En effet, celle-ci a été marquée par le recul de la demande des produits de la chimie et des matériaux de construction, suite aux difficultés

Tableau de bord de l'économie

enregistrées dans le bâtiment et génie civil.

La seconde transformation des métaux a, pour sa part, bénéficié de la bonne tenue de l'activité dans le secteur pétrolier. Les investissements évalués au minimum à 4,490 milliards de Fcfa ont été consacrés essentiellement au renouvellement de l'outil de production.

II.3.5.1 La chimie

La chimie est constituée des opérateurs exerçant dans la fabrication des peintures, des gaz industriels, des lubrifiants et des produits dérivés chimiques. Le chiffre d'affaires a enregistré un recul de 3,3% du fait de la baisse de la demande des secteurs commerce et pétrolier.

Dans le cadre des investissements, une allocation de 448 millions de Fcfa a été consacrée principalement à l'expansion et au renouvellement des équipements et des bâtiments.

Le renforcement des effectifs de 7,5% a induit une revalorisation de la masse salariale de 4,7%. Le réajustement du SMIG et la motivation des employés a également accentué cette tendance.

Les peintures

La production des peintures a atteint 5 628 tonnes en 2009 contre 5 822,1 tonnes en 2008, soit un repli de 3,3%, attribuable au ralentissement de l'économie nationale.

Les gaz industriels

Du fait de l'équipement de certains hôpitaux de générateurs producteurs d'oxygène, la demande en gaz industriels a baissé de 14,7% à 721 155 m³.

Les lubrifiants

La production des lubrifiants est en diminution de 16,6% à 7 638 tonnes en 2009, suite à l'arrêt des activités de l'entreprise de fabrication des emballages.

L'activité nationale

Evolution de la chimie

	2007	2008	2009	09/08
Productions				
- Peintures (tonnes)	5034	5822	5628	-3,3%
- Gaz industriels (m ³)	800 470	843 867	721 155	-14,5%
- Lubrifiants (tonnes)	8541	9162	7638	-16,6%
- Emballages (unités)	244 878	280 589	296 670*	
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	30 686	28 102	25 861	-8%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	3959	2195	3448	57,1%
Investissements (millions de Fcfa)	813	469	560	19,4%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1741	2498	2629	5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	265	294	314	6,8%

Sources : Gpl, Chimie Gabon, Industrap, Sgpi, Sogagi, Pizolub, Mousse Industrie, Satoga, Sopatga, Chimitechnic ; *emballages ont été produits au cours de 9 mois

II.3.5.2 Les matériaux de construction

L'activité de la cimenterie a été morose, tant sur le plan industriel que commercial. La vétusté de l'outil de production, la faiblesse des commandes du marché local, en liaison avec le ralentissement de l'activité dans les BTP, exacerbée par la concurrence des ciments importés de Chine, en sont les facteurs explicatifs.

Ainsi, la production de clinker a régressé de 10,7% pour un volume de 206 731 tonnes, du fait de l'arrêt de l'activité du sous-traitant. Parallèlement, la production de ciment a baissé de 7,7%, à 247 276 tonnes, en raison de l'obsolescence de l'outil de production.

A l'inverse, l'activité d'extraction de sable s'est améliorée, suite à la fermeté de la demande des particuliers. La production a atteint 588 000 m³, soit une hausse de 7,9% par rapport à l'exercice précédent.

Sur le plan commercial, la concurrence des ciments importés de Chine et la faiblesse des commandes des principaux clients ont induit une régression du chiffre d'affaires total de 8,3%, pour un montant de 27,651 milliards de Fcfa.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des matériaux de construction

	2007	2008	2009	09/08
Productions (tonnes)				
Clinker	185 109	231 516	206 731	-10,7%
Ciment	228 601	267 766	247 276	-7,7%
Agrégats	35 885	60 862	45 399	-25,4%
Sable (m3)	400 000	545 000	588 000	7,9%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	26 521	30 147	27 651	-8,3%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	2 258	8 127	2 554	-68,6%
Investissements (millions de Fcfa)	3 603	1 314	320	-75,7%
Masse salariale (millions de Fcfa)	4 577	4 669	4 570	-2,1%
Effectifs (nombre d'agents)	318	271	271	0,0%

Sources : Cimgabon, La Sablière d'Owendo

II.3.5.3 La seconde transformation des métaux

La seconde transformation des métaux a été marquée par la consolidation des résultats enregistrés en début d'année 2009, du fait de la fermeté de la demande du secteur pétrolier et de la bonne tenue des produits transformés de l'aluminium.

Ainsi, le volume global de l'aluminium transformé s'est établi à 1 959,9 tonnes, soit une amélioration de 11,1%, soutenue par le renouvellement des stocks des matières premières et le bon comportement des tôles minces, suite au lancement de la qualité « Alu 5 ».

Evolution de la seconde transformation des métaux

	2007	2008	2009	09/08
Productions (tonnes)	1 649,36	1 764,62	1 959,90	11,1%
Alga	9,6	38,55	39,41	2,2%
Tôles	1 639,8	1 726,1	1 920,5	11,3%
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	15 336,6	20 027,8	21 656,5	8,1%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	4 754,2	5 037,6	5 648,7	12,1%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 712,9	4 369,4	7 387,2	69,1%
Effectifs (nombre d'agents)	191	256	250	-2,3%

Sources : Sotralga, Sogi, CBL, Friedlander, Sud-Meca Gabon, 3 MI

En conséquence, le chiffre d'affaires consolidé de la seconde transformation des métaux s'est amélioré de 8,1% pour s'établir à 21,6 milliards de Fcfa et ce, malgré la faiblesse des commandes de la charpente métallique et des réparations navales.

II.3.6 L'imprimerie, l'édition et la presse**II.3.6.1 L'imprimerie**

L'imprimerie a enregistré de bons résultats à la faveur des événements socio-politiques (élection présidentielle) qui ont entraîné l'augmentation d'étiquettes produites et le tirage des journaux. Ainsi, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 19,1% à 12 milliards de Fcfa.

La valeur ajoutée s'est inscrite en hausse de 29,4%, soutenue par la maîtrise des coûts de production, pour un montant de 5,722 milliards de Fcfa. Cependant, les investissements ont connu un repli de 32,6% à 3,134 milliards de Fcfa, essentiellement orientés vers le renouvellement des équipements.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité de l'imprimerie

	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	7 907	10 108	12 034	19,1%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	3 819	4 423	5 722	29,4%
Investissements (millions de Fcfa)	523	4 652	3 134	-32,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	1 543	1 921	1 940	1,0%
Effectifs (nombre d'agents)	189	312	310	-0,6%

Sources : Multipress Gabon, Polypress, SGIT, Imprilux, ICP, DFI, Dynastie

II.3.6.2 L'édition et la presse

Les actions marketing des opérateurs de la téléphonie mobile, de l'agro-industrie et du commerce, d'une part, les ventes des journaux et des étiquettes, le relèvement du niveau de publicité et des annonces, d'autre part, ont largement contribué à l'amélioration des résultats de Sonapresse.

Ainsi, le chiffre d'affaires s'est raffermi de 29,1% pour atteindre 3,9 milliards de Fcfa en 2009. La valeur ajoutée a cru de 16,6% à 1,6 milliard de Fcfa, suite à la baisse du coût des consommations.

Evolution de l'activité de l'édition et presse

	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires (millions de Fcfa)	3 009	3 023	3 901	29,1%
Valeur ajoutée (millions de Fcfa)	1 511	1 404	1 637	16,6%
Masse salariale (millions de Fcfa)	480	438	581	32,7%
Effectifs (nombre d'agents)	37	43	44	2,3%

Source : Sonapresse

II.4 LE BÂTIMENT ET LES TRAVAUX PUBLICS

L'activité des BTP comprend deux segments : le bâtiment-génie civil et la pose des lignes d'eau, d'électricité et de téléphone. Ce secteur est composé de filiales des groupes internationaux et des PME à capitaux nationaux. Les

L'activité nationale

résultats du secteur sont largement tributaires des dépenses d'investissement de l'Etat.

En 2009, l'activité du secteur des BTP s'est maintenue. Ainsi, la production vendue s'est située à 151 milliards de Fcfa, en hausse de 0,6% par rapport à 2008, sous l'effet du bon comportement de l'activité de pose et réhabilitation de lignes d'eau, d'électricité et de téléphonie mobile. Cette dernière s'est améliorée de 19,2%.

On a observé cependant une baisse de 4,2% de l'activité du segment bâtiment et génie civil, en raison du faible niveau des commandes publiques d'envergure et des difficultés de trésorerie des opérateurs liées au non règlement des marchés en cours d'exécution.

Les effectifs et la masse salariale ont reculé respectivement de 5,6% et 11%. La valeur ajoutée est passée de 36,754 milliards de Fcfa à 35,1 milliards de Fcfa, soit une baisse de 4,5%. Par contre, des investissements d'expansion, en hausse de 23,4%, ont concerné l'achat d'outils et équipements de production, en prévision d'une relance de l'activité en 2010, du fait des travaux liés à l'organisation de la CAN 2012.

Evolution de l'activité des BTP

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Production vendue	146 123	150 114	151 020	0,6%
- Bâtiment-génie-civil	119 024	119 342	114 347	-4,2%
- Lignes eau, électricité, téléphone	27 099	30 772	36 673	19,2%
Valeur ajoutée	35 699	36 754	35 110	-4,5%
Investissements	14 950	14 954	18 448	23,4%
Masse salariale	3 393	4 340	3 857	-11,1%
Effectifs permanents	24 227	26 041	24 590	-5,6%

Sources : Sobéa-Sogéa, Socoba, Dragages, Enélec, Egepc, Vibec, Colas, Entraco, Seteg, Sogafric-Services, Faco Construction, Soco-Btp

Tableau de bord de l'économie

II.5 LE SECTEUR DES TRANSPORTS

II.5.1 Le transport terrestre

Cette branche d'activités porte essentiellement sur trois segments, à savoir :

- le transport de personnes en zones urbaine, périurbaine et interurbaine
- l'acheminement de marchandises au moyen de véhicules pick-up, camions ou attelages spécifiques
- la location de véhicules.

Celle-ci reste dominée par de nombreux opérateurs indépendants qui exercent de manière artisanale et à la limite de la légalité. On note tout de même l'émergence d'entités structurées au niveau de la desserte des zones interurbaines.

Dans l'ensemble, le dynamisme du transport structuré de personnes et de marchandises s'est traduit par une amélioration de son chiffre d'affaires de 10,9%, à 27,6 milliards de Fcfa en 2009. La valeur ajoutée a observé une quasi-stagnation à 7,4 milliards de Fcfa.

Evolution du transport terrestre

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	17 455	24 882	27 596	10,9%
Valeur ajoutée	5 005	7 363	7 419	0,8%
Masse salariale	3 995	2 596	2 685	3,4%
Investissements	3 860	7 153	3 542	-50,5%
Effectifs (nombre d'agents)	1 102	1 248	1 199	-3,9%

Sources: Sogatra, Transform, Mika Services, SDS Dauphin, Major Transport, VLT, AGS, Bitam Express & estimations DGE

II.5.2 Le transport ferroviaire

La voie ferrée exploitée par la Société d'Exploitation du Transgabonais (Setrag) est longue de 640 km. Elle traverse cinq provinces et compte une vingtaine de gares. Cette voie est également utilisée par la Comilog, pour l'acheminement du manganèse de Moanda au port d'Owendo.

L'activité nationale

A fin décembre 2009, l'activité ferroviaire a présenté des indicateurs en nette régression dans leur majorité. Ainsi, seuls les volumes de Clinker et des autres marchandises acheminés par rails ont enregistré des évolutions positives.

Evolution de l'activité ferroviaire

en tonnes	2007	2008	2009	09/08
Grumes	728 940	669 771	603 620	-9,9%
Bois débités	38 260	29 206	17 404	-40,4%
Manganèse	3 289 000	3 335 073	1 951 260	-41,5%
Produits pétroliers	51 018	47 868	41 854	-12,6%
Clinker	35 616	39 146	44 774	14,4%
Autres marchandises	241 092	216 758	218 815	0,9%
Passagers (en nombre)	215 251	220 210	211 895	-3,8%

Source: Setrag

La déprime dans les secteurs forestier et minier a induit une baisse de l'activité dans la branche du transport ferroviaire, notamment au niveau des quantités transportées des grumes, bois débités et de manganèse qui se sont contractées respectivement de 9,9%, 40,4% et 41,5%. Parallèlement au repli de l'activité dans les secteurs cités ci-dessus, qui par ailleurs sont de gros consommateurs d'énergie, les produits pétroliers transportés par voie ferroviaire ont reculé de 12,6%.

De même, en relation avec l'environnement de crise, et en dépit des tarifs attractifs pratiqués par la Setrag, le nombre de voyageurs a décliné de 3,8%, pour s'établir à 211 895 personnes contre 220 210 personnes une année auparavant.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des performances de Setrag

	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	38 537	39 558	33 956	-14,1%%
Valeur ajoutée	4 000	611	760	24,3%
Masse salariale	13 792	14 104	14 330	1,6%
Investissements	13 984	11 981	10 011	-16,4%
Effectifs (nombre d'agents)	1 328	1 313	1 242	-5,4%

Source: Setrag

La baisse de l'activité a eu comme conséquence, la contraction de 14,1% du chiffre d'affaires. Les investissements et les effectifs ont suivi la même tendance. Seule, la valeur ajoutée a augmenté du fait d'une stratégie de maîtrise des coûts.

II.5.3 Le transport aérien

A fin décembre 2009, tous les indicateurs de niveau d'activité dans le transport aérien sont en net recul. La manifestation de la crise y a énormément contribué.

Evolution du trafic aérien

(en nombre)	2007	2008	2009	09/08
Mouvements avions commerciaux	32 767	26 508	24 876	-6,2%
- réseau domestique	19 998	16 444	14 247	-13,4%
- réseau international	12 769	10 064	10 629	5,6%
Nombre de passagers	664 284	728 442	721 297	-1,0%
- vols domestiques	300 395	298 523	291 288	-2,4%
- vols internationaux	328 218	381 406	379 838	-0,4%
- en transit	35 671	48 513	50 171	3,4%
Volume du fret (tonnes)	24 165	21 075	19 947	-5,4%
- réseau domestique	2 966	1 068	1 705	59,6%
- réseau international	21 199	20 007	18 242	9%

Source: Adl

Les mouvements d'avions ont observé une tendance baissière (6,2%) due essentiellement à la mauvaise performance du réseau domestique (-13,4%). Toutefois, la hausse du trafic dans l'international de 5,6% a atténué la baisse générale. Le nombre de passagers et le volume de fret ont suivi ce mouvement baissier.

II.5.3.1 Le trafic aérien national

Au niveau du trafic passagers, le dynamisme des compagnies Allegiance, N2AG et la NRT n'a pas suffi à relever cet indicateur qui s'est replié de 2,4%, du fait de la réduction des mouvements d'Air Service et SCD Aviation. Par contre, le fret domestique a explosé à près de 60%, grâce notamment à la vitalité de la compagnie NRT qui détient l'exclusivité de l'acheminement du fret sur le territoire national.

II.5.3.2 Le trafic aérien international

La relative stabilité observée au niveau des passagers résulte de la bonne tenue des passagers en transit dont le nombre a augmenté de 3,4%. Le dynamisme de la compagnie South Africa Airways, appuyé par l'arrivée des compagnies Air Burkina, Nouvelle Air Congo, Lufthansa et Africa Airways Bénin, est à l'origine de cette performance.

Le fret a baissé de près de 9%, sous l'effet de la diminution du tonnage transporté par Gabon Airlines, mais aussi Solenta et Corex qui n'ont acheminé que la moitié du tonnage de 2008.

II.5.3.3 L'activité des compagnies aériennes

Les effets induits de la crise financière ont engendré un repli de l'activité des compagnies aériennes. Celui-ci s'est matérialisé, sur le plan commercial, par une baisse de 4,8% du chiffre d'affaires, passant à 95,040 milliards de Fcfa en 2009. De même, la valeur ajoutée a connu une contraction de 6,6%.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des performances des compagnies aériennes

(en millions de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	92 486	99 875	95 040	-4,8%
Valeur ajoutée	13 830	41 709	38 938	-6,6%
Masse salariale	7 380	6 927	7 104	2,5%
Investissements	1 201	3 120	1 108	-64,5%
Effectifs (nombre d'agents)	680	748	746	-0,2%

Source: Air France, N2AG, BeninGolf Air, Solenta Aviation, NRT, RAM? Afrijet business et estimations dge

Dans le prolongement des deux dernières années, on a noté un relâchement notable des efforts d'investissement consentis par les entreprises, dont le montant s'est élevé à 1,108 milliard de Fcfa, en réduction de 64,5% par rapport à l'année précédente.

II.5.4 Le transport maritime

L'activité des principales compagnies maritimes s'est maintenue, en contraste avec le volume global des marchandises manipulées dans les principaux ports. La consolidation du chiffre d'affaires procède de la poursuite des contrats passés avec les compagnies pétrolières.

Ainsi, le chiffre d'affaires a augmenté de 12,3% en 2009, à environ 171 milliards de Fcfa. La valeur ajoutée suit la même tendance haussière et se situe à 59,6 milliards de Fcfa.

Evolution du transport maritime

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	39 256	152 314	170 991	12,3%
Valeur ajoutée	18 816	52 523	59 652	13,6%
Masse salariale	7 224	13 067	13 298	1,8%
Investissements	5 733	57 223	18 955	-67%
Effectifs (nombre d'agents)	820	1 705	2 081	22,1%

Sources : Smit, Socopao, Sdv, Maersk Gabon SA, Peschaud, Satram, Sga, Delmas & estimations DGE

Au cours de la période sous revue, les effectifs et la masse salariale ont augmenté respectivement de 22% et 1,8%. Les investissements ont, par contre, chuté de 67% eu égard à la prudence observée par les entreprises dans un contexte de crise.

II.5.5. Les activités portuaires

Le Port d'Owendo

A fin décembre 2009, l'activité au port sous douane d'Owendo a enregistré une contreperformance consécutive aux méfaits de la crise financière internationale et à la déprime observée au niveau du marché mondial du manganèse.

Evolution de l'activité portuaire à Owendo

(en tonnes)	2007	2008	2009	09/08
Mouvements des bateaux (nbre)	678	632	614	-2,8%
Volume total de marchandises	5 827 192	6 034 316	4 717 532	-21,8%
Produits forestiers	1 136 919	1 132 151	1 238 376	9,4%
-Grumes	928 864	917 833	1 048 453	14,2%
-Bois débités	208 055	214 318	189 923	-11,4%
Manganèse	3 302 702	3 208 825	1 933 728	-39,7%
Autres marchandises	1 387 571	1 693 340	1 545 428	-8,7%

Source : GPM

En effet, les mouvements des bateaux sont en recul de 2,8%. Cette tendance s'observe également au niveau des volumes manipulés de bois débités (-11,4%), de manganèse (-39,7%) et des autres marchandises (-8,7%), en liaison avec la morosité de l'activité dans ces secteurs. Seules les grumes ont évolué positivement (+14,2%), en raison de la fermeté de la demande asiatique de bois divers observée en fin d'année.

Le Port de Port-Gentil

L'activité au niveau du port sous douane de Port-Gentil a d'abord pâti des effets de la crise avant d'amorcer une légère reprise à partir du second semestre.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité portuaire à Port-Gentil

(en tonnes)	2007	2008	2009	09/08
Mouvements des bateaux (nbre)	868	769	635	-17,4%
Volume total de marchandises	12 503 423	12 962 123	13 010 936	0,4%
Produits forestiers	438 077	390 200	383 112	-1,8%
-Grumes	391 830	342 749	351 654	2,6%
-Bois débités	46 247	47 451	31 458	-33,7%
Pétrole Brut	11 250 000	11 814 000	11 825 000	0,1%
Autres marchandises	815 346	757 923	802 824	5,9%

Sources : GPM, DGH

Au total, les mouvements ont reflué de 17,4% pour se situer à 635. Par contre, le volume global des marchandises transportées est relativement stable à 0,4%, sous l'effet conjugué du relèvement du niveau des autres marchandises et de celui des grumes, respectivement de 6% et 2,6%.

II.5.6 Les auxiliaires de transport

La branche des auxiliaires de transport est très composite. Elle regroupe l'ensemble des entreprises dont l'activité est liée aux différentes prestations de transport. On y retrouve :

- les entités ayant en charge de la gestion et l'entretien des domaines publics (OPRAG, GPM, ADL, ASECNA)
- les agences de voyages (Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Global Voyages, etc.)
- les sociétés réalisant les opérations de déménagements nationaux et internationaux (AGS, CIG, etc.)
- les sociétés de transit, d'acconage, de consignation, de manutention et de logistique maritime (SNAT, TTG, GETMA, etc.).

Evolution de l'activité des auxiliaires de transport

(en million de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	58 129	61 194	58 328	-4,7%
Valeur ajoutée	32 397	28 212	29 141	3,3%
Masse salariale	12 180	12 560	12 712	1,2%
Investissements	12 733	13 808	6 907	-49,9%
Effectifs (nombre d'agents)	1 994	1 425	1 359	-4,6%

Sources : Panalpina, Getma, Asecna, Gpm, Eagle, Oprag, Mistral Voyages, Eurafrique Voyages, Adl, Snat, Ttg & estimations DGE

L'activité des auxiliaires de transport a enregistré une baisse de 4,7% en rapport avec le déclin du commerce international en 2009. La valeur ajoutée et la masse salariale ont augmenté respectivement de 3,3% et 1,2%.

II.6 LES TELECOMMUNICATIONS

Le secteur des télécommunications regroupe l'ensemble des sociétés opérant sur divers segments, notamment :

- le groupe Gabon Telecom-Libertis, exerçant dans la filière Radiodiffusion Télévision et les fournitures d'accès à l'Internet
- la Poste, organisme public chargé de l'acheminement du courrier, des colis et de la vente des boîtes aux lettres
- gabonaise de Télécommunication (Gabtel) spécialisé dans la vente des terminaux et la gestion des fréquences d'émissions
- gabonaise de Cellulaire (Gabcel), grossiste dans la vente de cartes de recharge
- DHL, EMS Delta+ et d'autres qui sont des sociétés exerçant dans l'acheminement du courrier express
- Zain, Libertis, Moov et Azur, acteurs de la téléphonie mobile
- Tvsat et Canalsat, intervenant dans l'installation des équipements pour le réseau de télévision par satellite.

Tableau de bord de l'économie

Evolution du nombre d'abonnés

	2007	2008	2009	09/08
Téléphone ordinaire	23 539	33 165	36 460	9,93 %
Téléphone cellulaire	1 108 854	1 447 061	1 808 745	25 %
Total abonnés téléphone	1 132 393	1 480 226	1 845 205	24,65 %
Nombre abonnés Internet	9 388	13 839	13 997	1,14 %
Nombre abonnés ADSL		18 561	20 210	8,88 %
Tvsat	1000	1 100	1 300	18,18 %
Canal + Horizons		7 000	12 000	71,42 %

Sources : Groupe Gabon-Télécom-Libertis, Zain, Moov et Tvsat

Le secteur des télécommunications a enregistré des résultats satisfaisants en 2009. Le dynamisme des opérateurs de la téléphonie mobile, explique en partie cette performance. En effet, en raison de l'extension du réseau à l'intérieur du pays, de la dynamisation des capacités satellitaires et de l'amélioration de la qualité de la commutation, les principaux indicateurs de gestion de la branche ont connu une évolution favorable.

Le nombre de clients au mobile a ainsi cru de 25 % pour atteindre 1,808 millions d'abonnés, tandis que celui de la téléphonie filaire a augmenté de 10% suite au lancement d'un nouveau produit en zone rurale.

Par ailleurs, le nombre d'abonnés à Internet à moyen et haut débits a connu une amélioration de 1,14 % pour 13 997 abonnés. De même, ceux de TvSat et Canal+ Horizon ont progressé respectivement de 18,18 % et 71,42 %.

Le chiffre d'affaires a ainsi évolué de 11,26 % pour se situer à 364,60 milliards de Fcfa. De même, la valeur ajoutée est passée à 95,962 milliards de Fcfa. Au titre des investissements, des efforts ont été consentis à hauteur de 190,028 milliards de Fcfa pour l'acquisition de nouveaux équipements de pointe.

En matière d'emploi, on relève une augmentation des effectifs de 10 % en 2009 pour 3175 agents occasionnant un relèvement de 5,67 % de la masse salariale.

Evolution des performances du secteur Télécommunications

en milliards de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	308,5	327,7	364,6	11,26%
Valeur ajoutée	76,1	89,2	95,9	7,51%
Masse salariale	52,1	56,8	60	5,63%
Investissements	151,9	190,7	195	2,25%
Effectifs (nombre d'agents)	2 589	2 887	3 175	10%

Sources : Groupe Gabon-Télécom-Libertis, Zain, Moov et Tvsat

II.7 LE COMMERCE

Le secteur commerce est composé de l'ensemble des entreprises qui achètent pour revendre en l'état. Il compte cinq branches :

- le commerce général structuré, qui concerne une gamme élargie de produits à savoir ; l'alimentation, la quincaillerie, l'habillement et les cosmétiques
- le commerce des produits pétroliers, assuré par des opérateurs tel que Total marketing, Engen, Oilybia et Petro Gabon
- le commerce des produits pharmaceutiques assuré par des entreprises Pharmagabon et Copharga
- le commerce des véhicules, qui concerne les concessionnaires agréés regroupés, pour la majeure partie, au sein de l'Union des Représentants des Automobiles Industriels (URAI) et les vendeurs de véhicules d'occasion.

Evolution des indicateurs consolidés du secteur commerce

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	643 039	769 762	733 806	-4,7%
Valeur ajoutée	98 102	89 120	87 260	-2,1%
Investissements	20 854	23 376	23 236	-0,6%
Masse salariale	22 277	30 295	31 542	4,1%
Effectifs (nombre d'agents)	3 717	3 812	3 845	0,9%

Source : l'échantillon des entreprises du secteur commerce

Tableau de bord de l'économie

Le secteur commerce a connu de manière générale un repli de son activité dans un contexte de récession économique mondiale avec des effets néfastes sur l'ensemble des grands secteurs de l'économie nationale (mine, bois et BTP).

Ainsi, le chiffre d'affaires consolidé du secteur a été évalué à 733,8 milliards de Fcfa, en un recul de 4,7% par rapport à l'année précédente. La valeur ajoutée s'est rétractée de 2,1% à 87,26 milliards de Fcfa. De même, d'un montant de 23,236 milliards de Fcfa, les investissements sont restés quasiment stables en 2009. Par ailleurs, la masse salariale a cru de l'ordre de 4,1% suite à l'augmentation des effectifs (+0,9%) et à la revalorisation de certains salaires.

II.7.1 Le commerce général structuré

Cette branche d'activité regroupe des entreprises opérant dans la distribution et la vente de produits divers (alimentation, habillement, cosmétique, quincaillerie, etc.).

Evolution du commerce général structuré

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	320 475	329 952	340 174	3,1%
Valeur ajoutée	43 860	40 405	42 450	5,1%
Investissements	8 372	8 101	6 407	-20,9%
Masse salariale	8 580	16 971	17 975	5,9%
Effectifs (nombre d'agents)	2 465	2 513	2 519	0,2%

Sources: Gabon Meca, Ceca-Gadis, Nestlé, SAN, Sodigab, Centr'Affaires, Bati-Plus, Gabonaise de Chimie, Davum Gabon, GIPA, HM Distribution, Cedicom

L'activité de la branche du commerce général structuré a progressé de 3,1% pour un chiffre d'affaires de 340,174 milliards de Fcfa, en liaison avec l'augmentation de la consommation des ménages, l'extension des sites commerciaux, la politique de diversification des produits commercialisés et la stimulation des ventes de certains produits lors de la période de campagne électorale.

Parallèlement, la valeur ajoutée s'est améliorée de 5,1%, à 42,45 milliards de Fcfa sur l'année. En revanche, les investissements ont fléchi de 20,9%, s'établissant à 6,4 milliards de Fcfa en 2009 ; le gros des investissements ayant été réalisé l'année précédente. Les effectifs ont été quasi stables pour une masse

salariale en hausse de 6%, à cause du réajustement des salaires.

II.7.2 Le commerce des véhicules

En 2009, le marché des ventes d'automobiles neuves a été plutôt morose. En effet, avec 4 638 véhicules vendus, le marché a accusé une baisse de 7,5% en moyenne annuelle. Il faut souligner que les véhicules tout-terrains (pick-up, 4x4 et stations wagons) ont largement dominé le marché gabonais des véhicules avec 69% des ventes. Toutefois, au niveau des constructeurs, les japonais sont toujours leaders. Ils représentent 77% de part de marché avec, notamment, les marques Toyota, Mitsubishi, Nissan et Mazda.

Dans ce contexte, le chiffre d'affaires de la branche a diminué de 9,3% pour s'établir à 144,9 milliards de Fcfa. Les raisons de ce tassement sont liées à l'impact de la crise économique internationale sur les secteurs clés de l'économie nationale et la réduction des commandes de l'Etat.

Evolution du commerce des véhicules

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Ventes de véhicules neufs (nombre)	4 859	5 015	4 638	-7,5%
Chiffre d'affaires	156 416	159 676	144 901	-9,3%
Valeur ajoutée	24 650	17 871	14 692	-17,8%
Investissements	1 842	1 698	1 540	-9,3%
Masse salariale	7 347	7 470	7 500	0,4%
Effectifs (nombre d'agents)	711	872	836	-4,1%

Sources: SHO Tractafic, C'fao Gabon, Toyota, Sodim TP, GSA

II.7.3 Le commerce des produits pétroliers

En 2009, les ventes des produits pétroliers ont reculé de 4,4%, à 576 224 tonnes métriques. Parallèlement, le chiffre d'affaires a reflué de 14,3%. Ces résultats découlent de l'atonie observée dans les secteurs des mines, du bois et du BTP, conjuguée à la grève de la Sogara qui a créé une pénurie de certains produits pétroliers raffinés.

Les investissements réalisés au cours de l'année ont concerné la réfection des stations-services afin de les mettre en conformité avec les nouvelles normes

Tableau de bord de l'économie

de sécurité et environnementales, ainsi que le renouvellement des bouteilles de gaz et l'agrandissement de la capacité de stockage.

Evolution du commerce des produits pétroliers

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Ventes en volumes (TM)	577 205	602 927	576 224	-4,4%
Chiffre d'affaires	130 288	241 370	206 848	-14,3%
Valeur ajoutée	25 447	26 075	24 902	-4,5%
Investissements	10 019	13 306	15 107	13,5%
Masse salariale	5 715	5 072	5 284	4,2%
Effectifs (nombre d'agents)	436	299	362	21,1%

Sources: Total marketing, Engen Gabon, Petro Gabon, Oilybia

II.7.4 Le commerce des produits pharmaceutiques

Cette branche du commerce rassemble les entreprises opérant dans la distribution en gros des produits pharmaceutiques. Elle compte deux opérateurs que sont Copharga et Pharmagabon.

La branche a enregistré des performances appréciables imputables à l'extension du réseau pharmaceutique et à la politique de dynamisation commerciale mise en place par les opérateurs pour mieux répondre aux attentes de la clientèle.

La valeur ajoutée s'est accrue de 10,4%, sous l'effet de la maîtrise des coûts. Les investissements, s'élevant à 159 millions de Fcfa, ont reculé de 31,3%.

Evolution du commerce des produits pharmaceutiques

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	31 031	33 674	36 186	7,5%
Valeur ajoutée	3 424	4 083	4 506	10,4%
Investissements	168	232	159	-31,3%
Masse salariale	440	555	556	0,1%
Effectifs (nombre d'agents)	74	96	96	0,0%

Sources : Pharmagabon, Copharga

II.7.5 La distribution des ouvrages et périodiques

Le commerce des ouvrages et périodiques est assuré par un unique grossiste sur toute l'étendue du territoire national, Sogapresse, qui distribue les périodiques et manuels scolaires.

Evolution du commerce des ouvrages

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	4 829	5 090	5 698	11,9%
Valeur ajoutée	721	686	710	3,5%
Investissements	453	39	23	-42,2%
Masse salariale	195	227	227	0,0%
Effectifs (nombre d'agents)	31	32	32	0,0%

Source : Sogapresse

L'activité de distribution des ouvrages s'est bien comportée en 2009, en raison de la bonne tenue des ventes de la presse locale, qui représentent 19,9% des ventes totales, en dépit du recul des ventes de la papeterie (-8%). Le report de certains projets a entraîné le retrait de 42,11% du montant consacré à l'investissement.

II.8 L'HOTELLERIE, LA RESTAURATION ET LE TOURISME

II.8.1 L'hôtellerie

Classé parmi les secteurs porteurs de l'après-pétrole, le secteur de l'Hôtellerie, la Restauration, le Tourisme et loisirs est constitué par des professionnels exerçant dans les domaines suivants :

- l'hébergement (hôtels, motels, auberges) ;
- la restauration (restaurants, snack-bars, cafétérias) ;
- le tourisme et loisirs (agences de voyage, sites, parcs nationaux, réserves, centre de loisirs).

Tableau de bord de l'économie

L'activité hôtelière s'opère en deux sous-branches :

- les hôtels de dimension internationale, gérés par les grands groupes privés internationaux, les opérateurs privés ou l'Etat
- les unités de classe moyenne, publiques ou privées.

II.8.1.1 Les hôtels de classe internationale

Cette branche, autrefois performante, a enregistré pour la quatrième année consécutive, une baisse d'activité. Trois faits majeurs expliquent cette situation, à savoir :

- la fermeture des structures en état de délabrement pour cause de travaux
- la privatisation d'hôtels ne répondant plus aux normes internationales afin d'être réhabilitées
- le manque de dynamisme et de rigueur dans la gestion de certains établissements bénéficiant de la subvention de l'Etat.

Au regard des indicateurs de niveau d'activité, la branche présente des résultats insuffisants.

Evolution de l'activité dans la branche des hôtels de classe internationale

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	16 685	15 823	14 863	-6,1%
Nombre de clients	155 458	150 289	123 369	-17,9%
Taux d'occupation %	55,13%	55,33%	45,50%	-9,83 pts
Prix moyen/chambre	57 876	65 236	70 420	7,9%
Masse salariale	4 551	4 567	4 578	0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	525	596	583	-2,2%

Sources : Laïco, Méridien Rê - Ndama, Méridien Mandji, Léconi Palace

La contraction du taux d'occupation des chambres de 9,83 points à 45,5%, sous les effets induits du climat sociopolitique et de la crise internationale, a occasionné une perte de 26 920 clients séjournant dans les grands hôtels. Dans ce contexte, le chiffre d'affaires a reculé de 6,1% pour se situer à 14,863 milliards de Fcfa.

II.8.1.2 Les hôtels de moyenne capacité

Ces hôtels appartenant à majorité à des opérateurs privés, sont implantés sur l'ensemble du territoire national et viennent combler l'insuffisance des structures étatiques.

II.8.2 La restauration

La branche de la restauration compte :

- les restaurants haut de gamme (hôtels internationaux ou autres privés)
- les restaurants de classe moyenne appartenant à l'Etat ou aux privés
- les unités de petite taille (cafétérias et autres).

C'est une branche très sensible aux aléas de la conjoncture et à la concurrence. La restauration haut de gamme a représenté 26% du chiffre d'affaires réalisé dans les hôtels de dimension internationale.

La restauration moyenne et celle dite de petite taille constituent les branches les plus étendues sur l'ensemble du territoire.

II.8.3 Le tourisme

De nombreux sites déjà en exploitation rencontrent quelques difficultés de fonctionnement liées à l'insuffisance des voies de communication et à la complexité de la procédure d'entrée au Gabon.

Les sites les plus visités sont : la Lopé, l'Ivindo, Loango, Moukalaba Doudou, Akanda.

II.9 LES AUTRES SERVICES

Les Autres Services regroupent un vaste champ d'activités allant des transports à l'Administration, en passant par le commerce, les activités financières et immobilières, les services aux entreprises et aux particuliers, l'éducation, la santé et l'action sociale. La nomenclature utilisée pour le suivi conjoncturel au Gabon, classe le secteur des autres services en cinq (5) sous-groupes : services immobiliers, services aux particuliers, services aux entreprises, services de réparation automobile et services parapétroliers.

Tableau de bord de l'économie

Evolution des indicateurs consolidés des Autres Services

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	130 392	139 651	142 444	2,0%
Valeur ajoutée	32 154	34 172	31 185	-8,7%
Investissements	11 561	11 391	10 882	-4,5%
Effectifs (nombre d'agents)	5 719	5 839	5 861	0,4%

Sources : Echantillon des Entreprises des Autres Services

L'évolution des indicateurs consolidés des autres services a affiché des performances appréciables, avec un chiffre d'affaires en hausse de 2%.

II.9.1 Les services rendus aux particuliers

Les Services rendus aux particuliers incluent la photographie, les jeux et loisirs, les services médicaux, les auto-écoles, les prestations mortuaires, les organes de presse, les relations publiques, les œuvres sociales, l'éducation, les services de ramassage, d'élimination d'ordures, etc.

L'activité de cette branche reste difficile à quantifier à cause du nombre élevé des petites structures de moins de dix employés qui la composent et qui évoluent dans l'informel.

Les services aux particuliers ont connu une amélioration du chiffre d'affaires de 2,9% en 2009, soit 34,4 milliards de Fcfa, en raison du bon comportement des maisons de jeux de hasard et des cabinets médicaux.

Evolution de l'activité de la sous branche des services rendus aux particuliers

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	29 216	33 478	34 449	2,9%
Valeur ajoutée	10 132	11 023	8 785	-20,3%
Investissements	771	802	800	-0,2%
Effectifs (nombre d'agents)	1 275	1 317	1 355	2,9%

Sources : Africa N°1, Labo Color, Staff Gabon, Gabosep, Casep Ga, Médical Optique, Gabon Contacts, PMUG, SGJL, SGCL, Polyclinique El Rapha, Cabinet de Groupe, Franstel, E.G.C.A.

II.9.2 Les services immobiliers

Les services immobiliers concernent la promotion immobilière et les transactions sur terrains et immeubles. Il existe des agences immobilières temporaires, des sociétés civiles immobilières et un seul opérateur étatique au Gabon, (Société Nationale Immobilière). Aujourd'hui encore, la demande de logements reste largement supérieure à l'offre.

La location immobilière reste l'élément moteur des activités de services immobiliers. En 2009, le chiffre d'affaires s'est accru de près de 3,4%, sous l'impulsion de la mise en location de nouveaux immeubles.

Evolution de l'activité de la sous branche des Services Immobiliers

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	13 122	13 521	13 980	3,4%
Valeur ajoutée	3 747	3 802	3 650	-4,0%
Investissements	8 974	9 020	8 544	-5,3%
Effectifs (nombre d'agents)	153	161	152	-5,6%

Sources : SNI, Agence Immobilière Alliance, Agence Immobilière de Libreville, IMP Conseil, Agences N°1, Kabi Promotion.

II.9.3 Les services rendus aux entreprises

Les services aux entreprises concernent les services comptables, juridiques et fiscaux, informatiques, bureaux d'études, contrôles et expertises techniques, locations de matériels et mise à disposition de personnels.

En 2009, l'activité des services rendus aux entreprises a connu une légère amélioration de son chiffre d'affaires à 73,159 milliards de Fcfa. Cette évolution a été sous-tendue par le maintien de la demande de conseil et d'assistance, appuyée par la demande toujours soutenue en conseil management et en renforcement des outils et services informatiques, aussi bien dans les établissements publics que privés.

La valeur ajoutée est en baisse de 4,8% en 2009, soit 13,350 milliards de Fcfa. Confrontées à la sous-utilisation de leurs capacités de production et aux conditions de financements difficiles, les entreprises de la branche ont moins investi en 2009.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'activité de la sous branche des services rendus aux entreprises

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	69 532	72 423	73 159	1,0%
Valeur ajoutée	13 317	14 021	13 350	-4,8%
Investissements	1 493	1 216	1 168	-3,9%
Effectifs (nombre d'agents)	4 141	4 200	4 192	-0,2%

Sources : PriceWaterHouse Coopers, Fidafrica, Bureau Véritas Gabon, G.B.M, Sovog, B.U.L.L, Déloitte Touche, ERNST & Young, IGM, Société Gabonaise de Services, CFAO Technologies, Gabon Propre Service, Géri Loison.

II.9.4 Les services de réparation automobile

Cette sous branche comprend les entreprises dont l'activité principale est la réparation des véhicules, d'engins lourds et d'autres moteurs (mécanique générale).

L'activité des services de réparation automobile s'est raffermie en 2009, au regard de l'accroissement de 3,1% à 20,856 milliards de Fcfa de son chiffre d'affaires, du fait de la dégradation du réseau routier et de la prolifération des voitures d'occasion.

Evolution de l'activité de la sous branche des Services de Réparation

en millions de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Chiffre d'affaires	18 522	20 229	20 856	3,1%
Valeur ajoutée	4 958	5 326	5 400	1,4%
Investissements	323	353	370	4,8%
Effectifs (nombre d'agents)	150	161	162	0,6%

Sources : Gabon Sprint Auto, Pièces Equip'Auto, Entreprise Commerciale et Industrielle du Gabon, Commerce Réparation Automobile, Bobinage Industriel Gabonais, Libreville Service Auto

II.9.5 Les services parapétroliers

Autour des activités de production et d'exploration de pétrole, on note plusieurs sous-traitants pétroliers qui fournissent différents services aux sociétés pétrolières (maintenance, assistance technique en forage, exploration

sismique, ventes installations et réparations pétrolières...). Les principaux sont Schlumberger, Baker Hughes et Haliburton.

En 2009, les parapétroliers ont connu une activité morose voir en déclin, consécutivement à l'effet conjugué de l'arrêt par certains opérateurs pétroliers de leurs campagnes de stimulation et de la réduction des prix des prestations offertes. Cependant, certaines entreprises de petite taille ou de taille moyenne ont survécu grâce à des contrats signés antérieurement.

II.10 LES INSTITUTIONS FINANCIERES

Selon la nomenclature officielle, sont considérées comme institutions financières :

- les Banques Créatrices de Monnaie (BCM) ou banques commerciales
- les Autres Institutions Bancaires Eligibles au refinancement de la BEAC (AIBE) ou banques de développement
- les Autres Institutions Bancaires non Eligibles (AIBN) : Caisses Nationales d'Épargne
- les Institutions Bancaires en liquidation (IBL)
- les Institutions Financières non Bancaires (IFNB) : Etablissements Financiers, Compagnies d'Assurance et de Réassurance, le Marché financier (Bourse des valeurs).

II.10.1 les banques commerciales et de développement

Le secteur bancaire a été marqué par trois faits majeurs :

- le réaménagement de la politique monétaire de la BEAC (politique plus expansionniste)
- l'accréditation de deux nouvelles banques (United Bank for Africa-UBA et Ecobank)
- la reprise de l'UGB par le groupe bancaire marocain Attijariwafa Bank.

De ce fait, le nombre d'établissements bancaires exerçant sur le territoire national s'est élevé à neuf (9). Pour des raisons de démarrage tardif de ses activités, UBA n'est pas pris en compte dans la présente analyse.

Tableau de bord de l'économie

Situation du bilan

En glissement annuel, les dépôts collectés sont en retrait de 4,3% à 1035 milliards de Fcfa. Cette évolution est consécutive aux effets conjugués de la crise financière sur le secteur réel et à la levée des fonds liés à l'emprunt obligataire de l'Etat, lancé en 2007, et qui a entraîné une diminution considérable des ressources des banques.

En revanche, les crédits ont progressé de 13,9% à 706 milliards de Fcfa. Cette augmentation est corrélée à la politique de réduction des taux de rémunération des dépôts pratiqués par la BEAC en 2009, pour faire face au déficit de financement de l'économie.

Evolution de l'activité des banques

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
Dépôts de la clientèle	1 082	1 035	-4,3%
Crédits bruts	620	706	13,9%
Créances douteuses	54	88	64,68%
Provisions pour dépréciation des comptes de la clientèle	38,6	43,7	13,1%
Crédits nets	581,5	662,3	13,9%
Capitaux permanents	234,5	278,7	18,9%
Valeurs immobilisées	137	150,1	9,57%
Autres postes nets	14,1	10,6	-24,76%
Excédent/déficit de trésorerie	611,7	511,7	-16,35%
Total bilan	1 330 288	1 324 234	-0,5%

Sources : banques, COBAC

Profit et Rentabilité

Le produit net bancaire (PNB) est en diminution de 6% à 120,2 milliards de Fcfa, en raison de la dégradation des opérations avec la clientèle. En effet, les répercussions de la crise sur le secteur bancaire se sont fait ressentir au niveau des dépôts. A cela, s'ajoute l'augmentation des créances douteuses qui s'élèvent à 88 milliards de Fcfa, soit 12,6% des crédits bruts contre 8,7% en 2008.

Le taux de couverture des créances douteuses par les provisions (49,2%) a été en dessous du niveau atteint en 2008 (71,6%). Les déclarations des banques et les

L'activité nationale

résultats des dernières vérifications ont fait ressortir un besoin de provisions complémentaires de 4 milliards de Fcfa.

La couverture des crédits par les dépôts s'est établie à 156,2% contre 186,0% en 2008. Ainsi, les opérations avec la clientèle ont dégagé un gap de ressources de 127 milliards de Fcfa en comparaison avec l'année dernière. Par contre, l'excédent de trésorerie s'est chiffré à 512 milliards de Fcfa, en hausse de 16,3%.

Evolution des indicateurs de gestion

	2008	2009
Taux de couverture des créances en souffrance par les provisions (en %)	71,6	49,2
Besoins de provisions complémentaires (en millions de Fcfa)	4 000	4 000
Couverture des crédits par les dépôts (en %)	186,0	156,2
Excédent de trésorerie (en millions de Fcfa)	428 000	512 000

Sources : banques, COBAC

Le respect des normes prudentielles

La quasi totalité des banques ont respecté les normes prudentielles. En réalité, seules six (6) d'entre elles ont respecté ces normes, contre quatre (4) l'année précédente.

Nombre de banques respectant les normes prudentielles

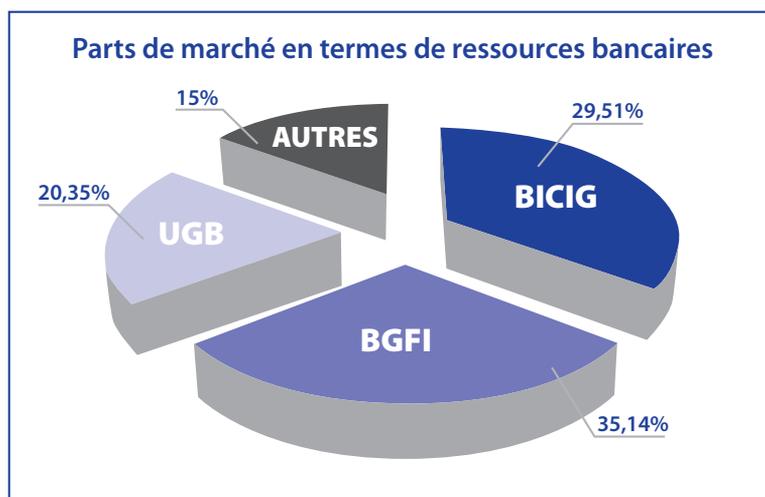
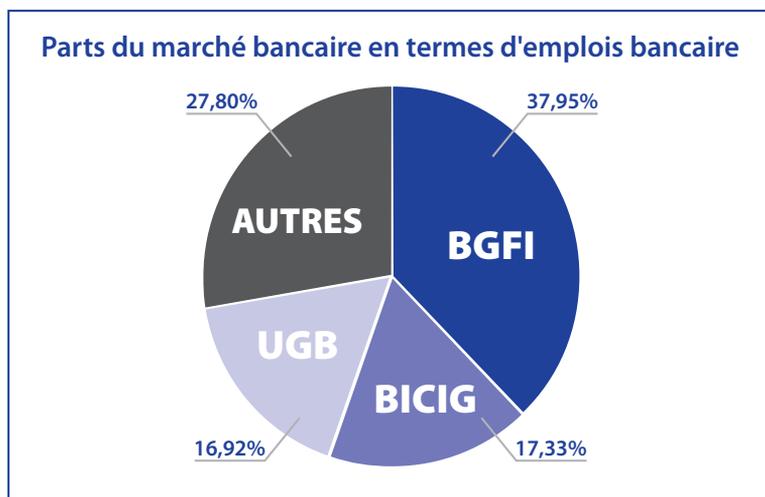
	2008	2009
Capital minimum	7	7
Couverture des risques	7	7
Plafond global des risques	7	7
Plafond individuel des risques	5	7
Couverture des immobilisations	7	5
Rapport de liquidité	7	6
Coefficient de transformation	7	7
Engagements sur les apparentés	7	7
Adéquation des fonds propres	5	7
Nombre total de banques	7	8

Source : COBAC

Tableau de bord de l'économie

La répartition des parts de marché bancaire

Les parts de marché bancaire sont analysées ici en termes d'emplois (crédits) et de ressources bancaires (dépôts). Le marché gabonais est dominé par trois grandes banques qui représentent près de 85% des parts de marché.



II.10.2 Les établissements financiers

Le secteur se compose de quatre établissements (Alios Finance, Finatra, Bici-bail, et BGFI-Bail) dont la principale activité porte sur le crédit-bail, le crédit automobile et le crédit-équipement. L'activité du secteur en 2009 a été marquée par une légère augmentation des ressources et un recul des emplois.

Les ressources

Elles ont atteint 74,4 milliards de Fcfa en 2009, en progression de 5,2% par rapport à l'exercice précédent. Cette évolution s'explique, principalement, par l'accroissement d'un milliard de capitaux propres. Les dettes bancaires ont augmenté de 2,7 milliards.

Evolution des ressources

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
Capitaux propres	17,6	18,6	5,7%
Emprunts bancaires	53,1	55,8	5,1%
Total	70,7	74,4	5,2%

Sources : les établissements financiers

Les emplois

Globalement, les emplois des établissements financiers ont chuté de 23,6%, s'établissant à 63,6 milliards de Fcfa contre 83,3 milliards, l'année précédente. Cette chute est corrélée à la baisse drastique des crédits à moyen terme en raison du climat sociopolitique qui a eu pour conséquence un certain attentisme des opérateurs économiques, se matérialisant par une frilosité à investir.

Evolution des emplois

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
Titres de participation	0,310	1,3	319,4%
Crédit à court terme	4,4	7,826	77,9%
Crédits à moyen terme	78,6	54,502	-30,7%
Total	83,31	63,628	-23,6%

Sources : les établissements financiers

Tableau de bord de l'économie

II.10.3 Les compagnies d'assurances

La branche Assurance est composée de six (6) compagnies. Parmi elles, cinq (5) sont spécialisées dans la branche Accidents-Dommages (Ogar, Axa Assurance Gabon, Assinco, NSIA Gabon et Colina Gabon). Trois (3) des six entreprises interviennent dans le Segment Vie-Grande Branche et Capitalisation (UAG Vie, Ogar-Vie et NSIA-vie Gabon).

La dynamique de croissance amorcée depuis près de dix (10) ans s'est poursuivie en 2009. En effet, le secteur a connu un accroissement de ses activités avec une progression de près de 15% du chiffre d'affaires, qui est passé de 58,34 milliards de Fcfa à 66,9 milliards en 2009. Cette hausse est consécutive à une meilleure activité de sa branche TIARD qui a représenté 85,4% des parts de marché.

Evolution du chiffre d'affaires

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
TIARD	50,10	57,38	14,5%
Vie et Capitalisation	8,24	9,52	15,5%
Total	58,34	66,9	14,7%

Sources : Compagnies d'assurances, FEGASA

La branche Accidents-dommages

Cette Branche a connu une nette augmentation de son activité avec un chiffre d'affaires en progression de 14,5%. Cette performance est relative à la bonne tenue des sous branches Transport, Incendie, et Maladie qui ont représenté environ 51% des parts de marché.

L'activité nationale

Evolution de l'activité de la branche

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
Automobile	17,76	18,5	4,2%
Incendie	9,16	10,5	14,6%
Maladie	7,75	9,5	22,6%
R.C Général	2,15	2,91	35,3%
Transport	11,03	13,08	18,6%
Risques divers	2,26	2,89	27,9%
Total	50,10	57,38	14,5%

Sources : compagnies d'assurances, FEGASA

La branche Vie et Capitalisation

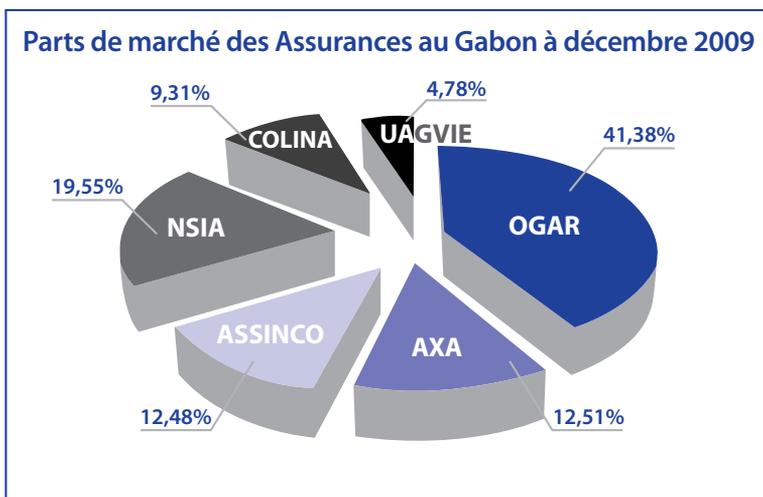
Cette branche souffre encore au Gabon du manque de culture d'assurance. Elle n'a représenté que 14,6% de parts de marché. Toutefois, depuis quelques années ses parts de marché se sont accrues. Cette évolution favorable provient de l'amélioration simultanée des résultats de ses deux composantes (décès et capitalisation).

Evolution de l'activité de la branche

en milliards de Fcfa	2008	2009	09/08
Décès	3,51	4,15	18,2%
Capitalisation	4,72	5,37	13,8%
Total	8,23	9,52	15,7%

Sources : FEGASA, les Compagnies d'Assurances

Tableau de bord de l'économie



3

Les grandeurs macroéconomiques

Tableau de bord de l'économie

Tableau synoptique des agrégats macro-économiques

GRANDEURS	Unités	2008	2009	09/08(%)
PIB en volume (aux prix de 1991)	Mds de Fcfa	2 016,9	1 988,3	-1,4
PIB en valeur	Mds de Fcfa	6 454,2	5 130,7	-20,5
PIB hors pétrole	% du PIB	49,9	58,2	
PIB pétrole	% du PIB	50,1	41,8	
Importations en valeur	Mds de Fcfa	1 950,9	1 868,4	-4,2
Importations/PIB	%	30,2	36,4	
Total Ressources	Mds de Fcfa	8 405,1	6 999,2	-16,7
Consommation totale en valeur	Mds de Fcfa	2 640,9	2 829,5	7,1
Publique	Mds de Fcfa	708,9	791,2	11,6
Privée	Mds de Fcfa	1 932	2 038,3	5,5
Consommation/PIB	%	40,9	55,1	
Investissement total en valeur	Mds de Fcfa	1 330,8	1 249,7	-6,1
Public	Mds de Fcfa	363,4	352,5	-3,0
Public/Investissement total	%	27,3	28,2	
Privé	Mds de Fcfa	854,4	782,2	-8,5
Dont Pétrole	Mds de Fcfa	464,4	417,9	-10,0
Investissement total/PIB	%	20,6	24,4	
Dont Pétrole	%	7,2	8,1	
Exportations en valeur	Mds de Fcfa	4 401,4	2 892,9	-34,3
Exportations/PIB	%	68,2	56,4	
Absorption	Mds de Fcfa	3 971,7	4 079,2	2,7
Solde biens et services non-facteurs/PIB	%	38,0	20	
Taux de couverture (Export./Import.)	%	225,6	154,8	
Emploi	Effectif	116 608	118 782	1,9%
Public	Effectif	55 520	57 922	4,3%
Dont MONP	Effectif	9 130	9 643	5,6%
Public/Emploi. Total	%	47,6%	48,8%	
Privé	Effectif	48 068	47 482	-1,2%
Masse salariale	Mds de Fcfa	1 084,6	1 139,2	5,0
Public	Mds de Fcfa	320,8	379,7	18,4
Privé et parapublic	Mds de Fcfa	763,8	759,5	-0,6
Masse monétaire (M2)	Mds de Fcfa	1 139,1	1 153,0	1,2
Vitesse de circulation	Mds de Fcfa	5,7	4,4	
Prix de détail (base 100 = 2004)	Indices	1 13,0	115,2	1,9
Indicateurs de convergence et de surveillance multilatérale (CEMAC)				
Critères	Unités	Résultats 2009	Observations	
Solde budgétaire de base/PIB (> 0)		10,9	Respecté	
Taux d'inflation (< 3)	%	1,9	Respecté	
Stock de la dette/PIB (< 70%)	%	26,7	Respecté	

Sources : DGELF, DGB, BEAC, Comité des Statistiques

Les grandeurs macroéconomiques

III.1 LE PRODUIT INTERIEUR BRUT

L'économie gabonaise a été confrontée à la plus intense récession de cette dernière décennie. En effet, après un recul très abrupt enregistré au dernier trimestre de l'année 2008 sur les principaux produits d'exportation, la production nationale a poursuivi sa contraction tout au long de l'année 2009. Toutefois, le redressement de la demande des économies avancées au troisième trimestre de l'année a favorisé le relèvement des exportations de nos principaux produits au quatrième trimestre et une revalorisation du prix du baril de pétrole.

Ainsi, le taux de croissance réel de l'économie gabonaise s'est établi à -1,4% en 2009. Cette évolution a découlé de la baisse de 1,8% des activités non-pétrolières, en dépit de la reprise amorcée de l'activité pétrolière, liée au maintien des efforts d'investissement entrepris sur les champs marginaux et de la mise en production de nouveaux gisements.

Evolution du taux de croissance du PIB

(en %)	2007	2008	2009
PIB total	5,6	2,3	-1,4
Pétrole	1,7	-2,6	0,1
Hors-pétrole	6,5	3,5	-1,8

Source : DGELF

III.1.1 Le PIB par secteurs d'activité

L'activité a reculé de 2% pour le primaire, de 7,5% pour le secondaire et de 0,2% pour le tertiaire.

Le secteur primaire a souffert, d'une part, de la forte contraction de la production minière (-38,7%) du fait de la morosité du marché international de la sidérurgie et, d'autre part, du repli de l'exploitation forestière (1,8%) imputable à l'effondrement de la demande mondiale des bois tropicaux.

La forte détérioration de l'activité du secteur secondaire s'explique par les contreperformances des industries du bois (-41,9%), le recul du volume du brut traité par la raffinerie (-30,5%) et le ralentissement de l'activité des travaux

Tableau de bord de l'économie

publics (-3,3%), en dépit de la bonne tenue des industries agro-alimentaires (7,6%). La baisse de l'activité des industries est due à la diminution des commandes. La chute de l'activité de raffinage est liée aux problèmes techniques et aux tensions sociales. Par ailleurs, l'activité de la branche bâtiment et travaux publics (BTP) a régressé en raison de la contraction du budget de l'Etat consacré aux travaux d'aménagement et d'entretien routier.

Le fléchissement de l'activité du secteur tertiaire (-0,2%) provient essentiellement du repli de 6,2% des transports. Ce résultat s'explique par la baisse de l'activité du transport aérien (mouvement des avions), le recul du transport ferroviaire (la crise internationale et les dysfonctionnements internes à la SETRAG), la baisse du mouvement des bateaux dans la sous-branche transport maritime. Par ailleurs, malgré sa décélération, la croissance des autres branches a permis d'atténuer les contreperformances du secteur. En effet, les branches commerce, services et services bancaires-assurance perdent respectivement 2,7 points, 4,7 points et 1,5 point par rapport à 2008.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution du Produit Intérieur Brut (PIB) par secteurs d'activité de 2007 à 2009

Valeurs en milliards de Fcfa	PIB Nominal (aux prix du marché)					PIB En volume (aux prix de 1991)				
	2007	2008	2009	08/07	09/08	2007	2008	2009	08/07	09/08
Produit intérieur brut	5 478,2	6 454,2	5 130,7	17,8%	-20,5%	1 971,2	2 016,9	1 988,3	2,3%	-1,4%
PIB marchand	5 076,4	6 022,4	4 624,7	18,6%	-23,2%	1 702,9	1 732,5	1 691,9	1,7%	-2,3%
Secteur primaire	3 088,0	3 908,1	2 527,9	26,6%	-35,3%	578,6	567,5	556,4	-1,9%	-2,0%
Agriculture, élevage, pêche	186,3	209,4	226,4	12,4%	8,1%	122,3	127,4	132,7	4,2%	4,2%
Exploitation forestière	82,5	54,8	50,6	-33,6%	-7,8%	39,1	33,6	33,0	-14,0%	-1,8%
Pétrole brut	2 643,2	3 233,1	2 145,1	22,3%	-33,6%	3 74,6	364,9	365,2	-2,6%	0,1%
Mines	176,0	410,9	105,9	133,5%	-74,2%	42,7	41,6	25,5	-2,6%	-38,7%
Secteur secondaire	454,8	485,4	461,4	6,7%	-4,9%	362,4	376,3	348,2	3,8%	-7,5%
Industries agro- al, boissons	64,8	73,2	81,7	13,0%	11,7%	58,0	60,8	65,4	4,8%	7,6%
Industrie du bois	59,8	40,1	21,9	-32,9%	-45,4%	21,1	18,3	10,7	-13,2%	-41,9%
Autres industries	100,6	112,1	109,7	11,4%	-2,1%	66,5	70,3	67,5	5,8%	-4,0%
Raffinage	24,8	26,1	17,0	5,2%	-34,7%	56,0	57,0	39,6	1,8%	-30,5%
Electricité, Eau	69,7	81,3	87,7	16,6%	7,8%	62,9	67,3	68,3	7,0%	1,4%
BTP	101,6	112,7	112,5	10,9%	-0,2%	64,5	66,7	64,5	3,5%	-3,3%
Services pétroliers	33,5	39,9	30,9	19,1%	-22,6%	33,4	35,8	32,3	7,3%	-10,0%
Secteur tertiaire	1 533,5	1 628,9	1 635,4	6,2%	0,4%	761,9	788,7	787,3	3,5%	-0,2%
Transports & Communication	281,0	294,9	267,5	4,9%	-9,3%	154,9	158,0	148,2	2,0%	-6,2%
Services	587,8	642,7	659,5	9,3%	2,6%	346,3	366,3	370,3	5,8%	1,1%
Commerce	303,5	332,8	349,5	9,7%	5,0%	132,4	139,1	142,3	5,0%	2,3%
DTI et TVA	338,3	333,1	331,6	-1,5%	-0,5%	102,5	98,2	98,5	-4,2%	0,3%
Banques et assurances	22,9	25,5	27,3	11,1%	7,4%	25,8	27,1	28,0	5,0%	3,5%
Services non marchands	401,8	431,7	506,0	7,4%	17,2%	268,3	284,4	296,4	6,0%	4,2%

Source : DGELF

III. 1.2 Le PIB par la demande

Du point de vue de la demande, la contraction du PIB s'explique par la baisse des exportations de 10,6% malgré l'accroissement modéré de la demande intérieure (0,4%).

Les investissements (-6,8%) ont freiné la croissance de la demande intérieure en dépit la bonne tenue de la consommation globale.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de la demande intérieure de 2007 à 2009

Valeurs en milliards de Fcfa	En nominal (aux prix du marché)					En volume (aux prix de 1991)				
	2007	2008	2009	08/07	09/08	2007	2008	2009	08/07	09/08
Demande intérieure	3718,8	3971,7	4079,2	6,8%	2,7%	1974,6	2028,1	2037,1	2,7%	0,4%
Consommation totale	2427,7	2640,9	2829,5	8,8%	7,1%	1339,9	1373,2	1427	2,5%	3,9%
Publique	669,7	708,9	791,2	5,9%	11,6%	401,6	394	413,2	-1,9%	4,9%
Privée	1758	1932	2038,3	9,9%	5,5%	938,3	979,2	1013,8	4,4%	3,5%
Investissement total	1291,1	1330,8	1249,7	3,1%	-6,1%	634,7	654,9	610,0	3,2%	-6,8%
Dont : Pétrole	452,1	464,4	417,9	2,7%	-10,0%	247,1	266,5	243,8	7,9%	-8,5%
Hors pétrole*	387,2	390	364,2	0,7%	-6,6%	172,6	169,1	156,4	-2,0%	-7,5%
Administration	340,8	363,4	352,5	6,6%	-3,0%	163,1	168	159,0	3,0%	-5,4%

Source: MEGA/ DGELF

*non compris l'investissement des ménages et des institutions financières.

III.2 LE BUDGET DE L'ETAT

Le budget de l'État de l'année 2009 a fait l'objet de deux lois de finances rectificatives, afin de tenir compte des changements intervenus sur le plan international, notamment la hausse de 4,6% du taux de change du dollar américain et la baisse de 37,7% du prix du baril de pétrole par rapport à la Loi de Finances Initiale.

III.2.1 L'équilibre budgétaire

Initialement prévu à 2 485,5 milliards de Fcfa en ressources et en emplois, le budget de 2009 révisé pour une seconde fois, a été arrêté à la somme de 1 541,5 milliards de Fcfa, soit une baisse de 38%.

Les grandeurs macroéconomiques

Budget prévisionnel de l'État

en milliards de Fcfa	LFI 2009	LFR1 2009	LFR2 2009	LFR2/LFI
Nature des ressources				
Recettes propres	2 414,9	1 703,2	1 238,5	- 48,7%
Pétrole	1 621,4	913,1	489,5	- 69,8%
Hors pétrole	793,5	790,1	749,0	- 5,6%
Ressources d'emprunt	70,6	70,6	303,0	329,2%
Total Ressources	2 485,5	1 773,8	1 541,5	- 38,0%
Nature des charges				
Service dette	400,6	400,6	477,7	19,2%
Fonctionnement	823,1	771,8	773,8	- 6,0%
Investissement	315,6	315,6	290,0	- 8,1%
Prêts et Avances	946,2	285,8	0,0	-
Total des charges	2 485,5	1 773,8	1 541,5	- 38,0%

Source : Direction Générale du Budget

III.2.1.1 Les ressources

En raison de la baisse des recettes pétrolières et hors pétrole respectivement de 69,8% et 5,6%, les ressources propres de l'État révisées ont diminué de 38,0% par rapport à la Loi de Finances Initiale (LFI) et se sont établis à 1 238,5 milliards de Fcfa. En revanche, les ressources d'emprunt ont augmenté de façon significative du fait de l'enregistrement des emprunts d'équilibre de l'ordre de 232,4 milliards de Fcfa, par le recours aux facilités du système bancaire et à l'émission d'obligations sous régionales.

III.2.1.2 Les emplois

La révision à la baisse du budget a induit une diminution des dépenses d'investissement (8,1%), de fonctionnement (6%) et un relèvement des dépenses relatives au service de la dette de 19,2%, provenant essentiellement des remboursements des emprunts intérieurs courants. Les prêts et avances, initialement prévus à 946,2 milliards de Fcfa, n'ont bénéficié d'aucune inscription dans la seconde loi de finances rectificative.

Tableau de bord de l'économie

III.2.2 L'exécution du budget

L'exécution du budget s'est soldée par un excédent primaire de 419,7 milliards de Fcfa, représentant 8,2% du PIB nominal. Bien que positif, cet excédent primaire a régressé de 53,2% comparativement à l'année précédente. Ce fléchissement résulte de la chute des recettes pétrolières (38,5%), en dépit de la bonne tenue des recettes hors pétrole.

Dans le même temps, le solde base engagement, qui inclut les charges d'intérêt sur la dette publique, a reculé de 56,8% pour s'établir à 337,5 milliards de Fcfa. Légèrement excédentaire de 125,6 milliards de Fcfa, le solde base caisse a chuté de 82,4% par rapport à l'année précédente, soit 2,4% du PIB.

Evolution des Soldes

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Recettes pétrolières	958,5	1361,5	836,7	-38,5%
Recettes hors pétrole	678	716,6	848,5	18,4%
Recettes totales	1 636,5	2 078,1	1 685,2	-18,9%
Dépenses de fonctionnement	719,0	791,6	832,1	5,1%
Dépenses d'investissement	246,8	298,5	309,4	3,6%
Prêts nets	9,7	21,2	51,0	140,6%
Fonds spéciaux (y.c. FER)	71,3	70,6	62,6	-11,3%
Autres (Dons et Transferts en capital)		-	10,4	-
Dépenses primaires	1 046,8	1 181,9	1 265,5	7,1%
Solde primaire	589,7	896,2	419,7	-53,2%
Solde base engagement	470,9	781,8	337,5	-56,8%
Solde base caisse	430,8	714,5	125,6	-82,4%

Source : Comité des statistiques

III.2.2.1 Les recettes budgétaires

Révisées à 1 238,5 milliards de Fcfa en 2009 dans la loi de finances rectificative, les recettes exécutées de l'État se sont chiffrées à 1 685,2 milliards de

Les grandeurs macroéconomiques

Fcfa. Sous l'effet de la réduction des recettes pétrolières (38,5%), malgré la hausse des recettes du secteur hors pétrole (18,4%), les recettes budgétaires (y compris les dons) ont décliné de 18,9 % comparativement à l'année antérieure.

III.2.2.1.1 Les recettes pétrolières

Les recettes pétrolières ont reculé de 38,5%, en raison de la diminution des sommes perçues au titre des autres recettes (-46%), de l'impôt sur les sociétés (-22,1%), de la Redevance Minière Proportionnelle (-43,3%) et des transferts à la Sogara (-39,0%), en rapport avec les effets induits de la crise financière et économique mondiale. Elles ont représenté 39% du PIB pétrolier, pour une valeur de 836,7 milliards de Fcfa contre 1 361,5 milliards en 2008.

Evolution des recettes pétrolières

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Impôts sur les sociétés	246,8	349,9	272,5	-22,1%
Redevance Minière Proportionnelle	288,3	396,9	225,2	-43,3%
Autres	357,8	507,8	274	-46,0%
Transferts SOGARA	65,6	106,8	65,1	-39,0%
Total des recettes	958,5	1 361,5	836,7	-38,5%
En % du PIB pétrolier	36,3%	42,1%	39,0%	
PIB pétrolier (pour mémoire)*	2 643,2	3 233,1	2 145,1	

Sources : Comité des statistiques, * DGELF

III.2.2.1.2 Les recettes hors pétrole

Les recettes hors pétrole (y compris les dons), en hausse de 18,4%, ont atteint 848,5 milliards de Fcfa en 2009 contre 716,6 milliards de Fcfa en 2008. Cette croissance a découlé principalement de l'optimisation du recouvrement des impôts directs (38,9%) et des autres recettes (37,4%).

Tableau de bord de l'économie

Evolution des recettes hors pétrole

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Droits de douanes	281,9	276,2	277,3	0,4%
Dont DTI	245,9	247,9	-	-
Taxes sur les biens et services	130,3	130,7	141,8	8,5%
Dont TVA	92,4	85,2	81,5	-4,3%
Impôts directs	193,5	234	325,1	38,9%
Autres recettes	72,1	75,5	103,7	37,4%
Dons	0,2	0,2	0,5	-
Total des recettes hors pétrole	678,0	716,6	848,5	18,4%

Source : Comité des statistiques

III.2.2.2 Les dépenses publiques

Les dépenses publiques hors dette ont progressé de 14,%, à 1347,7 milliards contre 1182 milliards en 2008. Cette variation est imputable à la hausse vertigineuse des prêts nets renforcée par celle des dépenses d'investissement, malgré la quasi stabilité des dépenses de fonctionnement et le recul des fonds spéciaux. Les dépenses publiques ont représenté 26,3% du PIB nominal contre 18,3% en 2008.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution des dépenses publiques

(en milliards de Fcfa)	2007	2008	2009	09/08
Fonctionnement	719	906	914,3	0,9%
Salaires et traitements	301,8	324,1	379,7	17,2%
Biens et services	190,4	208,8	215,7	3,3%
Transferts et subventions	226,8	258,7	236,7	-8,5%
Investissements	246,8	298,5	309,4	3,7%
Ressources propres	198,6	244,1	209,8	-14,1%
Finex	48,2	54,4	99,6	83,1%
Prêts nets (yc prise de participation)	9,7	21,2	51	140,6%
Fonds spéciaux (yc FER)	71,3	70,6	62,6	-11,3%
Transferts en capital (yc Dons)			10,4	
Total dépenses	1046,8	1182,0	1347,7	14,0%
PIB total	5478,2	6454,2	5130,7	-20,5%
Fonctionnement en % du PIB	13,1%	12,3%	17,8%	
Investissement en % du PIB	4,5%	4,6%	6,0%	

Source : Comité des statistiques

Les dépenses de fonctionnement

Les dépenses de fonctionnement ont modestement varié au cours de l'exercice budgétaire étudié (0,9%). Cette situation s'explique par la baisse des transferts et subventions (-8,5%) qui a permis d'atténuer la hausse conjointe des traitements et salaires (17,2%) et des biens et services (3,3%).

Les dépenses d'investissement

Les dépenses d'investissement ont progressé de 3,7%, à 309,4 milliards. Cette évolution provient essentiellement du renforcement significatif des financements extérieurs (83,1%). Le recul de 14,1% des dépenses d'investissement sur ressources propres, n'a pas entamé le relèvement des dépenses d'investissement totales qui ont représenté 6% du PIB.

La dette publique

Le désengagement de l'Etat vis-à-vis de ses créanciers intérieurs et extérieurs

Tableau de bord de l'économie

s'est poursuivi en 2009 (- 60% sur un an), pour atteindre 421,1 milliards de Fcfa. Cette réduction est due, d'une part, à la faiblesse des règlements de la dette extérieure (-78,1%), suite au rachat en 2008 d'une grande partie de cette dette, et d'autre part, à la baisse des recettes pétrolières. Par contre, un accent a été mis sur le paiement de la dette intérieure, dont le montant s'est établi à 204,7 milliards de Fcfa en 2009 contre 103,2 milliards en 2008. Le poids des remboursements de la dette dans le budget de l'Etat est donc en baisse. Il est passé de 52,5% des recettes budgétaires en 2008 à 25%, en 2009.

Evolution du règlement de la dette publique

en milliards de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Dette extérieure	342,5	988,5	216,3	-78,1%
Multilatérale	31,9	32,5	35,9	10,5%
Bilatérale	308,2	892,9	126,3	-85,9%
Bancaire	2,4	-	-	-
Marchés financiers	-	63,1	54,1	-14,3%
Dette intérieure	75,1	103,2	204,7	98,4%
Total	417,6	1091,7	421,1	-61,4%

Source : Direction Générale de la Comptabilité Publique (DGCP)

La dette publique a augmenté d'environ 15,9% en 2009 à 1368,2 milliards de Fcfa, soit 26,7% du PIB nominal.

La dette extérieure, en hausse de 7,7%, est composée en majorité de la dette bilatérale (520,8 milliards) et de la dette envers les marchés financiers (412,4 milliards de Fcfa).

L'encours de la dette intérieure a considérablement progressé (73,4%), suite à une hausse conjointe de la dette bancaire (76,9 milliards de Fcfa) et des moratoires (33,5 milliards de Fcfa).

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution du stock de la dette publique

en milliards de Fcfa	2007	2008	2009	09/08
Dette extérieure	1 924,9	1 032,9	1 112,2	7,7%
Multilatérale	163,4	157,9	179,0	13,4%
Bilatérale	1 316,5	434,9	520,8	19,7%
Bancaire	-	-	-	-
Marchés financiers	445	440,1	412,4	-6,3%
Dette intérieure	140,6	147,6	256,0	73,4%
Total	2 065,5	1 180,6	1 368,2	15,9%

Source : DGCP

III.3 LA MONNAIE ET LE CREDIT

En rapport avec l'évolution du secteur réel, des finances publiques et des échanges extérieurs, la situation monétaire large, au 31 décembre 2009, s'est caractérisée par :

- une hausse de la masse monétaire
- une légère amélioration du crédit intérieur
- un renforcement des avoirs extérieurs nets
- une dégradation de la Position Nette du Gouvernement
- un assouplissement de la politique monétaire.

Tableau de bord de l'économie

Situation monétaire large intégrée

en milliards de Fcfa	Déc.07	Déc.08	Déc.09	Déc.09/Déc.08
Ressources				
Disponibilités monétaires	688,3	769,6	768,3	-0,2%
- Monnaie fiduciaire	225,5	227,5	247,5	8,8%
- Monnaie scripturale	462,8	542,1	520,8	-3,9%
Quasi-monnaie	358,1	369,5	402,7	9,0%
Masse monétaire	1046,4	1139,1	1171,0	2,8%
Ressources extra-monnaétaires	178,3	276,7	345,1	24,7%
Total ressources	1224,7	1415,8	1516,1	7,1%
Contreparties				
Avoirs extérieurs nets	1108,9	980,7	1077,7	9,9%
Crédit intérieur	115,8	435,1	438,4	0,8%
- Créances sur l'économie	635,6	673	630,4	-6,3%
- Créances nettes sur l'Etat	-519,8	-237,9	-191,1	-19,7%
Total contreparties	1224,7	1415,8	1516,1	7,1%

Source : BEAC

III.3.1 Les ressources du système monétaire

Les ressources du système monétaire à fin décembre 2009 ont augmenté de 7,1%, tirées par la bonne tenue des ressources extra-monnaétaires (24,7%).

III.3.1.1 La masse monétaire (M2)

La masse monétaire a progressé de 2,8% à 1171 milliards de Fcfa en décembre 2009, corrélativement à la consolidation des avoirs extérieurs nets (9,9%).

Les disponibilités monétaires

Les disponibilités monétaires ont fléchi de 0,2%, pour s'établir à 768,3 milliards de Fcfa à fin décembre 2009, suite à la contraction de la monnaie scripturale (-3,9%).

Les grandeurs macroéconomiques

La quasi-monnaie

La quasi-monnaie a cru de 9% à 402,7 milliards de Fcfa à fin décembre 2009. Cette amélioration provient de l'augmentation de la propension à épargner des agents économiques, du fait de l'incertitude liée à l'environnement socio-politique.

Le taux de liquidité de l'économie (M2/PIB) a atteint 22,4% en 2009. Par ailleurs, le taux de couverture du crédit intérieur par la quasi-monnaie s'est situé à 91,9% à fin décembre 2009.

III.3.1.2 Les ressources extra-monétaires

Les ressources extra-monétaires qui comprennent les emprunts extérieurs à moyen et long terme, les fonds propres du système bancaire, les allocations de DTS et les autres postes nets ont augmenté de 24,7% à 345,1 milliards de Fcfa. Cette évolution résulte de l'augmentation conjointe des autres postes nets qui passent de 54,7 milliards de Fcfa en 2008 à 83 milliards de Fcfa en 2009, soit 51,7% et des fonds propres qui s'élèvent de 222,3 milliards de Fcfa en 2008 à 246,7 milliards en 2009.

III.3.2 Les contreparties de la masse monétaire

Sur la période de référence, les contreparties de la masse monétaire (avoirs extérieurs nets et crédit intérieur) ont crû de 7,1%.

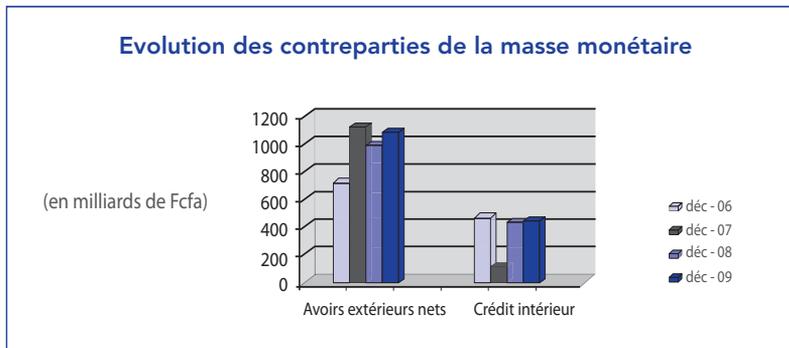


Tableau de bord de l'économie

III.3.2.1 Les avoirs extérieurs nets (A.E.N.)

Les avoirs extérieurs nets du système bancaire se sont renforcés de 9,9%, à 1077,7 milliards de Fcfa à fin décembre 2009.

Les avoirs extérieurs nets de la Banque Centrale (compte d'opération), quasiment stables, se sont situés à 902,2 milliards de Fcfa à fin décembre 2009.

Les avoirs extérieurs nets des banques commerciales ont enregistré un bond de 78,1 milliards de Fcfa pour s'établir 175,5 milliards de Fcfa à fin décembre 2009.

Le taux de couverture des engagements à vue par les avoirs extérieurs a observé une quasi stagnation, pour passer de 101,7% en décembre 2008 à 101,3% (taux de novembre 2009).

III.3.2.2 Le crédit intérieur

Le crédit intérieur est quasi-stable (0,8%). Il s'est élevé à 438,4 milliards de Fcfa à fin décembre 2009 contre 435,1 milliards de Fcfa à fin décembre 2008, sous l'action du désengagement progressif de l'Etat.

Les créances sur l'économie

Les crédits octroyés par les banques à l'économie ont diminué de 6,3%. Cette contraction est liée à un environnement peu incitatif du fait de la morosité de l'activité économique, imputable aux effets prolongés de la crise financière internationale, et des événements ayant marqué la vie politique et sociale nationale.

Les créances nettes sur l'Etat

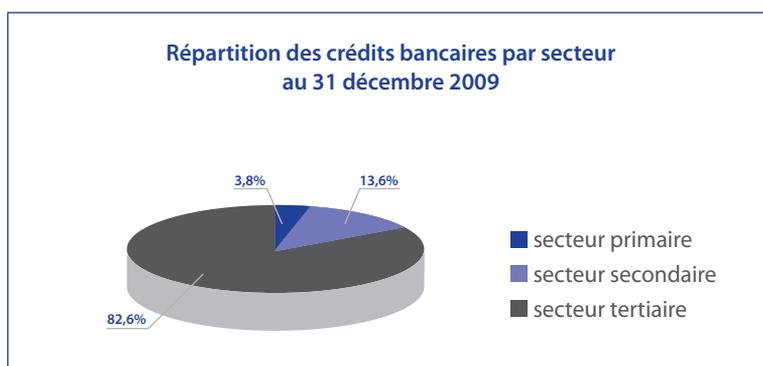
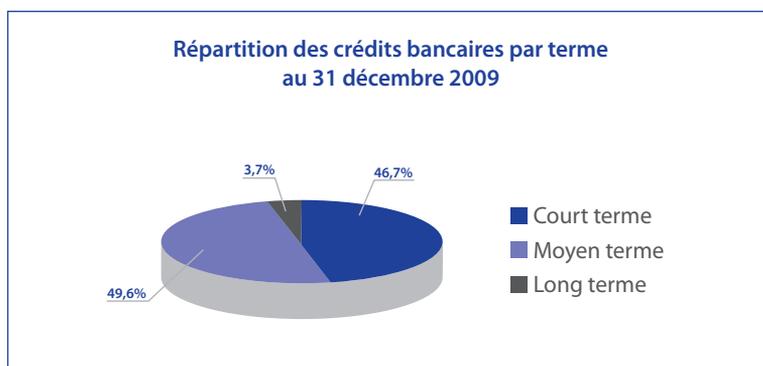
L'Etat a une position nette créditrice en retrait de 19,7% (-191,1 milliards de Fcfa à fin décembre 2009 contre -237,9 milliards à fin décembre 2008) traduisant ainsi le paiement partiel de la dette intérieure.

III.3.2.3 Le financement de l'économie

Le montant global des crédits à l'économie supérieurs à dix millions, recensé par la Centrale des risques, a baissé de 3,8% à 647,6 milliards de Fcfa à fin décembre 2009, en rapport avec le repli des financements à court et à moyen terme. Ils ont reflué respectivement de 1,3% à 302,1 milliards et de 10,9%, à

Les grandeurs macroéconomiques

321,3 milliards de Fcfa.



Le secteur primaire

Le secteur primaire est celui qui a le moins absorbé les crédits bancaires (3,8%). Les financements reçus ont toutefois augmenté de 2,9%, à 24,6 milliards de Fcfa contre 23,9 milliards un an plus tôt. Les crédits à court et à moyen terme se sont élevés respectivement à 12,4 milliards et 12,2 milliards de Fcfa en 2009. En revanche, sur le long terme, le secteur n'a bénéficié d'aucun financement. L'exploitation forestière est la principale bénéficiaire avec 92,4% de consommation de crédit.

Tableau de bord de l'économie

Le secteur secondaire

Le secteur secondaire a perçu 13,6% de l'ensemble des concours bancaires, soit 88,1 milliards de Fcfa en 2009, en contraction de 19,2% par rapport à 2008. Cette évolution est consécutive à la chute des crédits à moyen terme (-50,3%). L'industrie de transformation a consommé 29 milliards de Fcfa des concours bancaires suivie des BTP (11 milliards de Fcfa).

Le repli des financements octroyés au secteur secondaire résulte, par ailleurs, de la chute de 85,2% des crédits destinés à la branche minière, soit 0,4 milliard en 2009 contre 2,7 milliards de Fcfa.

Le secteur tertiaire

Le secteur tertiaire a bénéficié de 82,6% de l'encours global des crédits, pour un montant de 535,3 milliards de Fcfa en décembre 2009, en hausse de 16,7%. Cette évolution est le résultat de l'envolée des crédits à long terme (17,5 milliards de Fcfa en 2009 contre 2,5 milliards de Fcfa à fin décembre 2008). Les services et le commerce ont été les plus gros consommateurs avec respectivement 165 milliards de Fcfa et 112,4 milliards de Fcfa.

III.4 LA BALANCE DES PAIEMENTS

Pour la première fois depuis six (6) ans, le solde de la balance globale a baissé. Cette évolution trouve son origine dans la forte dégradation de la balance des transactions courantes, nonobstant une réduction du déficit de la balance des capitaux.

III.4.1 La balance des transactions courantes

Excédentaire en 2008, à 1654,4 milliards de Fcfa, le solde de la balance des transactions courantes a diminué de 1153,6 milliards de Fcfa en 2009, soit -69,7%, en rapport avec la détérioration substantielle de la balance commerciale. Ainsi, le solde de la balance des transactions courantes s'est situé à 500,9 milliards de Fcfa, soit 9,6 % du PIB nominal, contre 25,6% en 2008.

III. 4. 1.1 La balance commerciale

Le solde excédentaire de la balance commerciale s'est réduit de 48,9 %. Cette situation est essentiellement liée à la diminution des exportations en valeur

Les grandeurs macroéconomiques

(-35,7 %), résultant de la contraction de la demande des produits gabonais sur le marché international.

Evolution de la balance commerciale

en milliards de Fcfa	2007	2008*	2009**	09/08
Exportations (Fob)	3 445,5	4 352,3	2 796,5	-35,7%
Importations (Fob)	940,2	1 002,8	1 086,5	8,3%
Balance commerciale	2 505,3	3 349,5	1 710	-48,9%
Taux de couverture (en %)	366,5	434,0	257,4	

Source : BEAC * Estimations; ** Projections.

Le relèvement du volume des exportations de pétrole brut gabonais de 2,2% n'a pas compensé la baisse de 31,4% des recettes pétrolières, en raison de la diminution de 36,4% du prix du baril gabonais.

L'augmentation des importations est essentiellement liée aux entrées des produits de consommation finale et intermédiaire des entreprises des secteurs autres que ceux du pétrole, des mines et du bois.

III.4.1.2 La balance des services

Le déficit de ce compte a diminué de 2,7%. Cette légère amélioration est imputable à tous les postes, hormis le poste Fret et Assurances (-18,9 milliards de Fcfa).

III.4.1.3 La balance des revenus

Le solde déficitaire de la balance des revenus s'est amélioré de 49,2%. Cette progression est le résultat de la hausse de 53,1% des rémunérations des investissements privés et de la réduction de 20,1% des intérêts au titre de la dette publique.

III.4.2 La balance des capitaux

Le solde déficitaire du compte des capitaux s'est amélioré de manière significative. Estimée initialement à -1095,7 milliards de Fcfa, la balance des capitaux a atteint finalement -360,6 milliards de Fcfa en 2009. Cette progression de

Tableau de bord de l'économie

67,1% résulte de l'évolution favorable des Autres investissements (862 milliards de Fcfa), en relation avec la réduction de sorties massives des capitaux à court terme, aussi bien dans le secteur pétrolier que dans le secteur non pétrolier.

III.4.3 La balance globale

En définitive, la balance globale des paiements a dégagé un déficit de 0,4 milliard de Fcfa en 2009 contre un solde excédentaire de 371,1 milliards de Fcfa en 2008. Son financement a été assuré principalement par une diminution d'avoirs officiels de l'autorité monétaire d'un montant équivalent.

Evolution de la balance globale

en milliards de Fcfa	2007*	2008*	2009**	09/08
1. Transactions courantes	992,8	1654,5	500,9	-69,7%
A. Biens, Services et Revenus	1086,4	1759,6	601,8	-65,8%
a. Biens	2505,3	3349,5	1710,0	-48,9%
b. Services	-606,5	-645,5	-628,0	-2,7%
c. Revenus	-812,4	-944,4	-480,2	-49,2%
B. Transferts sans contreparties	-93,6	-111,1	-100,8	-9,3%
2. Mouvements de Capitaux	-757,2	-1096	-360,6	-67,1%
3. Erreurs et Omissions	-235,0	-187,7	-140,7	-25,0%
4. Balance globale	0,6	371,1	-0,4	-100,1%

Source : BEAC * Estimation; ** Projections.

III.5 L'EMPLOI, LES SALAIRES ET LES PRIX

III.5.1 L'emploi

L'emploi global a enregistré une hausse de 1,9% à 118 782 agents contre 116 608 en 2008. Cet accroissement s'explique par l'augmentation de 3,5% des effectifs du secteur public soutenue par des recrutements dans les secteurs Santé et Éducation, essentiellement.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution des effectifs salariés du secteur moderne

	2007	2008	2009	09/08
Sociétés	53 041	48 068	47 482	-1,2%
Parapubliques	10 929	9 760	9 635	-1,3%
Privées	42 113	38 308	37 847	-1,2%
Secteur public	64 035	68 540	70 935	3,5%
Fonction publique	51 488	55 520	57 922	4,3%
MONP	8 657	9 130	9 643	5,6%
Libreville	3 761	4 110	4 079	-0,8%
Intérieur	4 896	5 020	5 564	10,8%
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	-
Total général	117 076	116 608	118 782	1,9%

Sources : DGELF, DGB

III.5.1.1 L'emploi dans le secteur public

Les effectifs de la fonction publique se sont accrus de 4,3%. L'emploi dans la fonction publique a cru sous l'impulsion des recrutements dans les secteurs de l'Administration des Transports (12,5%), des Administrations Sociales (7,1%) et de l'Administration Générale (6,9%). Toutefois, un recensement des agents de l'Etat a été lancé en fin 2009, pour une meilleure gestion des effectifs.

Les effectifs de la main d'œuvre non permanente ont augmenté de 5,6% en relation avec le renforcement des agents de certains services sociaux à l'intérieur du pays.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'emploi public

	2007	2008	2009	09/08
Fonction publique	51 488	55 520	57 922	4,3%
Pouvoirs publics	14 658	15 483	15 947	3,0%
Adm. Générale	6 651	6 786	7 253	6,9%
Adm. Economiques	4 265	5 082	5 275	3,8%
Adm. du Développement	2 845	2 738	2 761	0,8%
Adm. des Transports	612	657	739	12,5%
Adm de l'Education	14 740	16 564	17 160	3,6%
Adm. Sociales	7 698	8 156	8 731	7,1%
Autres	19	54	56	3,7%
MONP	8 657	9 130	9 643	5,6%
Libreville	3 761	4 110	4 079	-0,8%
Intérieur	4 896	5 020	5 564	10,8%
Collectivités locales	3 890	3 890	3 890	0,0%
Total	64 035	68 540	70 935	3,5%

Sources : DGELF, DGB

III.5.1.2 L'emploi dans les sociétés

L'emploi dans les sociétés a baissé de 1,2%, en raison principalement de la réduction des effectifs dans les secteurs du BTP (-8,2%), des autres industries (-4,6%), du bois (-2,5%) et des services (-1,2%), en liaison avec les effets de la crise. La diminution des effectifs du secteur des BTP résulte de la réduction du budget d'investissement. En revanche, Les effectifs du secteur banque et assurance ont augmenté de 3,5% grâce à l'ouverture des nouvelles agences. Il en est de même des effectifs du secteur pétrolier avec des recrutements enregistrés dans certaines entreprises.

Les grandeurs macroéconomiques

Evolution de l'emploi privé par secteurs d'activité

	2007	2008	2009	09/08	Poids de la branche en 2009
Agriculture	2149	2090	2121	1,5%	4,5%
Pétrole	1082	1833	1927	5,1%	4,1%
Mines	1498	1484	1477	-0,5%	3,1%
Bois	9600	8858	8637	-2,5%	18,2%
Industries Agro-alimentaires	2254	2196	2248	2,4%	4,7%
Autres industries	1820	1625	1550	-4,6%	3,3%
Eau, électricité et raffinage	1918	1928	1963	1,8%	4,1%
Bâtiment et travaux publics	4941	4340	3985	-8,2%	8,4%
Transports et Télécom	7718	6720	6680	-0,6%	14,1%
Services	11896	11510	11371	-1,2%	24,0%
Commerce	6085	3502	3471	-0,9%	7,3%
Banques et Assurances	2081	1982	2052	3,5%	4,3%
Total	50 893	48 068	47 482	-1,2%	100

Source : DGELF : estimation 2009

III.5.2 Les salaires

La masse salariale du secteur moderne a progressé de 5%. Cet accroissement est imputable essentiellement à la hausse de la masse salariale de l'Etat. Celle des sociétés s'est rétractée de 0,6%, en raison de la baisse des effectifs.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de la masse salariale du secteur moderne

en milliards de Fcfa	2007	2008	2009	09/08'
Sociétés	616,5	763,8	759,5	-0,6%
Privées	501,2	645,2	642,4	-0,4%
Parapubliques	116	118,6	117,1	-1,3%
Administrations	270,5	320,8	379,7	18,4%
Fonction publique	232,1	282,4	344,6	22,0%
Collectivités locales	14,9	14,9	14,9	0,0%
M.O.N.P	23,5	23,5	20,2	-14,0%
Total général	887	1084,6	1139,2	5,0%

Sources : DGELF, DGB

III.5.2.1 La masse salariale du secteur public

La masse salariale du secteur public a évolué de 18,4%. Outre les régularisations administratives des agents et les recrutements dans les secteurs sociaux et de la défense, cette évolution s'explique aussi par la prise en compte de certaines prestations servies aux agents de l'Etat :

- la prime d'incitation à la fonction enseignante (PIFE)
- la prime de servitude octroyée au personnel du corps de la santé
- l'augmentation de la prime de rentrée scolaire de 25 000 Fcfa à 62 500 Fcfa
- le relèvement de la prime de transport à 35000 Fcfa contre 17000 Fcfa.

Au titre de la M.O.N.P, le budget de l'Etat a versé à cette catégorie d'agents 20,2 milliards de Fcfa contre 23,5 milliards de Fcfa en 2008, soit une baisse de 14%. Celle ci résulte de l'assainissement et d'une meilleure gestion informatisée du fichier.

La masse salariale des collectivités locales est restée stable sur trois années consécutives pour un montant de 14,9 milliards de Fcfa.

III.5.2.2 La masse salariale des sociétés

La masse salariale dans le secteur productif a baissé de 0,6%, passant de 763,8

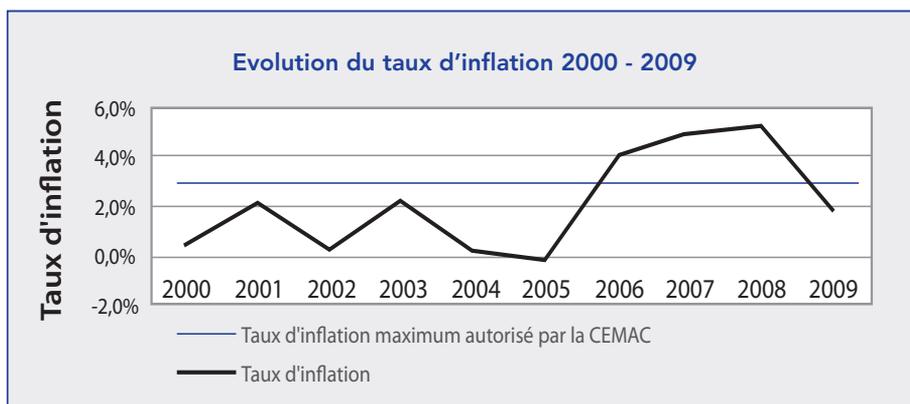
Les grandeurs macroéconomiques

milliards de Fcfa en 2008 à 759,5 milliards en 2009. Ainsi, la masse salariale des sociétés privées a reculé de 0,4% et celle des sociétés parapubliques de 1,3%.

III.5.3 Les prix

L'inflation, mesurée par l'indice harmonisé des prix à la consommation (IHPC), a été de 1,9% en moyenne annuelle après 5,3% en 2008. En glissement, les prix à la consommation des ménages ont augmenté de 0,8%. Cette évolution s'explique par :

- la baisse de 6,3% des prix du transport due à la diminution de 11,6% des prix des carburants et lubrifiants en rapport avec le mécanisme d'ajustement des prix à la pompe.
- le ralentissement des prix des produits alimentaires et boissons non alcoolisées, en raison de la décélération des prix des viandes dans les principaux pays fournisseurs.



- la décélération des prix du poste «logement, eaux, gaz et électricité», (4,1%) après 9,1% en 2008, imputable essentiellement au ralentissement des prix des loyers, en dépit du relèvement de 6,4% en moyenne des prix d'eau et d'électricité.

Tableau de bord de l'économie

Evolution de l'indice des prix à la consommation de 2007 à 2009

Regroupement	Pondération	Indice des prix			Taux d'inflation moyen(%)	Glissement (%)
		2007	2008	2009	09/08	Déc.09/08
INDICE GLOBAL	10 000	107,3	113,0	115,2	1,9	0,8
Produits alim & boissons non..	3 291	103,1	111,5	115,6	3,7	0,1
Pains et céréales	673	100,3	110,6	114,3	3,4	-3,3
Viandes	720	101,6	109,4	115,4	5,5	-0,1
Poissons et fruits de mer	446	108,9	122,9	127,6	3,9	-3,1
Lait, fromage et œufs	243	109,1	116,1	111,5	-4,0	-5,8
Huiles et graisses	183	99,5	113,8	119,2	4,8	6,9
Légumes et tubercules	534	105,8	112,3	117,0	4,2	-2,1
Boissons alcoolisées et tabac	185	99,5	100,9	102,7	1,7	13,5
Articles d'habillement et chaussures	794	104,2	103,9	101,7	-2,2	-1,6
Logement, eau, gaz, électricité....	2 053	111,2	121,3	126,3	4,1	2,2
Meubles, articles de ménages...	561	108,9	111,3	110,5	-0,8	-1,5
Santé	357	110,3	112,4	115,9	3,1	2,3
Transports	990	115,6	119,2	111,7	-6,3	-3,5
Communications	355	137,3	141,5	147,8	4,4	-0,1
Loisirs et culture	503	98,7	96,9	98,6	1,7	2,7
Enseignement	170	99,1	98,1	100,8	2,8	9,4
Restaurants et hôtels	466	101,6	105,3	107,7	2,3	3,9
Biens et services divers	275	96,3	101,9	105,9	3,9	5,3

Sources: DGS; DGELF

4

La politique économique du gouvernement en 2009

Tableau de bord de l'économie

L'objectif du Gouvernement a été de poursuivre la politique d'assainissement des finances publiques, sans perdre de vue la nécessité d'arrimer le pays à une croissance pérenne, permettant de répondre aux aspirations des populations.

IV.1 La politique budgétaire

En 2009, l'objectif poursuivi par la politique budgétaire a été de contenir le déficit primaire hors pétrole à 9,5% du PIB hors pétrole. Cependant, ce seuil a été largement dépassé (14%), du fait de l'explosion de la masse salariale.

Pour sa réalisation, l'accent a été mis sur le renforcement de la gestion des recettes et le maintien des dépenses au niveau des plafonds arrêtés.

L'optimisation des recettes

Le Gouvernement a maintenu les efforts mis en œuvre tout au long de ces dernières années dans l'amélioration de la gestion transparente des recettes pétrolières. Pour ce qui est de l'optimisation des recettes hors pétrole, une réflexion a été menée afin de déterminer la stratégie de réduction des exonérations fiscales dont le volume compromettrait la mobilisation des recettes. Par ailleurs, l'envolée des cours du manganèse a conduit le Gouvernement à revaloriser les droits et taxes à l'exportation applicables à ce produit. Enfin, le Gouvernement a poursuivi ses efforts de recouvrement des taxes.

La maîtrise des dépenses

Nonobstant les contraintes liées à la crise alimentaire, à la hausse des prix sur les marchés internationaux, à la modernisation et à l'augmentation de la taille de l'Administration, le Gouvernement a persévéré dans sa politique de maîtrise des dépenses publiques.

Les traitements et salaires

Plafonnée à 336 milliards de Fcfa, la masse salariale a finalement atteint 379,7 milliards de Fcfa. Ce dépassement de 43,7 milliards de Fcfa s'explique par la satisfaction des revendications des agents des secteurs Santé et Education.

Les biens et services

Le développement de la taille et la modernisation de l'Administration amorcés par les pouvoirs publics ont emmené à la prise en compte des charges supplémentaires liées à :

La politique économique du gouvernement en 2009

- la mise en fonctionnement progressive des nouveaux services et édifices publics, tels :
 - la Caisse de dépôts et de consignations du Trésor public
 - les trois nouveaux Centres hospitaliers régionaux (Tchibanga, Makokou et Lambaréné)
 - les nouveaux lycées (Montallier et Diba-diba) et CES (Bikélé, Akébé-OPT, Bâ Oumar du Haut de gué-gué, Mikolongo-Okala, Agondjé, Malinga)
 - l'Agence nationale de l'aviation civile.
- la création d'une Direction Centrale des Affaires Financières (DCAF) à la Présidence de la république, à la primature et dans les ministères ;
- aux activités de la réserve opérationnelle au sein des forces de défense (la Gendarmerie Nationale) dans le cadre de sa mission spécifique de maintien de l'ordre ;
- la mise en œuvre du système LMD (Licence Master Doctorat) dans l'enseignement supérieur et à l'établissement des points focaux liés à la réforme budgétaire en cours dans les ministères et institutions ;
- la budgétisation progressive des services de la Police Nationale et des brigades de la Gendarmerie Nationale, conformément à la nomenclature par destination administrative.

Les transferts et interventions

Le Gouvernement a veillé au respect de l'enveloppe des transferts et interventions, principalement en ce qui concerne le niveau de la subvention relative aux fluctuations des prix des produits raffinés.

Gestion de la Dette Publique

Depuis plus d'une décennie, l'encours de la dette gabonaise demeure important. La baisse tendancielle des recettes pétrolières, conjuguée à l'incapacité du secteur hors pétrole à la compenser, met une pression sur le financement des projets de développement. Dès lors, le Gouvernement a décidé de mettre en place une stratégie d'endettement.

Ainsi, en 2007, l'Etat a lancé une opération d'émission d'emprunts obligataires afin de soutenir sa solvabilité dans de bonnes conditions. Ce recours exceptionnel aux financements extérieurs a rapporté 445 milliards de Fcfa. Le ratio de liquidité budgétaire, qui était de 30% en moyenne sur la période 2002-2006, a diminué progressivement, pour atteindre une moyenne de 11% sur la période 2007-2022, car les engagements relatifs au service de la dette des 5e, 6e, et 7e Club de Paris devraient prendre fin.

Tableau de bord de l'économie

Dans le même temps, afin de renforcer sa stabilité macroéconomique, le pays a conclu un programme triennal (2007-2010) avec Le Fond Monétaire International (FMI). Celui-ci vise, entre autres, la soutenabilité des finances publiques à travers l'élaboration d'une stratégie appropriée pour la gestion des réserves de changes et de la dette publique.

IV.2 Les mesures structurelles

En 2009, le Gouvernement a renforcé ses efforts en matière de diversification de la base productive et d'amélioration significative des infrastructures de base. A cet effet, les actions menées ont concerné les secteurs de l'agriculture, de l'environnement et la protection de la nature, du tourisme et des transports, y compris le secteur social.

IV.3 La politique sociale

Les priorités de la politique sociale du gouvernement ont été l'éducation, la formation professionnelle, la santé et les affaires sociales.

Education nationale

En dépit des efforts déployés par le Gouvernement au cours de ces dernières années, le système éducatif reste encore peu performant au regard des résultats jugés insuffisants. Pour y remédier, l'exécutif a pris des mesures visant l'optimisation de la qualité de l'éducation à travers le renforcement des capacités d'accueil, l'amélioration de la gestion du personnel et de la politique d'encadrement, le renforcement des outils didactiques, la réorganisation de l'enseignement scientifique avec la spécialisation des établissements et le rétablissement de la crédibilité des examens.

Formation professionnelle et enseignement technique

Le Gouvernement a poursuivi l'ensemble des actions initiées au cours des exercices précédents en vue d'une meilleure adéquation formation-emploi, Il s'est agit :

- d'améliorer la qualité de l'enseignement par la formation des formateurs, la révision des programmes et le renforcement des capacités de l'administration centrale
- de prendre en compte les personnes en situation de désinsertion sociale et des jeunes déscolarisés

La politique économique du gouvernement en 2009

- d'augmenter la capacité d'accueil des structures de formation notamment par : la poursuite de la réhabilitation et l'extension, avec le concours de l'Autriche, des centres de formations professionnels existants et la construction de deux nouveaux centres à Mouila et Lambaréné, notamment.

Santé et hygiène publique

Les principaux objectifs en matière de santé ont été axés autour de :

- la mise en œuvre progressive du Plan National de Développement Sanitaire (PNDS)
- la poursuite du programme de construction des centres médicaux, centres de santé et dispensaires dans les zones urbaines et rurales en vue d'améliorer l'accès des populations aux soins de santé primaire
- la mise en place du Plan Pluriannuel Complet du programme de vaccination, en collaboration avec l'OMS, pour contribuer à la réduction de la mortalité infantile
- l'actualisation et la validation des données pour la mise en place de la carte sanitaire
- la poursuite de la gratuité des consultations et des soins dans les services des urgences, les salles d'accouchement, les consultations externes, les laboratoires et la radiologie du Centre Hospitalier de Libreville (CHL)
- la prise en charge progressive, au CHL, des pathologies chroniques nécessitant un traitement onéreux (cancer, insuffisance rénale, hypertension artérielle, diabète et maladies cardio-vasculaires)
- la poursuite et la mise en œuvre de la réforme de l'École Nationale d'Action Sanitaire et Sociale (ENASS) en vue d'accroître la qualification des personnels de santé et de répondre aux besoins issus des nouvelles technologies en matière de santé.

Affaires sociales

En matière d'assistance sociale, les principales actions entreprises ont concerné :

- la poursuite du recensement de certaines catégories de populations vulnérables ou en difficulté sociale (pygmées, handicapés...)
- l'amélioration de l'accès à l'aide et à la protection sociale notamment en faveur des personnes économiquement faibles
- le renforcement des capacités des centres d'éducation préscolaires
- l'ouverture d'une classe intégrée pour sourds-muets au Lycée National Léon MBA et d'un cycle d'enseignement secondaire par correspondance

Tableau de bord de l'économie

à l'Ecole Nationale d'Enfants Déficiants Auditifs (ENEDA).

Famille, promotion de la femme et protection de l'enfance

Dans le cadre du soutien à la famille, il a prévu :

- la poursuite du programme d'implantation des services provinciaux
- le suivi des activités de soutien et d'autonomisation des jeunes filles mères indigentes
- le développement des activités d'assistance aux familles en détresse notamment par le biais des cellules d'écoute.

IV.4 Les politiques sectorielles

En 2009, le secteur productif de l'économie a retenu l'entière attention du gouvernement.

Agriculture

Le Gouvernement s'est investi sur l'amélioration de la participation de ce secteur au PIB, à travers le développement de ses capacités d'offre. La politique entamée dans ce secteur et qui se poursuivra les trois prochaines années reste axée sur la réalisation des projets de développement nationaux et conventionnés en cours. Les projets de développement nationaux concernent notamment :

- le programme d'appui à la relance de la culture du café et du cacao à travers l'encadrement des planteurs et la fourniture des semences améliorées
- la poursuite de la relance de l'hévéaculture villageoise à travers l'encadrement des villageois et la relance des cultures, eu égard à l'intérêt manifeste de SIAT Gabon
- la restructuration des services de l'Ecole Nationale de Développement Rural (ENDR), en vue du renforcement des capacités en ressources humaines du secteur agricole
- la promotion de l'agriculture et de l'élevage, avec l'appui technique marocain, afin d'assurer une production de 40.000 plants d'arbres fruitiers par an, d'une part, et redynamiser l'Office Gabonais d'Amélioration et de Production de Viande (OGAPROV) en centre d'appui spécialisé en élevage bovin, d'autre part.

Les projets de développement conventionnés, quant à eux, portent principalement sur :

La politique économique du gouvernement en 2009

- l'appui aux initiatives locales avec le concours du FIDA. Le dit projet vise la mise en place de projets agricoles de lutte contre la faim, l'autosuffisance alimentaire et le développement des zones rurales
- le Programme National de Sécurité Alimentaire conclu avec la FAO, dont l'objectif est d'aider le Gabon à améliorer sa sécurité alimentaire par une augmentation et une diversification durable des productions agricoles
- l'appui au Développement de l'Agriculture Périurbaine (PADAP/IGAD) avec l'AFD. Ce projet, en œuvre dans six provinces, concerne l'installation de quinze exploitations en maraîchage, soixante exploitations en cultures vivrières et quatre en élevage.

Economie forestière

S'agissant du secteur forestier, la contribution au PIB devrait passer de 3% à 10% à l'horizon 2015. Dans cette optique, le Gouvernement a initié les actions suivantes :

- finaliser les textes d'application de la loi 16/01 du 31 décembre 2001 portant Code forestier en République gabonaise ;
- renforcer le contrôle et le suivi de l'exploitation des concessions forestières
- réhabiliter les brigades de reboisement
- renforcer le contrôle et le suivi du processus d'industrialisation de la filière ainsi que le commerce du bois
- concevoir et mettre en œuvre des formations spécialisées dans les métiers du bois.

Au niveau du secteur pêche et aquaculture, il s'est agi :

- d'améliorer les conditions de conservation et de commercialisation des produits de la pêche
- de renforcer les capacités des nationaux par des actions de formation, de manière à permettre leur insertion efficace dans la filière et une réappropriation progressive des ressources par les pêcheurs gabonais
- de mettre en place un système de surveillance de pêche moderne, afin de gérer durablement les ressources halieutiques
- renforcer les capacités opérationnelles de l'administration des pêches sur l'ensemble du territoire.

Tourisme

Pour ce qui est du tourisme, l'accent a été mis, entre autres, sur :

Tableau de bord de l'économie

- la poursuite de la mise en œuvre du Plan directeur de développement touristique (PDDT), avec pour objectif global, la redéfinition et l'élaboration d'une stratégie nationale attractive pour le développement touristique au Gabon, afin d'augmenter le nombre de touristes et de faire de notre pays une destination privilégiée
- la réalisation du Compte Satellite du Tourisme
- le redimensionnement de l'étude Programme d'appui au développement de l'écotourisme communautaire (PADEC)
- le renforcement des capacités du ministère ainsi que celui du cadre juridique et institutionnel du secteur.

Environnement, protection de la nature, prévention et gestion des calamités naturelles

La politique du secteur en matière d'environnement a concerné essentiellement les actions ci-après :

- le développement et la valorisation du cadre juridique et institutionnel par l'adaptation de la loi 16/93 du 26 août 1993 relative à la protection et à l'amélioration de l'environnement conformément au Code de l'environnement
- la contribution au contrôle de la qualité de l'air en milieu urbain (lutte contre les pollutions atmosphériques), par la mise en place d'une fiscalité environnementale qui s'appliquerait sur les importations de véhicules et autres engins de seconde main ainsi que les rejets industriels et artisanaux
- l'étude sur la qualité des eaux à partir d'une étude préliminaire d'identification des points d'eau dans les zones habitées suivie d'une campagne d'échantillonnage et d'évaluation des paramètres physico-chimiques et microbiologiques de ces eaux
- l'information, l'éducation et la communication afin de sensibiliser les populations sur la nécessité de conserver un cadre de vie sain.

Au titre de la prévention et de la gestion des calamités naturelles, les actions prioritaires retenues ont porté sur :

- l'appui à la formation des premiers secours qui passe par la sensibilisation des populations et la formation des personnels, afin de mieux les préparer aux sinistres ou aux catastrophes
- l'identification des zones à risques dans les neuf (9) provinces, par la mise en place d'un répertoire cartographique desdites zones
- l'élaboration d'un plan d'exposition aux risques dans trois villes (Libreville,

La politique économique du gouvernement en 2009

Port-Gentil et Koulamoutou), afin de délimiter les zones à risques et de définir les prescriptions en matière d'urbanisme, de construction et de gestion d'espace.

Les infrastructures

En matière de transport, les axes prioritaires ont porté sur :

- la réhabilitation et la modernisation des infrastructures de transport
- le respect des normes internationales en vigueur
- le renforcement des capacités opérationnelles des services
- la mise en fonctionnement effective de l'Agence nationale pour la navigation aérienne ;
- la sûreté de l'Aéroport Léon MBA.

IV.5 La politique monétaire

A fin décembre 2009, la BEAC a poursuivi sa politique monétaire par le maintien de l'objectif de refinancement des banques, la reconduction des baisses des taux directeurs opérés au troisième trimestre et par la stabilité de la politique d'assouplissement des réserves obligatoires.

Refinancement bancaire

La politique de refinancement de la BEAC est demeurée sans effet sur les banques créatrices de monnaie, en raison de leur excédent de liquidité. Ainsi, l'objectif de refinancement est resté inchangé à 2 milliards de Fcfa.

Politique des taux d'intérêt

Au regard de l'évolution récente des perspectives macroéconomiques de la zone CEMAC pour 2009, le Comité de Politique Monétaire, après examen de la balance des risques pesant sur la stabilité monétaire et financière a décidé de laisser inchangés les taux et les conditions d'intervention de la BEAC obtenus au troisième trimestre, pour le compte du quatrième trimestre 2009. Ainsi, les taux d'intérêt inchangés se présentent comme suit :

- Taux d'Intérêt des Appels d'Offres (TIAO) : 4,25%
- Taux des Prises en Pension : 6,00%
- Taux Crédeur Minimum : 3,25%
- Taux Débiteur Maximum : supprimé.

De même, les taux d'intérêt sur les placements ont été maintenus :

Tableau de bord de l'économie

- Placement à 7 jours : 0,85%
- Placement à 28 jours : 0,85%+1/16 de point
- Placement à 84 jours : 0,85%+2/16 de point
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du fonds de réserve pour les générations futures (TISPP0) : 1,25%
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre du Mécanisme de stabilisation des recettes budgétaires (TISPP1) : 1,05%
- Taux d'Intérêt sur Placement Public au titre des dépôts Spéciaux (TISPP2) : 0,85%.

Réserves obligatoires

La BEAC a reconduit pour le compte du quatrième trimestre 2009, les coefficients applicables sur les dépôts à terme (DAT) et sur les dépôts à vue (DAV) et a conservé le taux de rémunération des réserves obligatoires. Les coefficients applicables sur les dépôts à vue (DAV) ont été fixés à 11,75%, tandis que ceux liés aux dépôts à terme (DAT) l'ont été à 9,25%. Le taux de rémunération des réserves obligatoires a été maintenu à 0,05%. Le montant des réserves obligatoires, en repli de 10,4%, s'est chiffré à 376 milliards de Fcfa à fin décembre 2009 contre 419,8 milliards un an auparavant.

Marché monétaire

Le marché monétaire, institué par la BEAC depuis le 1er Juillet 1994, a pour but de soutenir l'activité des institutions financières éligibles, confrontées au besoin de financement. En 2009, l'activité du marché monétaire s'est caractérisée par :

- la contraction des injections de liquidités
- la baisse des ponctions de liquidités
- la chute des transactions interbancaires.

Les interventions de la Banque Centrale

1. Injections de liquidité (appels d'offres positifs)

Le Guichet A

Selon les principes généraux de fonctionnement du marché monétaire, le guichet A ou canal principal, correspond à la sphère du marché monétaire où sont traitées toutes les opérations d'injections de liquidités (opérations sur crédits à court terme et opérations sur crédits à moyen terme révocables), ainsi que les opérations de reprise de liquidités. Ces interventions se font sous

La politique économique du gouvernement en 2009

forme d'opérations sur appel d'offres à l'initiative de la Banque Centrale et des prises en pension de 2 à 7 jours à l'initiative des établissements de crédit. En 2009, les banques n'ont pas soumissionné aux appels d'offres positifs, en raison du niveau confortable de leur trésorerie.

Le Guichet B

Le guichet B ou canal spécial, a été institué pour tenir compte des crédits à moyen terme irrévocables (anciens et nouveaux) et des avances assimilées. En 2009, aucune banque n'a sollicité des avances auprès de ce guichet.

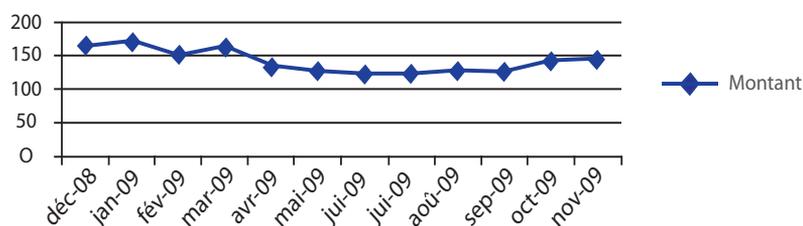
2. Ponctions de liquidités

Les ponctions de liquidités opérées à travers le mécanisme d'appels d'offres négatifs ont diminué de 12,4%, se situant à 165,7 milliards de Fcfa en novembre 2009 contre 145,2 milliards de Fcfa en décembre 2008.

Compartiment interbancaire

L'activité du marché interbancaire a été marquée par une quasi-absence d'échanges entre les banques. L'unique transaction interbancaire enregistrée en novembre 2009 s'est établie à 1,5 milliard de Fcfa.

Evolution des ponctions de liquidité en 2009 (en milliards de Fcfa)





5

Les perspectives 2010-2011

Tableau de bord de l'économie

V.1 LA CONJONCTURE MONDIALE EN 2010-2011

V.1.1 La situation internationale

Après la récession qu'a connue l'économie mondiale pendant ces deux dernières années, l'activité économique devrait, en 2010, amorcer une reprise de l'ordre de 4%, en rapport avec la reprise des échanges mondiaux, l'assainissement des places boursières et la politique monétaire expansionniste mise en place par les banques centrales.

En volume, le commerce des marchandises remonterait à 5,8% contre -10,7% un an plus tôt. L'embellie de l'activité économique ne s'accompagnerait pas d'une amélioration du marché du travail dans l'ensemble des pays développés. A l'inverse, l'inflation demeurerait à des niveaux relativement bas.

V.1.1.1 L'activité économique

Portée par une meilleure tenue de la demande intérieure et des exportations, la croissance américaine enregistrerait une hausse de 2,7%. Profitant de l'amélioration des échanges commerciaux, l'économie japonaise connaîtrait une croissance positive de l'ordre de 1,7%. Concomitamment, le PIB de la zone euro s'élèverait à 1%. L'Allemagne et la France enregistreraient respectivement des taux de croissance de 1,5% et 1,4%. La croissance chinoise atteindrait 10%, en liaison avec l'augmentation de l'investissement et la bonne tenue de la consommation et des exportations. Le PIB de l'Inde avoisinerait 7,7% en 2010. Enfin, en Afrique le taux de croissance serait de 4,3%.

V.1.1.2 L'inflation

En 2010, l'indice des prix à la consommation repartirait à la hausse dans l'ensemble des pays industrialisés. Le taux d'inflation aux Etats-Unis se situerait à 1,7% contre -0,5% en 2009. Au Japon, la déflation persisterait, l'indice des prix resterait à un niveau bas de -1,2%. Enfin, l'inflation en France se chiffrerait à 1%, tandis que l'Allemagne afficherait un taux de 0,8%.

V.1.1.3 L'emploi

Le regain de vitalité de l'activité mondiale ne s'accompagnerait pas d'une amélioration du marché de l'emploi. Aux Etats-Unis, celui-ci se révélerait peu

attractif, même si l'activité économique s'améliore. Le taux de chômage serait de 10% en 2010. Quoiqu'en léger repli, le taux de chômage au Japon se situerait au dessus des 5%.

V.1.2 Les perspectives d'évolution des cours des produits de base

En 2010, l'économie mondiale renouerait avec la croissance. Ainsi, les prix des oléagineux, du café, de l'or et du pétrole s'orienteraient à nouveau à la hausse en raison d'une probable demande soutenue et d'une offre insuffisante.

Le pétrole

Du fait du rebond de la demande mondiale, les prix du pétrole pourraient s'élever à plus 80 dollars le baril en 2010.

Les oléagineux

La production mondiale des grains oléagineux atteindrait un total de 325 millions de tonnes au cours de la campagne 2009/2010 contre 316 millions de tonnes pour 2008/2009. Cette progression résulterait de la croissance de la consommation mondiale qui dépasserait 326 millions de tonnes en 2009/2010. Ainsi, les cours des oléagineux s'apprécieraient en 2010 de 2% à 513,32 dollars américains la tonne pour l'huile de soja et 385 USD la tonne pour l'huile de palme.

Le caoutchouc

Après avoir baissé de 2% en 2009, l'offre mondiale de caoutchouc naturel devrait repartir à la hausse en 2010 pour s'établir à 10,5 millions de tonnes en raison de la reprise de l'activité automobile mondiale, en particulier en Chine.

Le café

La production mondiale pour la campagne caféière 2009/2010 progresserait de 5%, soit 140 millions de sacs contre 134 millions de sacs en 2008/2009. La consommation mondiale de café pour 2010 atteindrait 130 millions de sacs. L'évolution des cours mondiaux de café resterait ferme en 2010, grâce au retour de l'activité économique mondiale. Le prix moyen de l'ensemble des variétés pourrait s'établir à 150 cents (cts) la livre.

Le cacao

La production de la campagne 2009/2010 de cacao enregistrerait une baisse d'environ 400 000 tonnes, soit 3,3 millions de tonnes contre une production de 3,7 millions de tonnes la campagne précédente.

Tableau de bord de l'économie

Ce repli de la production revêt un caractère structurel si l'on considère les difficultés que rencontrent les planteurs ivoiriens. Une partie non négligeable des cacaoyers a atteint un âge (25 ans) à partir duquel le renouvellement s'impose.

Les cours devraient alors se maintenir à la hausse, au-delà de 3000 dollars la tonne en 2010. La consommation mondiale pour la campagne 2009/2010 se maintiendrait en s'établissant à 3,90 Mt.

Le sucre

L'année 2010 enregistrerait une reprise de la production mondiale de sucre pour la campagne 2009/2010. Elle serait de 184,9 millions de tonnes car, au Brésil, les premières estimations portent sur une production sucrière de 34,9 Mt, record absolu, en hausse de 9% par rapport à 2008/2009.

Les cours du sucre atteindraient les 25 cents, en raison principalement de l'effet conjugué de l'entrée de l'Inde en tant qu'importateur net du sucre, et de la transformation par le Brésil de la moitié de sa production en éthanol.

L'or

La production minière mondiale stagnerait autour de 2500 tonnes en 2010 et le métal jaune s'échangerait à 1000 dollars l'once, à la faveur d'une baisse du dollar ; confortant ainsi son statut de valeur refuge.

V.2 LE CONTEXTE NATIONAL

V.2.1 L'activité sectorielle

V.2.1.1 Le pétrole

L'avenir du secteur pétrolier repose actuellement sur l'exploration en off-shore profond et peu profond, nécessitant des coûts d'exploitation très élevés. Le dixième round d'attribution des permis off-shore en 2010, devrait susciter un certain engouement auprès de la plupart des entreprises pétrolières installées au Gabon. Néanmoins, ces entreprises poursuivraient les efforts d'optimisation de la production des vieux champs et des champs marginaux, dont la dynamique d'investissement serait maintenue à court terme. L'optimisme sur la reprise économique mondiale devrait renforcer le niveau actuel des cours du pétrole.

Ainsi, la production pétrolière s'élèverait à 12,2 millions de tonnes contre 11,8 millions de tonnes en 2009 et le prix du baril de pétrole gabonais atteindrait

66,7 dollars contre 58,8.

V.2.1.2 Le manganèse

L'activité sidérurgique mondiale poursuivrait son amélioration, soutenue notamment par la fin du déstockage, particulièrement en Chine.

Compte tenu de la compétitivité de la mine et de la performance de ses équipements, la production progresserait à 3,067 millions de tonnes et le chiffre d'affaires pourrait atteindre 283,650 milliards de Fcfa en 2010.

De même, la Comilog poursuivrait des études de projets de développement relatifs à la construction de l'usine de manganèse métal (HM) de 20 000 tonnes, et celle de Silico-manganèse de 65 000 tonnes. Dans cette optique, l'investissement se stabiliserait à 32,512 milliards de Fcfa en 2010, pour une production de 4 millions de tonnes à l'horizon 2012.

Par ailleurs, depuis 2006, une société dénommée Broken Hill Propriety Company (BHP Billiton) s'est installée à Franceville. La phase d'exploitation de manganèse par cette structure est prévue pour mi-juin 2010.

V.2.1.3 Les industries du bois

Grâce à la mesure gouvernementale relative à l'arrêt des exportations des grumes à partir de 2010, et en vue d'accélérer le processus d'industrialisation de la filière, il est prévu une amélioration du nombre d'industries pour accroître, puis améliorer le niveau de production du secteur, d'une part, et pour créer plus de valeur ajoutée et résorber le chômage, d'autre part.

V.2.1.4 Le raffinage

Suite à l'adoption du plan d'action par le conseil d'administration de la Société Gabonaise de Raffinage en vue de la relance des activités et de l'abandon des créances par l'Etat, la raffinerie pourrait améliorer ses performances. Dans ce contexte, en 2010, le volume du brut traité augmenterait de 55%, soit 900 000 tonnes métriques. Aussi, les importations baisseraient-elles de 49% pour s'établir à 143 200 tonnes, pour une valeur de 41,607 milliards de Fcfa.

Par ailleurs, il est prévu une réduction des effectifs de 433 à 250 agents, pour améliorer la compétitivité et baisser les charges de l'entreprise.

Tableau de bord de l'économie

V.2.1.5 La seconde transformation des métaux

L'activité de la seconde transformation des métaux, sous l'impulsion de la reprise de l'activité économique nationale, du maintien des contrats dans le secteur pétrolier, pourrait se raffermir en 2010, pour atteindre un chiffre d'affaires de 16,59 milliards de Fcfa.

V.2.2 Les prévisions macroéconomiques en 2010

V.2.2.1 Les principales hypothèses

L'économie gabonaise, très fortement liée à la demande mondiale de ses produits de base et à l'évolution des termes de l'échange, bénéficierait de la reprise chez ses principaux partenaires économiques. Ainsi, la production pétrolière progresserait de 3,4%, en liaison avec la bonne tenue du prix du baril gabonais en hausse de 13,5%, et à la poursuite des efforts d'investissement sur les champs marginaux et de la mise en production de nouveaux gisements.

Les exportations de manganèse devraient renouer avec l'expansion en 2010. Elles augmenteraient de 39,7% en corrélation avec la reprise du marché sidérurgique mondial. En revanche, le taux de change se déprécierait de 1,4% en 2010 et les exportations de grumes se contracteraient de 63,2%, en liaison avec la décision gouvernementale de les supprimer dès janvier 2010.

Par ailleurs, au plan national, la politique volontariste du Gouvernement en matière d'investissement public favoriserait la croissance économique en 2010.

Sous ces hypothèses et après une décroissance en 2009, l'économie gabonaise devrait renouer avec la croissance en 2010.

Les perspectives 2010 - 2011

Tableau des principales hypothèses

	2009	2010
Production pétrolière (milliers de tonnes)	11 825	12 227
Exportations de manganèse (milliers de tonnes)	2 147	3 000
Exportations de grumes (milliers de mètres cubes)	1 631	600
Prix du baril de pétrole (en dollars US)	58,8	66,7
Taux de change du dollar (en Fcfa)	472,1	465,6
Prix de vente du manganèse (dollar/tonne)	176,0	200,9

Source : DGELF

V.2.2.2 La formation du PIB prévisionnel en 2010

Le PIB en volume augmenterait de (5,4%), du fait de la vitalité du secteur hors pétrole (5,8%) et de l'accroissement de la production pétrolière (3,4%).

Au plan sectoriel, la reprise du secteur primaire (2,2%) résulterait de l'accroissement de la production pétrolière et des performances appréciables de l'activité de la Comilog, en dépit de la baisse de l'exploitation forestière (-56%).

Le redressement de l'activité du secteur secondaire (14,3%) proviendrait principalement du rebond de la production des BTP, en liaison avec l'accroissement substantiel du budget d'investissement public.

Enfin, la consolidation du secteur tertiaire (3,7%) découlerait du dynamisme de ses principales branches motrices: les transports et communications (4%), le commerce (+3,3%) et les services (5%).

Tableau de bord de l'économie

Prévisions du PIB par secteur aux prix de 1991

Valeurs en milliards de Fcfa	2009	2010	2010/09
Produit intérieur brut	1988,3	2095,6	5,4%
PIB marchand	1691,9	1783,4	5,4%
Secteur primaire	556,4	568,9	2,2%
Agriculture, élevage, pêche	132,7	138,3	4,2%
Exploitation forestière	33	14,5	-56,0%
Pétrole brut	365,2	377,6	3,4%
Mines	25,5	38,4	50,6%
Secteur secondaire	348,2	398,1	14,3%
Industries agro- al, boissons	65,4	69,3	6,0%
Industries du bois	10,7	11,2	5,0%
Autres industries	67,5	70,0	3,6%
Raffinage	39,6	41,6	5,0%
Electricité, Eau	68,3	70,3	2,9%
BTP	64,5	103,3	60,2%
Services pétroliers	32,3	32,5	0,6%
Secteur tertiaire	787,3	816,4	3,7%
Transports & Communication	148,2	154,1	4,0%
Services	370,3	388,8	5,0%
Commerce	142,3	147,0	3,3%
DTI et TVA	98,5	97,0	-1,5%
Banques et assurances	28,0	29,4	5,0%
Services non marchands	296,4	312,2	5,3%

Source : DGELF

V.2.2.3 Les emplois du PIB prévisionnel en 2010

Du côté de la demande, la vigueur de l'activité économique retrouverait son origine dans la croissance de la demande intérieure de 12,5%. La hausse de celle-ci est liée à la fois à l'accroissement de l'investissement total de 28,6% (dont 115,7% pour le secteur public) et de la fermeté de la consommation totale (5,7%), en relation avec la revalorisation de la masse salariale (harmonisation de la prime d'aide au logement, mise en place du salaire minimum mensuel, régularisation de la situation administrative des agents de l'Etat et recrutements programmés dans la fonction publique).

V.2.2.4 Les prévisions du budget

La reprise attendue de l'économie mondiale, conjuguée avec l'augmentation du prix moyen du Brent et de la production pétrolière, entrainerait une hausse de 3,8% des recettes budgétaires publiques en 2010.

V.2.2.4.1 Les recettes

Les recettes de l'État se chiffreraient à 1749 milliards de Fcfa contre 1685,2 milliards de Fcfa en 2009, soit une hausse de 3,8%, imputable à l'amélioration des recettes pétrolières.

Prévisions des recettes de l'État

	en milliards de Fcfa	2009	2010	2010/09
Recettes pétrolières		836,7	940,3	12,4%
Recettes hors pétrole		848,0	804,7	-5,1%
Dons		0,5	4	-
Total recettes		1 685,2	1749,0	3,8%

Source : DGB

V.2.2.4.2 Les dépenses (hors dette)

En 2010, les dépenses publiques hors dette augmenteraient de 33,9% pour atteindre 1805,2 milliards de Fcfa contre 1347,7 milliards de Fcfa en 2009. Cette forte progression résulterait essentiellement du renforcement significatif des dépenses d'investissement, en dépit du recul prévu des dépenses de fonctionnement.

Les dépenses de fonctionnement enregistreraient une diminution de 7,6% et se fixeraient à 844,5 milliards de Fcfa en 2010 contre 914,3 milliards de Fcfa en 2009. A contrario, les dépenses d'investissement passeraient du simple au triple, du fait de la hausse prévisible conjointe des ressources propres (619 milliards en 2010 contre 209,8 milliards en 2009) et des financements extérieurs (278,5 milliards de Fcfa en 2010 contre 99,6 milliards de Fcfa un an avant).

Tableau de bord de l'économie

Prévisions des dépenses de l'Etat

en milliards de Fcfa	2008	2009	2010	2010/09
Fonctionnement	906,0	914,3	844,5	-7,6%
Salaires	324,1	379,7	384,5	1,3%
Biens et Services	208,8	215,7	162,9	-24,5%
Transferts et Subventions	258,7	236,7	173,3	-26,8%
Investissement	298,5	309,4	897,5	190,1%
Ressources propres	244,1	209,8	619,0	195,0%
Financements extérieurs (Finex)	54,4	99,6	278,5	179,6%
Prêts nets	21,2	51,0	0	-
Fonds spéciaux (y.c.FER)	70,6	62,6	63,1	0,8%
Transferts en capital (yc Dons)		10,4		
Total dépenses	1182,0	1347,7	1805,2	33,9%

Source : DGB

V.2.2.4.3 La dette publique

En 2010, le service prévisionnel de la dette publique connaîtrait une évolution contrastée. Les paiements prévus sur la dette extérieure augmenteraient, tandis que ceux de la dette intérieure reculeraient. En effet, le service projeté sur la dette extérieure serait en hausse de presque 9%, suite au renforcement de 54,2% du paiement des intérêts sur cette dette. A contrario, le service de la dette intérieure enregistrerait une chute de 24,5%, en raison de la baisse conjointe des paiements d'intérêts (-8,8%) et du principal (-24,9%) sur cette dette.

Prévisions du service de la dette publique

en milliards de Fcfa	2008	2009	2010	2010/09
Dette extérieure	347,1	221,2	240,8	8,9%
Intérêt	89,7	64,4	99,3	54,2%
Principal	257,4	156,8	141,5	-9,7%
Dette intérieure	137,7	204,7	154,6	-24,5%
Intérêt	18,4	5,7	5,2	-8,8%
Principal	119,3	199,0	149,4	-24,9%
Total	484,8	425,9	395,4	-7,2%

Source : Direction générale du budget

V.2.2.5 La balance des paiements prévisionnelle

En 2010, la balance des paiements enregistrerait une amélioration substantielle de son solde, suite à une diminution du déficit de la balance des capitaux.

V.2.2.5.1 La balance des transactions courantes

Le solde de la balance des transactions courantes baisserait de 40,8 %, en liaison avec la détérioration du solde du compte des revenus.

La balance commerciale

Le solde prévisionnel de la balance commerciale s'améliorerait de 5,9%, à la faveur d'une augmentation des recettes d'exportations (10,8 %), dans un contexte de bonne tenue des cours et d'élévation du volume des exportations de brut et de manganèse.

La balance des services

Le déficit de la balance des services se creuserait de 11,8 %, du fait de la dégradation des postes « fret et assurances » (- 19,3 %) et « voyages et séjours » (- 9 %).

La balance des revenus

Le déficit de la balance des revenus s'aggraverait de 47,5%. Cette situation résulterait de l'augmentation simultanée de la rémunération des capitaux privés (57,1%) et des intérêts dus au titre de la dette publique extérieure (3,2%).

Tableau de bord de l'économie

V.2.2.5.2 La balance des capitaux

La balance des capitaux se caractériserait par un solde déficitaire, en diminution de 25,8 % par rapport à 2009. Cette situation proviendrait, d'une part, de la hausse des investissements directs étrangers (64,6 %), notamment à travers les bénéfiques réinvestis (51,7%) et l'allègement du poids des échéances de la dette publique : le solde des emprunts publics passerait de (-61,8) milliards de Fcfa à (116,6) milliards de Fcfa.

V.2.2.5.3 La balance globale

Le solde de la balance globale serait excédentaire de 78,7 milliards de Fcfa, après avoir été déficitaire de 400 millions de Fcfa en 2009. Son financement serait assuré par la reconstitution d'avoirs extérieurs nets de l'autorité monétaire d'un montant équivalent.

V.2.2.6 L'emploi, les salaires et les prix

L'emploi

La situation de l'emploi dans le secteur public devrait rester l'une des préoccupations des autorités. En effet, le gouvernement vise la maîtrise des effectifs des fonctionnaires grâce à une gestion optimale des flux. A cet effet, il est prévu des nouveaux recrutements estimés à 9 760 agents dans les départements de la défense, de la police, de la fonction publique, de l'éducation et la santé.

Dans le secteur privé, compte tenu de la vigueur de l'activité, l'emploi devrait s'améliorer en particulier dans les secteurs des BTP et des mines, malgré la perte des effectifs dans l'exploitation forestière.

Les salaires

La masse salariale des administrations augmenterait de 4,7%, sous l'effet de la hausse des effectifs dans les secteurs de la santé, de l'éducation, de la défense et d'autres départements ministériels. Celle des sociétés pourrait croître, en raison de la reprise de l'activité et des effets induits de la politique volontariste du Gouvernement.

L'inflation

Les prix à la consommation connaîtraient une hausse substantielle. Le taux d'inflation prévisionnel moyen serait de 7,6%. Tous les postes contribueraient

Les perspectives 2010 - 2011

à cette hausse. Ainsi, les postes transport, (12,4%), communications (9,5%), « logement, eau, électricité » (9%) et « produits alimentaires » (7,5%) seront les plus affectés.

Ce rebond des prix à la consommation s'expliquerait par :

- la hausse des prix de carburant, en liaison avec le mécanisme d'indexation des prix des produits pétroliers, et l'évolution du cours de baril de pétrole
- l'accroissement des prix des produits importés
- le relèvement des prix d'électricité et eau, ainsi que ceux du logement, en liaison avec la forte demande en logements.

V.3 LES PERSPECTIVES DE LA POLITIQUE ECONOMIQUE, FINANCIERE ET SOCIALE DU GOUVERNEMENT EN 2010

En dépit des avancées réalisées dans le processus de rationalisation de la gestion des finances publiques, de grands défis restent à relever au regard des attentes légitimes des populations dans les domaines de l'éducation, la santé, du logement, l'habitat, des routes, notamment.

La politique budgétaire du gouvernement devrait se traduire par la poursuite de la correction des déséquilibres macroéconomiques.

V.3.1 La politique budgétaire

Pour atteindre l'objectif de 6% de déficit primaire hors-pétrole, à l'horizon 2011, le Gouvernement devrait mener des actions sur les recettes et les dépenses.

La mobilisation des recettes de l'Etat

Pour améliorer le rendement des recettes hors pétrole, le Gouvernement compte :

- poursuivre la réforme de l'administration fiscale
- élargir l'assiette des impôts par la suppression des régimes fiscaux spéciaux, la suppression de certaines exonérations d'impôt, la fiscalisation du secteur informel, le renforcement de la fiscalité foncière

Tableau de bord de l'économie

- lutter contre la para fiscalité
- renforcer le principe de l'unicité de caisse.

Des dispositions fiscales et réglementaires sont prévues pour améliorer le pouvoir d'achat des salariés en allégeant leur charge fiscale, et en apportant des simplifications au Code Général des Impôts.

Les dépenses

Pour atteindre une meilleure programmation des dépenses, la politique du Gouvernement devrait consister à maîtriser les dépenses de fonctionnement par des économies internes qui devraient servir à financer les dépenses d'investissement à hauteur de 42,8%.

Les mesures retenues à cet effet porteraient sur :

- la réduction du nombre de portefeuilles ministériels et la suppression de plusieurs fonctions politiques
- l'encadrement de la composition des cabinets ministériels
- l'audit des effectifs de la fonction publique et de la masse salariale
- l'actualisation du stock des rappels afin d'en programmer le règlement.

Le Gouvernement envisage, en 2010, un meilleur contrôle de la dépense par :

- le renforcement des capacités de la Direction Générale des Marchés Publics, en matière de passation de marchés
- la simplification des procédures de contrôle, afin de réduire les délais de traitement administratif des dossiers
- la crédibilisation du visa du service fait, pour que les travaux et services soient effectifs avant tout paiement.

En ce qui concerne la politique de gestion active de la dette, le Gouvernement compte poursuivre sa politique d'endettement peu onéreuse, fondée sur le recours au marché boursier.

V.3.2 Les réformes structurelles

Pour impulser une dynamique de croissance forte et durable, génératrice d'emplois, le Gouvernement compte accompagner et encadrer l'activité économique, en prenant des mesures qui viseraient la redynamisation des entreprises publiques et parapubliques, et la mise en place d'un cadre propice

à l'émergence d'un secteur privé dynamique.

La redynamisation des entreprises publiques et parapubliques

En 2009, le Gouvernement a décidé de plafonner les rémunérations et autres avantages pécuniaires versés aux dirigeants de sociétés publiques. Les effets attendus de cette mesure en 2010, sont entre autres :

- la baisse des subventions de l'Etat
- l'allègement des charges salariales et partant, l'amélioration de la compétitivité de ces entreprises.

Le développement du secteur privé

Le Gouvernement va s'atteler à améliorer l'environnement des affaires, afin de dynamiser le secteur privé et attirer les Investissements Directs Etrangers (IDE)

Le développement des instruments de financement

Afin de répondre aux attentes du secteur privé, en terme d'accompagnement, le Gouvernement compte en 2010, développer l'offre de services financiers et faciliter leur accès au plus grand nombre par :

- l'accélération des créations de la banque postale et d'une société de capital risque
- le plafonnement du coût du crédit, par l'instauration d'un taux d'usure
- les encouragements financiers accordés aux établissements
- l'incitation qui sera faite aux entreprises pour qu'elles se tournent d'avantage vers la Bourse de Valeur Mobilière de l'Afrique Centrale.

V.3.3 Les politiques sectorielles

Elles visent non seulement la diversification de la base productive, la redynamisation des infrastructures, mais aussi, le développement de l'offre d'emploi dans les secteurs d'activité identifiés comme prioritaires par le Gouvernement. Ainsi, en 2010, un vaste programme d'investissement sera lancé à cet effet.

La diversification de la base productive

Pour ramener le taux de chômage à moins de 20%, les secteurs d'activité à forte concentration de main-d'œuvre seront privilégiés, à savoir l'agriculture et le tourisme.

Tableau de bord de l'économie

En faveur du développement de l'agriculture, les mesures ci-après seront appliquées :

- la création du Fonds National de Développement Agricole et Rural (FONADAR) pour le financement de la politique agricole ;
- la promotion, aussi bien des petites exploitations individuelles, que des cultures industrielles.

Pour ce qui est du tourisme, il est prévu :

- la poursuite de la mise en valeur des parcs nationaux et la formation des éco-gardes
- la mise en place d'un cadre institutionnel, juridique et réglementaire attractif.

Le Gouvernement fera des efforts particuliers dans l'encadrement des activités économiques, afin que ces dernières se déroulent dans la stricte application du concept de développement durable.

Les mesures suivantes seront mises en place :

- le renforcement des moyens de supervision et de contrôle de l'application de la nouvelle législation forestière, par l'accroissement des effectifs et des équipements des brigades des Eaux et Forêts
- l'exploitation rationnelle, économique et précautionneuse des forêts communautaires
- l'implication des populations locales dans la gestion des écosystèmes
- l'arrimage au marché mondial du carbone, pour mieux valoriser nos ressources forestières.

Redynamisation des infrastructures

L'existence d'une infrastructure de base de qualité est le préalable à une politique de diversification économique ambitieuse. Pour doter le pays de cet outil de développement, le Gouvernement appuiera son action sur un cadre juridique et réglementaire favorable au partenariat public-privé, d'une part, et sur la mise en place d'une Agence des Grands Travaux, d'autre part.

Avec l'appui de la Banque Africaine de Développement et de l'Agence Française de Développement, le Gouvernement compte réaliser le bitumage de 2000 kilomètres de route supplémentaires, à l'horizon 2015.

Pour 2010, il s'emploiera, entre autres, à :

- finaliser certains tronçons de route, aménager et construire d'autres routes et des ponts métalliques sur l'ensemble du réseau routier
- finaliser les études relatives aux projets de réalisation d'un certain nombre d'axes routiers ;
- renforcer le contrôle et la qualité des travaux exécutés et des ouvrages réalisés
- faire de l'École des techniciens des Travaux Publics de Fougamou, un pôle d'excellence dans la formation de tous les métiers du Bâtiment et Travaux Publics.

Les infrastructures ferroviaires

Pour sortir le minerai de fer de la zone de Bélinga, des lignes de chemin de fer supplémentaires seront ouvertes sur l'axe Boué-Bélinga et vers le Cap Santa Clara.

Les infrastructures portuaires

Pour 2010, le Gouvernement va s'atteler à finaliser la construction du port fluvial multimodal de Lambaréné, ainsi que la couverture nationale du balisage maritime et fluvial.

Le port en eau profonde de Mayumba a une ambition sous régionale, dans la mesure où il permettra de désenclaver le sud du pays et le sud de la République du Congo.

Les infrastructures aéroportuaires

Les projets dans ce secteur concernent essentiellement la réhabilitation de quelques aéroports du pays.

Les infrastructures de communication et de télécommunication

Grâce au câble en fibre optique dont dispose le pays, le Gouvernement envisage d'accroître l'accès des populations à l'Internet à haut débit, dans le cadre du programme « Gabon numérique ».

Les infrastructures énergétiques

Un vaste programme de couverture énergétique sera mis en place afin de renforcer et de renouveler le réseau existant. Cette action passera par :

- le programme de renforcement des capacités de production, de transport et de distribution d'électricité et d'eau potable, dans les communes du Gabon
- la poursuite de la construction du barrage hydroélectrique du Grand Poubara

Tableau de bord de l'économie

- la construction de nouveaux barrages dans la Ngounié et dans l'Okano, ainsi que d'une centrale thermique à Libreville.

L'aménagement des voiries urbaines

La réalisation des voiries s'inscrit dans une politique globale d'aménagement du territoire. Pour les prochaines « fêtes tournantes » de l'indépendance, les projets tiendront compte des attentes des populations.

Pour le cinquantenaire de l'accession du Gabon à l'indépendance, le Gouvernement mettra à la disposition de la Commune de Libreville et de ses environs, un budget de 35 milliards de Fcfa pour les travaux de route, de voirie, d'assainissement, de génie civil et d'embellissement général de la ville.

Dès 2010, le Gouvernement va entamer et poursuivre les travaux de la voie express de Libreville, dans le cadre de la construction de cinq échangeurs qui seront livrés au plus tard fin 2011.

La jeunesse, les sports, les loisirs et la vie associative

La politique gouvernementale dans le secteur, pour les trois prochaines années, reste axée sur l'organisation de la Coupe d'Afrique des Nations (CAN) de football 2012. Ainsi, les actions à mener au titre de la CAN 2012 concernent :

- la réhabilitation et l'extension du stade omnisports Président BONGO
- l'extension du complexe sportif de Franceville
- la construction des stades d'entraînement de Bikélé, Bongoville, Moanda et Ngouoni
- la construction du stade d'Agondjé.

V.3.4 La politique sociale

La politique sociale du gouvernement devrait s'inscrire dans la continuité des actions visant à mieux répondre aux préoccupations des populations. Cette politique sera essentiellement axée sur un meilleur accès de ces populations à l'habitat, à l'éducation, à la santé et à la protection sociale.

L'habitat

La politique gouvernementale, en matière d'habitat, devrait consister à :

- construire, dès 2010, 5000 logements sociaux par an, à Libreville, et dans

- les grands centres urbains
- réaliser, en amont, des efforts de terrassement, de production de parcelles et de viabilisation des lotissements autour de la ville
- simplifier les procédures d'acquisition des titres fonciers
- lancer un programme de réhabilitation du parc immobilier de l'Etat.

L'éducation

Le système éducatif gabonais connaît de nombreux dysfonctionnements que le Gouvernement s'engage à corriger par les mesures suivantes :

- l'amélioration du cadre de vie et de travail des étudiants, au sein des campus universitaires du Gabon
- la tenue impérative des états généraux de l'éducation
- l'augmentation du niveau des infrastructures et des équipements scolaires
- la revalorisation du statut des enseignants, ainsi que leurs conditions de vie et de travail.

La santé

Pour améliorer l'accessibilité des populations aux soins et renforcer la lutte contre les maladies, l'effort du gouvernement devrait s'accroître dans le sens de :

- l'amélioration de la formation des personnels soignants
- la réhabilitation, à Libreville et dans les chefs lieux de département, des bâtiments et plateaux techniques des différents centres hospitaliers.

Dans le cadre de sa politique de prévention, le gouvernement se proposerait :

- d'introduire un nouveau vaccin (le pentavalent)
- de renforcer les capacités de l'Office Pharmaceutique National et améliorer la distribution du médicament sur toute l'étendue du territoire.

La protection sociale

Dans ce domaine, le Gouvernement va principalement s'atteler à :

- accélérer la mise en place intégrale des prestations de la Caisse Nationale d'Assurance Maladie et de Garantie Sociale (CNAMGS)
- mettre en place un Fonds National de Solidarité qui permettra de financer des microprojets générateurs de revenus, de construire des banques alimentaires et des pharmacies de secours.

Tableau de bord de l'économie

L'eau et l'électricité

Pour faire face au problème d'alimentation en eau et électricité qui se pose aussi bien en ville qu'en milieu rural, le Gouvernement se propose :

- d'augmenter les capacités de production et de distribution en eau et en électricité, au terme de la convention de la concession de la SEEG
- de mettre en place une agence de régulation de ce secteur
- de poursuivre l'opération de gratuité d'eau au profit des familles économiquement faibles.

CONCLUSION

Après avoir traversé une sévère récession, l'activité économique mondiale redécollerait en 2010. La relance s'expliquerait par une embellie des marchés financiers, autorisant une reprise du crédit, dans un contexte d'expansion du commerce international des biens et services et de la demande dans les pays industrialisés.

L'amélioration de la situation économique aux Etats-Unis, boosterait la croissance mondiale, tandis que la reprise atone des pays de la zone euro et du Japon, n'impacterait que faiblement sur le redécollage de la production mondiale. Faiblement touchées par la récession, les économies émergentes et en développement confirmerait leur statut de zone dynamique. A la faveur de la reprise économique mondiale, les productions et les cours des produits de base connaîtraient une évolution favorable. Ainsi, les prix du baril de pétrole pourraient dépasser le seuil de 80 dollars américain, de même que les cours des produits agricoles seraient orientés à la hausse.

Sur le plan interne, l'économie gabonaise bénéficierait des effets positifs de la relance économique mondiale, grâce notamment à la bonne tenue des exportations minières. L'économie évoluerait par ailleurs, dans un contexte de hausse de la production pétrolière et du prix du baril gabonais. La dotation d'un budget d'investissement conséquent serait bénéfique à la croissance.

Tout ceci, aurait pour conséquence une embellie des finances publiques se traduisant par une augmentation de 3,8% des recettes de l'Etat, tandis que les dépenses hors dette progresseraient de 33,9% du fait du renforcement des dotations allouées aux investissements publics.

Dans ce contexte, la politique économique du Gouvernement se matérialiserait à travers la poursuite d'une politique de grands travaux visant à améliorer les infrastructures économiques et sociales du pays, gage d'une croissance plus forte. L'action du Gouvernement portera également sur l'amélioration du cadre de dépenses des finances publiques, sur la diversification et l'élargissement de la base productive et enfin, sur la satisfaction des attentes des populations.



Annexes

6

Tableau de bord de l'économie

PRINCIPAUX INDICATEURS ECONOMIQUES ET FINANCIERS

Activité (en milliards de Fcfa)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PIB aux prix de 1991	1 732	1 832	1 895	1 726	1 693	1 730	1 725	1 768	1 791,6	1 845,7	1 867,4	1 971,2	2 016,9	1 988,3
Pétrole	582	573	547	483	421	398	388	415	416,3	410,9	368,4	374,6	364,9	365,2
Hors Pétrole	1 150	1 259	1 348	1 243	1 272	1 332	1 337	1 353	1 375,3	1 434,8	1 499	1 596,6	1 652	1 623,1
PIB aux prix courants	2 913	3 109	2 645	2 871	3 608	3 455	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9	4 991,5	5 478,2	6 454,2	5 130,7
Pétrole	1 279	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,3	2 136,4	2 519,0	2 643,2	3 233,1	2 145,1
Hors Pétrole	1 634	1 835	1 931	1 822	1 906	2 064	2 075	2 091	2 135,8	2 254,6	2 472,5	2 835	3 221,1	2 985,6
Déflateur du PIB	1,7	1,7	1,4	1,7	2,1	2	2	2	2,1	2,5	2,7	2,8	3,2	2,6
Indices des prix à la consommation	444	454	466	465	467	477	478	488	490	490	510	107,3*	113	115,2
Variation annuelle (en%)	3,1	2,3	2,6	-0,3	0,5	2,1	0,2	2,1	0,4	-0,2	4,0	5,0	5,3	1,9
Secteur extérieur (en milliards de Fcfa)														
Exportations fob	1 706	1 770	1 125	1 539	2 364	1 916	1 781,2	1 847,1	2 208,9	2 988,6	3 165,6	3 023,6	4 352,3	2 796,5
Pétrole	1 334	1 378	845	1 124	1 506,2	1 509,1	1 372,2	1 418,7	1 567,3	2 192,6	2 595,8	2 801,1	2 801,1	3 379,2
Importations fob	492	602	686	561	568	621	651,7	605,9	649,3	716,0	938,5	940,2	1 002,8	1 086,5
Budget (en milliards de Fcfa)														
Recettes totales	755,1	1 030	912	814	1 208	1 174	1 089	1 050	1 113,6	1 434,1	1 582,5	1 636,2	2 078,1	1 685,2
Recettes pétrolière	449,1	644	498	369	814	421	609	570	600	907,1	1 012,8	958,5	1 361,5	836,7
Recettes non pétrolière	306,0	386	414	445	393	1 062,9	480	479	513,6	527	569,7	677,8	716,6	848,5
Dépenses totales	676,4	980,2	1 281,6	779,5	786	860,4	969,1	789,9	827,1	911,9	1 005,5	1 165,6	1 181,9	1 347,5
Dépenses courantes	522,1	630,6	918,8	660,6	674,7	164	687,4	613,1	627,9	660,1	710,9	837,8	906	914,3
Dépenses d'équipement	154,3	350	363	119	105	154,3	137	131	160	193,4	238,8	246,8	298,5	309,4
Monnaie et crédit														
Avoirs intérieurs nets	315	366	496	660	507	723	695	665	636					
Crédits intérieurs	440	500	668	647	495	715	707	674	541,7	482	465,6	115,8	436,4	438,4
Créances nettes sur l'Etat	225	194	303	290	94	243	199	208	119,1	17,3	89,9	-519,8	-236,7	-191
Créances au secteur privé	214	306	365	357	401	472	508	446	422,7	464,7	555,5	635,6	673,1	630,4
Avoirs extérieurs nets	106	103	-49	-47	174	-12	32	76	286	536,5	709,2	1 108,9	981,1	1 077,7
Vitesse de circulation de la monnaie	3,9	0,11	5,6	6,4	6,9	6,1	5,7	5,9	5,7	5,3	5,1	5,2	5,7	4,4
Taux de pression fiscale	25,9	33,1	34,5	28,4	33,5	34,0	31,7	29,8	29,4	31,4	31,7	29,9	32,2	32,8

*Passage de LIPC à L'HPC avec changement d'année de base

EVOLUTION DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en milliards de Fcfa)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produit intérieur brut	2 475	3 109	2 645	2 871	3 606	3 454	3 437	3 519	3 792,1	4 570,9	4 991,5	5 478,2	6 454,2	5 130,7
PIB marchand	2 240	2 850	2 367	2 583	3 316	3 161	3 144	3 217	3 493,9	4 270,5	4 655,4	5 076,4	6 022,4	4 624,7
Secteur primaire	1 220	1 552	962	1 311	1 973	1 660	1 627	1 700	1 963,4	2 653,9	2 890,5	3 088,0	3 908,1	2 527,9
Agriculture, Elevage, Pêche	124	132	134	135	138	144	148	153	156,4	162,7	175,3	186,3	209,4	226,4
Exploitation forestière	75	92	52	75	86	76	61	61	57,3	60,7	71,3	82,5	54,8	50,6
Pétrole brut	970	1 274	714	1 049	1 702	1 391	1 363	1 428	1 656,2	2 316,4	2 519,0	2 643,2	3 233,1	2 145,1
Mines	52	53	62	52	47	49	55	58	93,5	114,1	125,0	160,0	410,9	105,9
Secteur secondaire	275	341	365	300	281	334	359	344	347,3	374,0	409,5	454,8	485,4	461,4
Industries agro-alimentaires, boissons	43	40	45	40	40	45	47	48	49,3	53,3	58,5	64,8	73,2	81,7
Industries du bois	13	15	16	22	16	21	26	31	35,6	40,4	51,7	59,8	40,1	21,9
Autres industries	57	82	87	74	79	91	94	87	87,8	94,4	94,4	100,6	112,1	109,7
Raffinage	13	9	16	13	15	15	16	17	16,9	21,1	20,4	24,8	26,1	17
Electricité, Eau	35	36	29	33	34	37	46	48	53,9	56,7	61,6	69,7	81,3	87,7
BTP	93	152	159	77	54	80	85	72	75,6	78,6	91,9	100,6	112,7	112,5
Recherche, services pétroliers	22	7	12	42	44	44	46	41	28,2	29,5	31,0	33,5	39,9	30,9
Secteur tertiaire	745	958	1 040	972	1 062	1 167	1 158	1 173	1 183,2	1 242,6	1 355,3	1 533,5	1 628,9	1 635,4
Transports et communications	130	164	172	161	166	186	191	197	204,1	211,4	227,5	281,0	294,9	267,5
Services	265	322	362	380	392	450	466	457	461,7	494,0	539,5	587,8	642,7	659,5
Commerce	222	232	251	232	239	257	242	247	240,0	256,3	279,1	303,5	332,8	349,5
DTI et TVA	116	215	236	181	247	255	239	251	257,2	260,1	287,8	338,3	333,1	331,6
Services bancaires, assurances	12	24	19	18	19	19	20	21	20,2	20,8	21,4	22,9	25,5	27,3
Services non marchands	235	259	278	288	291	293	293	302	298,2	300,4	336,1	336,1	431,7	506

Tableau de bord de l'économie

TAUX DE CROISSANCE DU PIB SECTORIEL EN VOLUME

(en milliards de Fcfa)	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Produit intérieur brut	3,6	5,7	3,5	-8,9	-1,9	2,2	-0,2	2,5	1,4	3,0	1,2	5,6	2,3	-1,4
PIB marchand	3,7	5,9	3,1	-10,6	-2,2	2,5	-0,2	2,5	1,3	3,1	0,7	5,5	1,7	-2,3
Secteur primaire	0,8	-0,8	-2,1	-11,3	-8,9	-3,0	-2,8	5,4	1,6	0,5	-5,8	3,4	-1,9	-2,0
Agriculture, Elevage, Pêche	1,2	-2,7	4,4	-5,8	2,1	3,5	2,2	2,4	2,2	3,2	3,6	4,0	4,2	4,2
Exploitation forestière	0,0	2,94	-8,6	18,5	13,0	2,0	-20,6	-1,0	-1,9	3,8	2,3	9,9	-14,0	-1,8
Pétrole brut	1,3	-1,6	-4,5	-11,7	-12,9	-5,4	-2,5	6,9	0,4	-1,3	-10,4	1,7	-2,6	0,1
Mines	-6,4	-6,3	25,6	-42,3	-10,0	5,1	3,9	4,8	2,3	11,9	8,3	11,9	-2,6	-38,7
Secteur secondaire	11,3	17,5	9,8	-12,8	-3,2	10,3	6,1	0,9	0,9	4,6	1,0	6,1	3,8	-7,5
Industries agro-alimentaires, boissons	4,6	0,0	15,3	-7,0	-2,8	11,4	3,4	-0,1	2,5	6,0	5,4	8,4	4,8	7,6
Industries du bois	5,9	61,1	86,2	0,2	-29,2	33,9	19,0	19,7	4,1	9,7	9,5	9,7	-13,2	-41,9
Autres industries	17,9	18,1	7,0	-13,0	5,3	13,5	1,8	-3,2	0,1	6,7	-9,1	1,5	5,8	-4,0
Raffinage	74,0	-5,2	3,1	45,8	8,9	-10,6	4,6	-4,9	4,0	5,6	-6,5	14,9	1,8	-30,5
Electricité, Eau	-4,3	6,0	2,3	3,9	1,3	6,8	21,2	3,8	10,2	2,5	6,0	3,7	7,0	1,4
BTP	10,5	44,9	7,1	-52,8	-24,4	37,4	3,3	-6,2	4,2	2,0	6,4	3,3	3,5	-3,3
Recherche, services pétroliers	-28,5	-16,8	37,2	110,3	3,1	0,0	3,0	22,3	-22,4	2,5	6,1	6,2	7,3	-10,0
Secteur tertiaire	4,6	9,8	6,3	-8,6	5,8	4,2	-0,9	0,7	1,2	4,7	6,5	6,8	3,5	-0,2
Transports et communications	4,8	8,8	5,8	-5,8	3,2	3,1	2,4	3,0	3,2	4,5	4,8	7,2	2,0	-6,2
Services	4,1	10,5	11,5	5,3	2,8	4,4	3,3	0,2	1,5	5,8	5,4	6,0	5,8	1,1
Commerce	-4,3	1,1	5,0	-24,9	2,7	2,2	-7,3	1,3	-0,7	4,1	5,3	7,0	5,0	2,3
DTI et TVA	22,8	24,9	0,8	-27,2	28,6	8,2	-11,1	-2,8	1,4	2,4	15,3	9,1	-4,2	0,3
Services bancaires, assurances	31,6	18,4	-12,3	10,6	2,0	2,6	5,7	2,7	-5,4	2,9	5,6	6,3	5,0	3,5
Services non marchands	3,0	4,7	6,3	3,5	0,3	0,3	-0,4	2,5	2,0	2,5	4,0	6,0	6,0	4,2

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE PETROLE (en milliers de tonnes)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Production	18.246	18.277	18.462	17.570	15.586	13.500	12.890	12.563	13.432	13.483	13.300	11.930	12.130	11.810	11,82
Exportations	16.770	17.363	17.539	16.722	14.500	12.400	12.650	11.640	12.680	12.732	12.490	11.010	11.310	10.890	11,12
Prix moyen du brut (dollar US/baril)	17	20,69	19,7	12,74	17,87	28,46	24,72	24,98	28,84	38,22	54,38	65,13	72,52	96,99	61,51
Prix moyen du brut gabonais (dollar US/baril)	ND	19,9	ND	ND	17,1	27,16	22,77	24,05	27,86	35,75	50,49	61,83	68,87	92,33	58,76
Taux de change moyen (Fcf/dollar US)	498	511,6	583,7	589,8	615,5	711,5	733,11	696,5	581,18	528,18	527,84	522,89	479,42	448,41	472,13

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE BOIS EN GRUMES (en milliers de m³)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PRODUCTION															
Okoumé / Ozigo	1 842	1 779	1 993	1 393	1 650	2 675	2 013	1 181	1 812	1 077	1 511	1 560	1 650	nd	nd
Bois divers	546	505	782	771	752	1 040	1 518	1 644	1 208	1 586	1 632	1 660	1 700	nd	nd
TOTAL	2 388	2 284	2 775	2 184	2 402	3 715	3 531	2 825	3 020	2 563	3 143	3 220	3 350	nd	nd
EXPORTATIONS															
Okoumé / Ozigo	1 711	1 907	1 990	1 074	1 611	1 723	1 520	1 243	1 110	848	814	862	1 065	837	691
Bois divers	508	44	681	690	718	856	790	684	607	674	772	906	873	813	940
TOTAL	2 219	2 351	2 671	1 764	2 329	2 579	2 310	1 927	1 717	1 522	1 586	1 768	1 938	1 650	1 631

EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DES EXPORTATIONS DE MINERAIS DE MANGANESE (en milliers de tonnes)

	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009
PRODUCTION	1 929	1 903	2 093	1 908	1 743	1 791	1 856	1 972	2 000	2 459	2 753	2 979	3 334	3 248	1 992
EXPORTATION	1 852	1 977	1 995	2 064	1 944	1 939	1 659	1 932	1 934	2 491	2 887	2 896	3 293	3 199	2 146
VENTES	2 010	2 063	2 036	2 050	2 018	2 003	1 664	1 924	1 942	2 493	2 885	2 900	3 301	3 200	2 147
Prix de vente (en Fcf/tonne)	34.826	36.625	43.500	40.597	41.309	41.883	42.718	52.238	46.572	61.515	75.000	65.572	82.532	197.725	83.096

Tableau de bord de l'économie

L'INDUSTRIE DU BOIS

Le déroulage-contreplaqué			
Année	Production	Ventes locales	Exportations
1990	44 601	11 180	32 011
1991	48 993	13 222	23 248
1992	33 951	6 898	18 209
1993	25 345	4 813	14 576
1994	32 428	11 658	19 624
1995	57 199	15 292	39 137
1996	55 660	21 277	36 622
1997	52 519	17 644	34 205
1998	54 299	16 047	33 515
1999	64 005	11 747	59 302
2000	37 405	12 813	26 288
2001	45 208	13 903	28 686
2002	31 275	12 174	26 591
2003	37 824	7 161	29 578
2004	52 766	2 330	49 261
2005	42 759	6 667	30 471
2006	46 745	12 752	33 756
2007	53 783	12 669	41 423
2008	140 931	17 025	67 677
2009	45 922	10 526	32 267

ÉQUIPES DE RÉDACTION

DIRECTION DES PROGRAMMES SECTORIELS (DPS)

Directeur

M. Lambert OTO'O NGOUA

Directeur Adjoint

M. MOULOINGUI Roger

Chargés d'Etudes

Mme. Honorine RALOUGOU

Mme. Carla Marlène MATSANGA ép BOUASSA

Mme. Marie France NDAMANGANA

Mme. Hortense OKOUMBA ALILA

Mme. Flore LEPENGUE

M. Yves MOUPEPE

M. Eric IKAPI

M. LEYINDA KOKA NDOMBA

M. Célestin MEKAME OSSOUMA

M. Freddy Thibaud MOUSSAVOU

M. Didier OBAME NANG

M. Claude Thierry KOUMA

M. Ulrich Joël DIOUF ELEWANYE

M. Aldrin BANGUEBE

M. Gaston ONIAMI

DIRECTION DES INSTITUTIONS FINANCIERES (DIF)

Directeur

M. Anicet OGANDAGA

Chef de service

M. Thomas EYENE OBAME

Chargés d'Etudes

Mme. Cécile MAGANGA NZIENGUI

Mme. Bertille ONGUIND'AVOUMA

Mme. Raïssa NTSAME NDZIGUE

Mme. Mireille AYITO OBIANG ép. ENGONE

Mme. Gisèle AKOMA NKIET ép. LIKASSA

Tableau de bord de l'économie

Mme. Marie Clémentine MOUNGALA ép. BUNDUKOU LATHA
M. Christophe LEKOUGHA OYOUOMI
M. Guy de Luxe BONGO BOETOUNBA
M. Samuel ALLOGO ASSEKO
M. Robert MEDOUME ASSE
M. Jean Justin NANG ONDO
M. Christian NDO
M. Xavier Alain MAYOMBO TSAMBA

DIRECTION DES ETUDES MACROECONOMIQUES (DEM)

Directeur

Mme. Aurélie KASSAT

Directeur Adjoint

Jean Aimé Roger BOUSSAMBA

Chargés d'Etudes

Mme. Bernadette BELLA OBAME
Mme. Catherine MEZENE M'EBANE
Mme. Ghislaine MINKUE
Mme. Stéphanie SICKOUT
M. Cyril BIBANG ENDAMANE
M. Prosper EBANG EBANG
M. Valentin MBA MENGUE
M. Raphaël MBA NANG
M. Dan Romaric OBOUMADZOGO
M. Martial MBA BISSIGHE
M. Rodrigue BEWOTSE

DIRECTION DES SYNTHESSES ECONOMIQUES ET DE LA RECHERCHE (DSER)

Directeur

Mme. Juliette NZIENGUI ép. LOEMBA BAYONNE

Directeur Adjoint

M. Ghislain ILOUGOU

Information sur la DGELF



Chargés d'Etudes

Mme. Ruth AKOUME MBA ép. DOREGO

Mme. Huguette LEMAMI ALISSAGA ép. NGUIA BANDA

Mme. Perpétue ABORI BOETOUMBA

M. Patrick LOEMBA

M. Joseph NDONG OWONO

M. Julien EVOUNA NDZIGUI

M. Cédric KOUMBA

M. Félicien NGANI

Tableau de bord de l'économie

INSTRUMENTS D'ÉTUDES

- Modèle MEGA (modèle de l'économie gabonaise) : modèle bisectoriel de prévision à court terme
 - Modèle EGC

PUBLICATIONS

- TABLEAU DE BORD DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
- NOTE DE CONJONCTURE DE L'ÉCONOMIE GABONAISE
 - TABLEAU DE BORD MONÉTAIRE MENSUEL
 - LES NOTES DE LA DEM
 - LE BULLETIN DE LA SYNTHÈSE
 - ÉCO-RATIOS
 - INDICATEURS DE NIVEAU D'ACTIVITÉ
 - BULLETIN TRIMESTRIEL D'ANALYSES MONÉTAIRES
 - TABLEAU DE BORD MENSUEL
 - TABLEAU DE BORD SOCIAL.



Achévé de rédiger en août 2010
par les services de la Direction Générale de l'Économie
et de la Législation Fiscale
Ministère de l'Économie, du Commerce, de l'Industrie et du Tourisme
de la République Gabonaise

Mise en Page

UniK Africa
Intelligence Créative
+(241) 45 06 60 / 07 70 41 55 - Gabon



